

DEPARTEMENT DE SCIENCE POLITIQUE

UNIVERSITE DE GENEVE

---

LA DIMENSION GAUCHE-DROITE ET LA COMPETITION  
ENTRE LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE DU SUD :  
LE CAS DU PORTUGAL

JOSÉ DURÃO BARROSO

(PAPIER PROVISOIRE, NE PAS CITER S.V.P.)

PAPIER PRESENTE AU JOINT SESSION WORKSHOPS

EUROPEAN CONSORTIUM FOR POLITICAL RESEARCH

SALZBOURG, 13-18 AVRIL 1984

### Introduction

L'utilisation des échelles gauche-droite par les instituts de sondages portugais n'est pas systématique et leur analyse dans les travaux académiques est presque inexistante.

Une première application des échelles gauche-droite a été faite par NORMA dans un sondage réalisé sous la direction de Mário Bacalhau (décembre 1978) et dont l'essentiel des résultats a été publié sous forme de livre (1). L'auteur de la présente communication a organisé, en juin 1980, un sondage qui utilisait l'échelle gauche-droite en suivant la méthode appliquée par les Eurobaromètres. Les résultats sont aussi publiés (2). A partir de 1981, les Eurobaromètres (3) ont commencé à s'étendre aussi au Portugal et ces sondages, réalisés sur place par NORMA sont, à notre connaissance, la seule application systématique (c'est-à-dire, en suivant une série temporelle déterminée) des échelles gauche-droite; ils présentent néanmoins un sérieux handicap: jusqu'à présent ils ne nous fournissent pas les positions sur la dimension gauche-droite des électorats des partis. Nous disposons aussi des résultats des sondages réalisés par CEMASE en avril, mai, juin et juillet 1983, mais ceux-ci (inédits) présentent les mêmes inconvénients que les précédents. Finalement, nous nous appuyons

- 
- (1) BACALHAU, M., Eanes - A solução ?, Lisbonne, Heptágono, s/d (1979).  
 (2) DURÃO BARROSO, J., Le système politique portugais face à l'intégration européenne, Lisbonne-Lausanne, APRI-LEP, 1983; une première présentation de ces résultats avait été faite dans "Quelques éléments pour l'étude des partis politiques portugais: organisation, clivages idéologiques, bibliographie sélective", papier présenté au Standing Group on Southern European Politics, European Consortium for Political Research, Barcelone, 6-7 novembre 1982; une traduction portugaise de cette communication a été publiée dans la revue Prospectivas, n. 13 et 14, janvier-juin 1983, pp.9-33.  
 (4) Eurobaromètres, nn. 16,17,18,19 et 20, résultats non publiés dans leur totalité.

aussi sur un sondage très récent (mars 1984), mais l'interprétation des résultats doit être assez prudente, car nous ne connaissons que la présentation partielle de celui-ci faite dans un hebdomadaire portugais (1). En effet, les pourcentages indiqués ne tiennent pas compte des non réponses (ce qui nous pose de sérieux problèmes de comparabilité). Mais l'intérêt de ce sondage réside dans le fait qu'il constitue la source de données la plus récente, d'une part, et qu'il nous présente non seulement l'identification, par leurs électorats respectifs, des quatre principaux partis politiques sur une échelle gauche-droite, mais aussi leur perception des positions des autres partis. Il s'agit là, rappelons-le, d'une démarche différente des Euro-baromètres appliqués aux pays de la Communauté Européenne, où l'on demande les préférences partisans et en même temps le placement des électeurs eux-mêmes sur les échelles (2).

Pour conclure cette très brève introduction, et à fin de rappeler tous les problèmes de comparabilité existants, précisons que les sondages de Bacalhau, de Durão Barroso et des Eurobaromètres appliquent une échelle à dix points (bien que dans ces derniers les résultats apparaissent parfois regroupés en cinq points), que ceux du CEMASE suivent une échelle à six points (parfois regroupés en quatre points) (3) et que celui de Markttest/O Jornal applique une échelle à cinq points.

---

(1) Sondage Markttest/O Jornal, publié dans O Jornal du 6 avril 1984.

(2) Le sondage réalisé par M. Bacalhau suivait aussi la procédure consistant à demander aux interviewés la position des partis sur l'échelle gauche-droite.

(3) Echelle à quatre points pour les sondages d'avril et mai et à six points pour les sondages de juin et juillet 1983.

a) La distribution des portugais sur l'échelle gauche-droite

Nous constatons que le public portugais s'intègre bien dans les moyennes européennes pour ce qui est de sa distribution sur la dimension gauche-droite. La moyenne du placement des portugais oscille entre 5,10 et 5,42 ce qui rapproche les résultats portugais de ceux obtenus en 1980 pour des pays comme la Grèce (5,91), les Pays-Bas (5,42), la France (4,91), l'Espagne (4,46) ou l'Italie (4,45). Mais si nous considérons la forme de la courbe les ressemblances avec les autres pays de l'Europe du Sud apparaissent plus nettement que par simple référence aux valeurs moyennes.

Un trait que nous pouvons considérer caractéristique à l'intérieur même du contexte sud-européen est celui de la remarquable stabilité de l'électorat sur la dimension gauche-droite. En effet, malgré l'utilisation de données provenant de différentes sources et obtenues par des procédures assez diversifiées, les valeurs moyennes sont pratiquement constantes (5,24; 5,22; 5,24; 5,22; 5,10; 5,42; 5,30) entre 1978 et 1983 dans les sept sondages sur lesquels nous appuyons la présente analyse. On dirait que l'électorat "ne bouge pas" du point de vue de son positionnement idéologique (rappelons que pour l'Espagne, par exemple, l'oscillation des moyennes de placement de l'électorat va de 5,64 à 4,46 sur la période 1976-1983). Cette première impression, qui résulte d'une simple comparaison entre les moyennes, est confirmée par l'analyse des distributions tout au long de l'échelle, les différences les plus marquées découlant surtout de la variation introduite par les non-réponses. Ainsi, les résultats regroupés en cinq points des sondages d'octobre-novembre 1981 et de septembre 1983 constituent pratiquement une "copie" des uns des autres. Et cette permanence des tendances n'est pas infirmée si nous comparons le premier sondage disponible (décembre 1978) à ce dernier; en effet, en regroupant en cinq cases ces échelles à dix points nous obtenons les valeurs suivantes pour 1978 et

POSITION DE L'ELECTORAT PORTUGAIS SUR L'ECHELLE GAUCHE-DROITE

	<u>12/</u> <u>1978</u>	<u>6/</u> <u>1980</u>	<u>10-11/</u> <u>1981</u>	<u>2-3/</u> <u>1982</u>	<u>11/</u> <u>1982</u>	<u>4/</u> <u>1983</u>	<u>9/</u> <u>1983</u>
gauche							
1	2	4,5	5,3	3,1	1,3	2,6	5,3
2	3	3,1		2,6	3,0	2,2	
3	6	13,6	14,1	7,3	6,6	5,7	11,8
4	7	12,2		7,6	6,7	9,7	
5	21	13,6		12,8	10,9	13,7	
6	12	18,0	22,0	8,9	9,0	10,0	27,0
7	7	8,5	9,9	4,9	4,5	6,5	10,0
8	4	6,4		4,8	3,7	5,5	
9	1	2,8		1,9	1,0	2,5	
10	2	4,0	3,8	2,8	1,2	2,9	3,3
droite							
NSP/NRP	35	13,3	44,9	43,3	52,1	38,7	42,6
Moyenne	5,24	5,22	5,24*	5,22	5,10	5,42	5,30*
N	886	900	1.974	1.927	1.853	2.001	1.996

Sources: - Pour 1978 voir BACALHAU, M., Eanes - A Solução ?, Lisbonne, Heptágono, 1979.

- Pour 1980 voir DURÃO BARROSO, J., Le système politique portugais face à l'intégration européenne, Lisbonne-Lausanne, A.P.R.I.-L.E.P., 1983, p. 74 et ss.

- Pour 1981-1983 voir Euro-baromètres nn. 16, 17, 18, 19 et 20, résultats non publiés dans leur totalité.

\* Calculée à partir du regroupement en cinq points.

POSITION DES PORTUGAIS SUR L'ECHELLE GAUCHE-DROITE EN 1983

(ECHELLE EN 6 POINTS)

	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>NSP</u>
Avril	6,4	12,1	21,1	17,6	42,5		
Mai	5,4	18,0	25,1	14,1	37,4		
Juin	1,0	6,7	22,3	25,6	11,7	1,2	31,4
Juillet	0,5	9,2	21,7	29,3	7,5	0,6	31,1

Source: CEMASE, Banco de Informação e Gestão (résultats non publiés),  
 (N = 931 en avril, 1.103 en mai, 1.041 en juin et  
 2.548 en juillet)

1983, respectivement: cases 1+2= 5 et 5,3 %; cases 3+4= 13 et 12,4 %; cases 5+6= 33 et 27 %; cases 7+8= 11 et 10 %; cases 9+10= 3 et 3,3 %. On observe donc que la continuité est remarquable, sauf en ce qui concerne un très relatif "dépeuplement" des cases centrales; mais comme cette tendance n'a pas été suivie d'une concentration sur des positions moins centrales il nous semble acceptable d'expliquer cette variation en fonction de l'augmentation du pourcentage de ceux qui ne se placent pas (35 % en 1978 et 42,6 % en 1983). Ce qui semble pratiquement sûr c'est l'inexistence, au Portugal, de mouvements importants de "radicalisation" ou de simples changements idéologiques au niveau de la population.

b) L'électorat des partis sur l'échelle gauche-droite

Dans le premier sondage (décembre 1978) on constate que le PCP apparaît surtout dans les positions 1 à 4, le PS entre les cases 3 et 6, le PSD entre les cases 5 et 10 ainsi d'ailleurs que le CDS, mais ce dernier est nettement plus présent à droite.

Le PS et le PSD se partagent les positions du milieu de l'échelle, mais avec un très clair penchant du premier vers les positions du centre-gauche et du deuxième vers le centre-droit.

Aspect important, les non réponses atteignent un peu plus de 40 %. On doit remarquer que le pourcentage de non-réponses à cette question -placement des partis sur l'échelle gauche-droite- est bien plus important que celui pour l'auto-placement des personnes interviewés (35 %). Ceci ne doit pas étonner quand on connaît l'instabilité du discours et de l'organisation des partis politiques portugais ainsi que leurs trop fréquentes oscillations tactiques. Notons que le parti que le plus grand pourcentage de gens ne savait pas où placer (43 %) était le PS, ce qui est encore plus curieux en tenant compte des niveaux de connaissance/identification enregistrés par ce parti et son leader

POSITION DE L'ÉLECTORAT DES PARTIS SUR L'ÉCHELLE GAUCHE-DROITE

(LES DIFFÉRENCES PAR RAPPORT À 100 % CORRESPONDENT AUX NSP-NRP)

1978

	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>10</u>
CDS	0	0	0	0	4	10	8	5	11	12
PSD	0	0	0	0	9	14	13	10	8	4
PS	1	2	9	17	15	9	2	2	1	0
PCP	16	22	14	0	1	1	0	0	0	0
Total	2	3	6	7	21	12	7	4	1	2

1980

	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>3</u>	<u>4</u>	<u>5</u>	<u>6</u>	<u>7</u>	<u>8</u>	<u>9</u>	<u>10</u>
AD	(0,6)	0	(0,9)	0	11,8	32,7	17,2	11,5	4,5	6,9
PS	(2,6)	(1,3)	15	29,1	30	12,4	(5,8)	(1,3)	0	(1,9)
APU	14,9	10,2	46,2	11,9	(3,4)	0	(0,6)	0	0	0
Total	4,5	3,1	13,6	11,2	13,6	18,0	8,5	6,4	2,8	4,0

(NON REPONSES EXCLUES, % BASE 100)

1984

	<u>Gauche</u>	<u>C-Gauche</u>	<u>Centre</u>	<u>C-Droit</u>	<u>Droite</u>
CDS	0	1	15	36	48
PSD	0	4	34	46	16
PS	9	52	32	6	1
PCP	100	0	0	0	0

Sources: - Pour 1978 et 1980, les mêmes que pour le tableau précédent;  
 - Pour 1984, sondage Marktest/O Jornal, publié dans O Jornal du 6 avril 1984 (N = 516)



Mário Soares.

L'indice moyen pour chacun des partis politiques était le suivant:

PCP - 2,32  
 PS - 4,63  
 PSD - 6,90  
 CDS - 7,85

Bien qu'en connaissant le caractère "illégitime", du point de vue méthodologique, de la comparaison de l'indice moyen des partis politiques avec celui des électeurs, on peut quand même, comme exercice et seulement à titre exploratoire, essayer de nous interroger sur le décalage que l'on trouve. En fait, si l'on établit la moyenne du placement des partis sur l'échelle on trouve 4,64. L'auto-placement de l'électeur moyen était -rappelons-le- de 5,22. Si nos instruments d'analyse pouvaient confirmer l'hypothèse, il n'y aurait rien de surprenant au fait que la position des partis soit plus à gauche que celle des électeurs. Cela s'expliquerait par le processus (et surtout par le contexte) de la formation des principaux partis politiques portugais (après un coup d'Etat "révolutionnaire") et aussi par le "virage à droite" (au niveau du vote) que les élections législatives intérimaires du 2 décembre 1979 ont confirmé et qui s'annonçait déjà au moment de la réalisation de cette enquête (décembre 1978).

Les résultats du sondage de 1980 sont difficilement comparables car le PS et le PSD apparaissent confondus derrière la coalition qui les a regroupés entre 1979 et 1983 et qui comprenait aussi le petit PPM (Parti Populaire Monarchiste), l'Alliance Démocratique (AD). Les électeurs de celle-ci se plaçaient entre les cases 4 à 10, avec un clair penchant vers la droite et une plus forte concentration (32,7 %) sur la case 6. Le PS occupait le centre-gauche (presque 60 % des élec-

teurs entre les cases 4 et 5). L'Alliance Peuple Uni (APU, coalition électorale constituée par le PCP et le petit parti des "compagnons de route" MDP/CDE) se plaçait à gauche, la case 3 étant la principale (46,2 %). Les non-réponses ont atteint leur plus bas niveau dans ce sondage, ce qui pourrait s'expliquer par le moment politique très intense que l'on vivait alors au Portugal (confirmé d'ailleurs par le niveau très élevé de participation électorale).

Le dernier sondage disponible (mars 1984), bien qu'élaboré à partir d'une échelle en cinq points et ne présentant pas les pourcentages de non-réponses, confirme les tendances déjà observées en 1978: PCP à gauche (100 % des électeurs de l'APU placent le PCP à gauche, mais il faut noter que dans cette échelle il n'y a pas la possibilité "l'extrême-gauche"), PS entre centre-gauche et centre (52 et 32 %, respectivement) PSD entre le centre et le centre-droit (ce parti apparaît sans aucun doute comme le plus "centriste", avec 65 % de son électorat sur la case centrale, contre 10 et 17 % respectivement au "centre-gauche" et au "centre-droit") et le CDS entre la droite et le centre-droit (48 et 36 % respectivement). Précisons que dans ce sondage on a demandé aux gens d'indiquer leur vote lors de la dernière élection pour l'Assemblée de la République et d'identifier "son" parti et les autres sur l'échelle à cinq points. La distribution des électorats confirme que le PCP est, de loin, le parti le plus "profilé" et que le PS et le PSD restent les moins définis sur l'échelle gauche-droite -mais il semble qu'à l'heure actuelle le PSD ait déjà dépassé le PS en matière d'indéfinition (ou, si l'on préfère, d'élargissement de son espace potentiel). Cette évolution ne devrait pas surprendre si l'on considère le changement d'alliance, au niveau gouvernemental, opéré par ce parti. En effet, 8 % de son électorat le place à droite contre 10 % au centre-gauche -pour le PS, 6 % se place au centre-droit contre 9 % à gauche.

c) L'échelle gauche-droite et le type de compétition entre les partis

Essayons tout d'abord de résumer l'essentiel des observations recueillies jusqu'à présent pour voir ensuite s'il y a là une base suffisante qui nous permette d'avancer quelques tentatives d'analyse en ce qui concerne la mise en place, au Portugal, d'un espace de compétition entre les partis et les types de cette même compétition:

1. Remarquable stabilité, entre 1978 et 1983, du public portugais par rapport à l'autoplacement sur l'échelle gauche-droite;

2. Légère, mais persistante, tendance à l'augmentation du niveau des non-réponses (avec quelques exceptions: période de gouvernement de Sá Carneiro et période immédiatement après l'élection d'avril 1983);

3. Orientation en majorité "centriste" de la population portugaise, avec un léger penchant vers le centre-gauche;

4. Stabilité du placement sur la dimension gauche-droite de l'électorat des quatre principaux partis;

5. Concentration très accentuée de l'électorat du PCP (et APU) sur les cases de gauche;

6. Distribution assez dispersée des électeurs du PS (entre le centre et le centre-gauche) et du PSD (entre le centre et le centre-droit), spécialement pour ce dernier, en ce qui concerne la période la plus récente;

7. Superposition de pourcentages importants des électors du PS et du PSD sur les mêmes positions (les cases centrales de l'échelle)

La stabilité de l'autoplacement de la population portugaise est d'autant plus remarquable que, pendant la période considérée, des gouvernements de "couleur" idéologique très différente se sont succédés. En effet, cette période couvre des gouvernements "présidentiels" (dont le dernier, celui de Mme. Pintasilgo a orientation

"gauchisante" très marquée), l'élection de décembre 1979 qui a donné la majorité parlementaire absolue à l'AD et l'élection de 1980 qui a confirmé et renforcé cette majorité de centre-droit, et l'élection anticipée d'avril 1983 qui a restitué l'hégémonie au parti socialiste. La stabilité du positionnement de la population portugaise semble donner crédit à la thèse, avancée par certains auteurs bien que sans démonstration empirique (1), d'une séparation entre le niveau des préférences de l'électorat et le monde devenu "illusoire" et fermé sur lui-même de la politique. Mais cette stabilité nous étonne moins en considérant le fait qu'au Portugal, contrairement à ce qui s'est passé en Espagne et en Grèce, le système des partis n'a pas connu de grandes modifications depuis dix ans. Les quatre principaux partis, en effet, ont bien résisté à toutes <sup>les</sup> péripéties de la période révolutionnaire et, ce qui est encore plus frappant, l'éventail partisan n'a pas connu de modifications, en ce qui concerne sa configuration, entre 1975 et 1983. La dynamique électorale confirme un mouvement pendulaire presque symétrique; comparons les résultats de la première élection du nouveau régime démocratique (Assemblée Constituante, 25 avril 1975) et de la plus récente (Assemblée de la République, 25 avril 1983): en 1975, le PS, le PPD (futur PSD), le PCP et le CDS obtiennent, respectivement, les résultats de 37,8 %, 26,4 %, 12,5 % et 7,6 %; en 1983, les mêmes partis (le PCP se présentant sous les couleurs de l'APU), dans un contexte complètement différent, obtiennent les résultats de 36,3 %, 27 %, 18,2 % et 12,4 %, dans le même ordre. Tous les analystes qui prévoient, à chaque élection, des modifications radicales se sont trompés. Les changements dans l'orientation du vote ont presque toujours eu une nature "incrémentale" car un parti n'a jamais "bondi" plus d'une case dans la classification concernant le nombre de suf-

---

(1) Voir, entre autres, AGUIAR, J., A ilusão do poder - análise do sistema partidário português, 1976-1982, Lisbonne, Publicações Dom Quixote, 1983.

frages obtenus et l'on ne peut dire la même chose à propos du système de partis espagnols, où l'Alliance Populaire (AP) est passé de parti presque marginal à premier parti de l'opposition entre deux élections et où le "centre" a pratiquement disparu, ni du système grec, où l'on a enregistré un processus identique de polarisation avec la réduction du centre -l'EDIK- à une expression minime (1).

Nous pensons donc qu'il est possible d'avancer l'hypothèse selon laquelle la dimension gauche-droite n'étant pas directement à l'origine des principaux changements opérés dans la vie politique portugaise (2), est de toute première importance pour notre analyse du système politique portugais, car elle définit le cadre et plus précisément les conditions et les limites de la compétition. C'est en nous référant à la dimension gauche-droite et à la façon dont celle-ci a contribué pour organiser la perception de la vie politique par la population portugaise, que nous pourrions trouver quelques pistes pour l'explication de comment, au milieu d'une turbulence si intense, l'on constate une stabilité si considérable des choix politiques de l'électorat et pourquoi le système des partis parvient à résister à toutes les menaces qui pèsent sur lui, en gardant intacte sa configuration.

Ainsi, c'est encore le placement sur la dimension gauche-droite qui nous amène à considérer l'espace politique comme discontinu ("disjointed space"), avec une nette rupture en termes de distribution

- (1) Pour une tentative d'explication de la stabilité relative du système des partis politiques portugais voir DURÃO BAROSO, J., "O Estado português e a articulação política desde 1974", papier présenté au Arbeitskreis für Sozialwissenschaftliche Forschung über Spanien und Portugal (Portugal Sektion), Bad Homburg (RFA), 12-15 décembre 1983.
- (2) Dans le sens de considérer la dimension gauche-droite comme relativement peu explicative de certains conflits politiques au Portugal, voir REBELO DE SOUSA, M., Os partidos políticos no Direito Constitucional Português, Braga, Livraria Cruz, 1983 (thèse, pas encore en circulation), spécialement pp. 627 et ss.

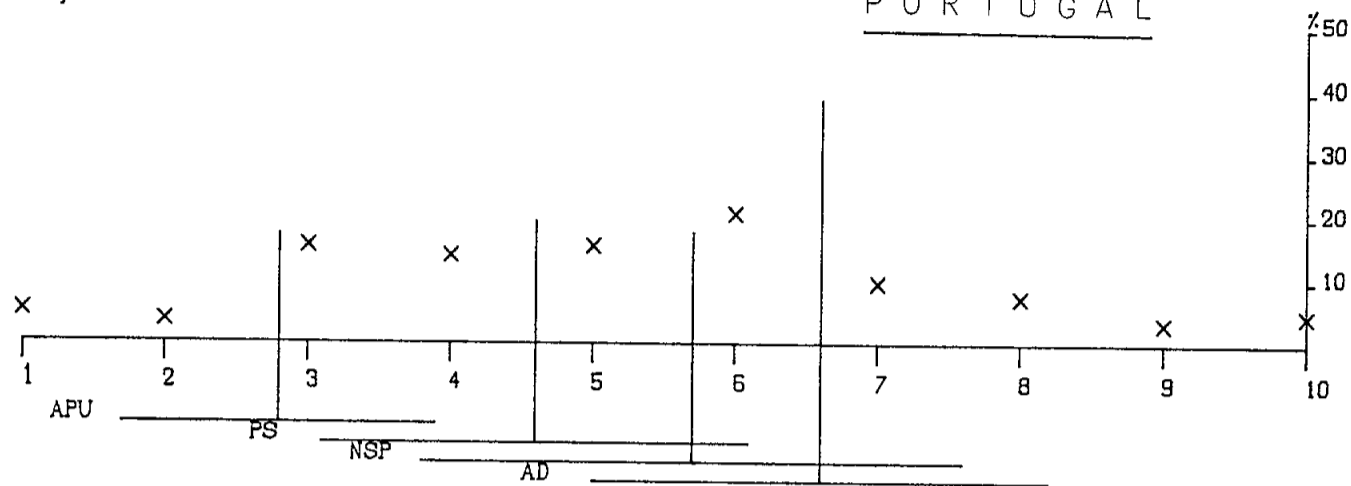
entre le PCP et les autres partis les plus importants. Il s'agit là d'une sorte de polarisation localisée et bien délimitée qui nous explique aussi pourquoi le PS cherche surtout à droite l'espace politique pour l'élargissement de son assise électorale (la "social-démocratisation" du PS si évidente lors de son dernier congrès).

C'est encore en recourant à une explication en termes de compétition sur une dimension gauche-droite que nous pouvons évaluer l'importance de la lutte pour l'hégémonie dans l'espace central. Le PS et le PSD -actuellement en coalition gouvernementale- disputent un espace politique qui est dans une large mesure le même (les cases centrales). La dispersion des électorats de ces deux partis (qui permet de les classer comme du type "catch-all") pose aussi des problèmes, spécialement au PSD qui n'a pas encore trouvé le "leadership" fort capable de soumettre les "sensibilités" très diversifiées qui existent dans le parti.

Il semble raisonnable d'admettre que l'essentiel de la compétition politique au Portugal va consister, dans le futur immédiat, dans la lutte pour l'hégémonie de l'électorat "centriste"; c'est pourquoi l'actuelle coalition gouvernementale continuera probablement traversée par une forte et permanente tension. L'élection présidentielle de l'année prochaine constituera aussi, avec sa logique de bipolarisation, un facteur complémentaire de "confusion" dans le système. Il y a déjà des tentatives qui s'annoncent dans le sens d'éviter qu'un clivage ne s'ouvre à l'intérieur de cet espace central. Et la possibilité d'une "troisième force" qui viendrait disputer une partie du même espace que ces deux partis occupent (nous pensons toujours au parti politique éventuellement créé ou appuyé par l'actuel Président) n'est pas à exclure.

N inclus= 780 N total= 900 MD= 13.3%  
 Moyenne= 5.20 Ecart-t.= 2.20

PORTUGAL



	APU	PS	NSP	AD
Moyenne:	2.80	4.60	5.70	6.60
Ecart-t.	1.10	1.50	1.90	1.60
Pourcent	17.	20.	18.	39.

Source: Sondage publié dans DURÃO BARROSO, op.cit. (1980)

Nous remercions Eugen HORBER pour la réalisation de ce graphique

Grand  
 Irlande  
 Allem.  
 Danem.  
 Pays-  
 Luxem  
 Belgi  
 Franc.  
 Itali  
 Grèce  
 Espag  
 Portu  
Source

## ANNEXE I

## POSITION DU PUBLIC PORTUGAIS SUR L'ECHELLE GAUCHE-DROITE PAR STRATES

SOCIO-ECONOMIQUES JUSTE APRES LES ELECTIONS DU 25 AVRIL 1983 (%)

(EURO-BAROMETRE N.19, IV-1983)

<u>Strates</u>	<u>Position sur l'échelle</u>					
	<u>1+2</u>	<u>3+4</u>	<u>5+6</u>	<u>7+8</u>	<u>9+10</u>	<u>NSP</u>
<u>Sexe:</u>						
-Homme	7,8	19,4	26,1	14,0	5,9	26,7
-Femme	3,1	13,1	22,6	11,0	5,2	45,1
<u>Age:</u>						
-15 à 24	5,6	22,7	25,6	19,1	5,0	22,8
-25 à 39	7,6	25,0	26,5	12,6	4,0	24,5
-40 à 54	5,1	12,6	26,2	13,3	6,8	36,0
-55 et +	2,9	9,3	19,2	8,8	5,5	52,8
<u>Classe sociale:</u>						
-(+++)	6,4	25,4	34,9	12,7	6,4	14,3
-(++)	2,5	18,2	31,1	17,5	8,4	21,3
-(+)	5,5	16,4	29,5	11,9	4,3	32,3
-(-)	7,1	16,9	18,6	10,5	4,3	42,8
-(--)	2,5	8,3	15,2	8,8	5,2	60,2
-(---)	0	0	7,1	7,1	14,3	71,4
<u>Revenu:</u>						
-(++)	4,2	19,8	29,8	16,1	7,5	22,7
-(+)	5,2	14,6	28,4	16,2	5,2	32,3
-(-)	6,5	16,2	21,2	9,2	3,5	43,5
-(--)	3,0	9,5	13,7	8,0	5,2	60,8
<u>Leadership:</u>						
-(++)	14,8	28,4	30,7	17,0	4,6	4,5
-(+)	8,3	27,6	28,8	17,3	8,2	9,7
-(-)	6,9	16,0	30,3	17,6	6,3	23,1
-(--)	2,6	11,4	19,9	8,6	4,4	53,3
<u>Total:</u>	4,8	15,4	23,7	12,0	5,4	38,7



ANNEXE II

PLACEMENT SUR L'ECHELLE GAUCHE-DROITE (1980)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Moyenne	Ntotal	MData%
Grande Bretagne	1,7	1,6	6,3	8,5	26,8	18,4	12,9	13,0	3,6	7,1	6,00	1.432	11,0
Irlande	1,6	1,8	4,9	8,7	21,0	23,6	13,4	13,1	6,8	5,0	6,11	1.007	12,6
Allemagne	1,4	2,3	7,3	12,3	23,5	19,1	15,1	8,8	5,4	4,7	5,81	1.008	10,1
Danemark	1,1	2,9	7,7	12,6	30,0	17,9	13,4	8,5	3,5	2,5	5,53	1.024	10,1
Pays-Bas	5,0	5,3	13,0	13,3	18,6	12,2	11,7	8,9	5,1	6,9	5,42	1.114	6,6
Luxembourg	1,8	3,2	9,6	8,9	24,2	21,7	8,5	13,5	6,4	2,1	5,70	300	6,3
Belgique	3,6	2,4	5,6	9,3	25,1	19,5	14,0	10,7	4,7	5,1	5,82	1.022	31,4
France	3,4	6,8	13,5	15,3	24,8	18,1	9,0	5,9	1,7	1,5	4,91	986	17,5
Italie	7,6	12,2	15,0	14,1	24,5	13,0	5,1	3,6	2,7	2,3	4,45	1.108	11,6
Grèce	7,9	3,8	6,5	10,7	22,0	10,8	6,4	8,8	7,4	15,7	5,91	1.000	21,5
Espagne	4,4	9,2	19,0	17,0	28,5	8,7	6,1	4,0	1,5	1,5	4,46	2.762	34,6
Portugal	5,2	3,6	15,7	14,1	15,7	20,7	9,8	7,4	3,2	4,6	5,21	900	13,3

Sources: - Pour les pays membres de la Communauté Européenne, voir Euro-baromètre 14, décembre 1980, travail sur le terrain octobre-novembre 1980;

- Pour l'Espagne, sondage réalisé par le C.I.S., septembre 1980 ('vote déclaré le 1 mars 1979);

- Pour le Portugal, voir DURÃO BARROSO, J., Le système politique portugais face à l'intégration européenne, Lisbonne-Lausanne, A.P.R.I.-L.E.P., 1983, p.191. (juin 1980).

EUROPEAN CONSORTIUM FOR POLITICAL RESEARCH  
JOINT SESSIONS - UNIVERSITY OF SALZBURG 13-18 APRIL 1984

Workshop "Left, Right and Centre in Southern Europe"

TRANSFORMATIONS DU SYSTEME DE PARTIS ET DES ATTITUDES  
ELECTORALES EN TURQUIE DEPUIS LA TRANSITION EN DEMOCRATIE  
PLURALISTE : 1946-1984

Bener KARAKARTAL  
Université d'Istanbul

## INTRODUCTION

L'étude de la dimension gauche-droite dans l'espace politique et électorale dans un pays montre les liaisons étroites qui existent entre l'histoire nationale spécifique et les systèmes de partis et les attitudes électorales. Comment ne pas se référer ici aux travaux de Rokkan qui introduisait un grand nombre de variables pour saisir l'itinéraire poursuivi dans différents cas nationaux. Il faut considérer le système de partis comme une totalité: sa structure, sa polarisation d'une part les attitudes politiques des masses de l'autre s'interpénètrent et s'influencent dans le cadre d'un processus complexe souvent difficile à expliquer.

Que montre le cas turc sur ce plan et quelle peut-être la contribution des études sur la Turquie en la matière au développement des connaissances de science politique sur les partis et attitudes politiques des masses? Ces travaux peuvent permettre d'apporter quelques réponses supplémentaires à certaines hypothèses. Nous en énumérerons quatre:

- 1- Un système de partis est dépendant du type de société, du type et de la place de l'Etat dans cette société.
- 2- Le volontarisme des leaders fondateurs des partis spécifiques expliquent souvent le nombre et les types de partis probables dans l'éventail déterminé par la situation décrite ci-haut.
- 3- Le système de partis détermine très largement la structuration et la modification des attitudes électorales des masses.
- 4- La formation de système de partis est un processus temporel mais il existe une différence de rythme dans la phase initiale et les phases suivantes. Le processus ne s'arrête pas mais son rythme est incomparablement plus lent après la formation des "familles" politiques.

I - Quelques rappels sur le système politique turc sur le plan historique: l'Etat et la société en Turquie:

Pour comprendre la Turquie actuelle il faudrait connaître son passé qui se distingue fondamentalement de celui des pays de tradition culturelle grecque, romaine et chrétienne. Les sociétés qui ont découvert la démocratie pluraliste, les élections et les partis politiques ont un certain nombre de points communs: la culture urbaine, la propriété privée, les institutions de représentation et de participation politique en constituent quelques uns de ces éléments dont l'origine remonte à la Grèce antique, Rome, la féodalité et le christianisme, les monarchies absolues et les états nationaux. Historiquement les turcs sont connus comme des fondateurs des grands empires patrimoniaux dont l'Empire ottoman qui est le dernier. Quelles en sont les caractéristiques? D'origine nomade donc rurale, la société turque a regardé la ville comme le lieu de la localisation du pouvoir politique et administrative, les deux étant confondus et réunis intégralement dans les mains des dynasties. Et la dernière dynastie, ottomane a duré plus de six cent ans. Le pouvoir ottoman est à la fois autocratique, théocratique, patrimonial et prescriptif. On connaît la spécificité de la religion islamique sur le plan politique par rapport au christianisme. Pour l'Islam la distinction entre la politique et la religion n'a pas de signification. Le chef religieux et le chef politique peuvent être confondus. Le sultan ottoman était donc devenu le calife: l'expansion territoriale devenait un devoir religieux. Ainsi l'Empire ottoman multi-national et multi-religieux en expansion continue a pu devenir un des plus grands empires historiques. Dans cet empire les terres appartenaient au sultan et l'on exigeait de la population l'obéissance totale. L'empire était géré sur le plan administratif et économique par l'armée. Le noyau dur de celle-ci les janissaires étaient éduqués dès leurs jeunes âges en vue de servir le pouvoir patrimonial. La différenciation en classe sociale devenait quasi-impossible du fait de l'extrême concentration des terres et des capitaux dans les mains du pouvoir dynastique. Celui-ci subventionnait les artistes: les beaux-arts

se développaient mais pas la philosophie ni la pensée politique. ( )

Les faiblesses de cette structure ont apparu avec le développement de puissants états nationaux en Europe à partir du XVII<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci enrichis par le développement du commerce et d'industrie sous l'impulsion des entreprises familiales privées ont commencé à faire reculer de l'Europe l'Empire ottoman. L'Europe caractérisée par le triple mouvement d'industrialisation, du nationalisme et de démocratisation devenait donc un menaçant pour la survie de l'immense empire ottoman. D'où les différentes vagues de réformes qui ont envahi petit-à-petit le vieil état patrimonial. La première vague que préside les sultans eux-mêmes, dure du début XVIII<sup>e</sup> à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Souvent contrairement aux vœux de l'ancienne bureaucratie militaire et religieuse, au prix de leurs vies -deux sultans ont péri-, le pouvoir patrimonial a réussi à créer une nouvelle bureaucratie à partir des personnes envoyées en Europe et éduquées dans le pays par des instructeurs européens. La deuxième phase des réformes est l'œuvre des éléments de la nouvelle bureaucratie pour qui le mal absolu c'était le pouvoir patrimonial. Influencés par les idées politiques qui secouaient l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, ils voulaient limiter les pouvoirs du sultans, décréter un régime constitutionnel, moderniser l'Empire. Ils réussissent dans une certaine mesure puisque par deux coups d'États militaires, ils imposent leurs points de vue aux sultans. La première Monarchie constitutionnelle est décrétée en 1876. Comme elle ne survit pas la deuxième Monarchie constitutionnelle se réalise en 1908. Mais survient la première guerre mondiale dont la fin se coïncide avec celle de l'Empire ottoman. L'intelligentsia militaire et civile reconstitue l'armée, convoque un Parlement. Après la libération, décrète une république laïque, nationale et parlementaire. C'est la réalisation du rêve centenaire des jeunes turcs. Désormais, le pays peut avancer sous la direction du parti unique, le Parti républicain du Peuple dans la voie de la modernisation à l'occidentale.

Du fait de son origine étatique et de sa place centrale dans la société cette élite réalise la modernisation d'en haut, par des lois. Tout est affaire d'état dans la modernisation des mœurs, la rationalisation des structures lors de cette phase missionnaire. La jeune république se veut moderne, européenne, laïque et démocratique comme en occident. La presse

se développaient mais pas la philosophie ni la pensée politique.)

Les faiblesses de cette structure ont apparu avec le développement de puissants états nationaux en Europe à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ceux-ci enrichis par le développement du commerce et d'industrie sous l'impulsion des entreprises familiales privées ont commencé à faire reculer de l'Europe l'Empire ottoman. L'Europe caractérisée par le triple mouvement d'industrialisation, du nationalisme et de démocratisation devenait donc un menaçant pour la survie de l'immense empire ottoman. D'où les différentes vagues de réformes qui ont envahi petit-à-petit le vieil état patrimonial. La première vague que préside les sultans eux-mêmes, dure du début XVIII<sup>e</sup> à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Souvent contrairement aux vœux de l'ancienne bureaucratie militaire et religieuse, au prix de leurs vies -deux sultans ont péri-, le pouvoir patrimonial a réussi à créer une nouvelle bureaucratie à partir des personnes envoyées en Europe et éduquées dans le pays par des instructeurs européens. La deuxième phase des réformes est l'œuvre des éléments de la nouvelle bureaucratie pour qui le mal absolu c'était le pouvoir patrimonial. Influencés par les idées politiques qui secouaient l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle, ils voulaient limiter les pouvoirs du sultans, décréter un régime constitutionnel, moderniser l'Empire. Ils réussissent dans une certaine mesure puisque par deux coups d'États militaires, ils imposent leurs points de vue aux sultans. La première Monarchie constitutionnelle est décrétée en 1876. Comme elle ne survit pas la deuxième Monarchie constitutionnelle se réalise en 1908. Mais survient la première guerre mondiale dont la fin se coïncide avec celle de l'Empire ottoman. L'intelligentsia militaire et civile reconstitue l'armée, convoque un Parlement. Après la libération, décrète une république laïque, nationale et parlementaire. C'est la réalisation du rêve centenaire des jeunes turcs. Désormais, le pays peut avancer sous la direction du parti unique, le Parti républicain du Peuple dans la voie de la modernisation à l'occidentale.

Du fait de son origine étatique et de sa place centrale dans la société cette élite réalise la modernisation d'en haut, par des lois. Tout est affaire d'état dans la modernisation des mœurs, la rationalisation des structures lors de cette phase missionnaire. La jeune république se veut moderne, européenne, laïque et démocratique comme en occident. La classe

finale sera donc le multipartisme et se fera aussi d'en haut, officiellement. Une première tentative échoue en 1930. Le mouvement est relancé après la deuxième guerre mondiale en 1945. Et cette fois-ci, il réussit.

II- Systeme de Partis et clivages politiques en Turquie apres la transition en multipartisme:

La transition en multipartisme s'effectue en 1945 et en 1946 sous l'impulsion du Président de la République, İsmet İnönü -qui était aussi président du parti unique PRP- par une série de discours qui encourage le processus. Quatre membres du Parti républicain du peuple créent alors la deuxième formation politique, le Parti démocrate. Mais cette transition ne constitue pas un jeu artificiel: encouragée d'en haut, elle provoque une vive résistance de l'appareil du PRP. Le secrétaire général de celui-ci -qui était aussi Président du Conseil, Recep Peker, ne cache pas son hostilité a l'égard du PD en qui il voit un élément de subversion. Le Président İnönü sera obligé même de changer son président du conseil. D'autres les éléments du PD développent une lutte acharnée contre le PRP qui représente pour eux l'autocratie. On peut affirmer que l'expérience se poursuit grâce aux rencontres historiques de deux anciens présidents du conseil d'Atatürk, İnönü et Bayar, qui est président du PD. De leurs rencontres découlent des moments plus pacifiques qui permettent la poursuite de l'expérience. (2) La vie politique en Turquie sera marquée par la suite par des querelles de partis aussi. De 1946 a 1980, a trois reprises l'Armée interviendra dans des situations proche de la guerre civile pour apaiser la situation.(3) Ces trois périodes extraordinaires seront poursuivies par des périodes de retour progressif a la vie démocratique avec une renouveau partielle ou totale du système de partis.

Le système de partis subit ainsi des modifications de 1946 à 1984: le nombre, le type, les idéologies, les électorats, les régions d'implantation géographique en même temps que les leaders changent. La compréhension du processus exige une étude diachronique par phase. Cependant, l'étude ne sera pas complète si l'on tient pas compte de l'environnement social. La société turque subit de transformations si profondes entre ces deux dates que l'oubli de ce niveau ne permet pas de comprendre ses repercussions sur le système politique. La transition en démocratie déclenche un processus de changement économique dont les conséquences apparaissent vite aux niveaux démographique, exode rural, urbanisation, industrialisation, et culture. Un rappel rapide des données en la matière dans cette étude par phase des restructurations partisans et électorales devient nécessaire.

#### 1- Première période de la démocratie pluraliste en Turquie: 1950-1950

Elections de 1950: La Turquie compte 8,9 millions d'électeurs en 1950 (contre 21,2 millions en 1977, dernières élections législatives avant l'intervention militaire de 1980). Les élections de 1950 sont accueillies avec enthousiasme par les électeurs puisqu'il s'agit des premières élections organisées en Turquie au suffrage universel direct, à vote secret dont le dépouillement se fait publiquement sous le contrôle de l'appareil judiciaire. La participation atteint 89,8 pourcent des inscrits. Le Parti républicain du Peuple, ancien parti unique au pouvoir depuis sa création en 1923 obtient 39,9 pourcent des voix. Le scrutin majoritaire pénalisant le deuxième parti, il n'obtient que 69 sièges au parlement. Le grand vainqueur des élections c'est le Parti démocrate de Bayar et Menderes. Il obtient 53,3 pourcent des voix, et le scrutin majoritaire aidant, il a la majorité absolue écrasante de 408 sièges au Parlement.

Comment peut-on interpréter ce scrutin, la répartition des voix selon l'éventail traditionnel des démocraties occidentales. Lequel de ces deux partis est à gauche, lequel à droite



Lors de cette phase de la démocratie en Turquie il est impossible d'utiliser les concepts de gauche et de droite. D'une part l'extrême-gauche comme l'extrême-droite religieuse sont exclues de la vie politique par des articles très précis du code pénal. Le concept des classes sociales ni de la théocratie ne peuvent avoir lieu dans la terminologie politique. A côté de cette situation juridique, il ya aussi les réalités politiques: depuis la création de la république l'idéologie officielle d'inspiration durkheimienne avait insisté sur l'harmonie sociale et la complémentarité des intérêts des citoyens. Donc pour les grands masses, l'idée des clivages selon les concepts européens de gauche et de droite n'existe pas. Lors des enquêtes effectuées à cette époque, les personnes interrogées affirment même que les classes sociales n'existent pas en Turquie.(4) Mais quelles sont les catégories qui ont assuré la victoire démocrate et d'où proviennent les voix républicains? Donc il faudrait pouvoir expliquer les clivages qui caractérisent les électors de ces deux grands partis politiques dont la lutte politique a été acharnée et reste acharnée plus encore après les élections.

Le PRP, du fait de son origine, peut être caractérisé par le type même de parti fondateur d'état. Comme il est né comme un appareil en vue d'être l'instrument d'implantation de la république kémaliste, son idéologie est laïque, étatiste, pro-occidentale et moderne. Plongé dans une société civile marquée par des traditions millénaires, religieuses, le PRP est créé pour remplir une mission d'en haut, pour compléter l'action engagée par l'état. Il était avant tout un parti des fonctionnaires. Donc à la question posée ci-haut concernant l'origine des voix républicaines, on peut répondre que lors des élections de 1950, les fonctionnaires -assez nombreux en Turquie- ont voté PRP. Si l'on place seulement sur ce niveau le PRP apparaît comme le parti progressiste. Mais une autre observation se dégage de l'étude des cartes électorales de 1950: la quasi-totalité des départements où le PRP a obtenu des résultats dépassant sa moyenne nationale se trouve concentrée dans la partie orientale de la Turquie, en Anatolie de l'Est et du Sud-est. Or, ces régions sont les parties les moins développées du pays. Dominées par la grande propriété traditionnelle, le vote y est du type mobilisé. Dans l'électorat républicain il ya aussi donc des suffrages très conservateurs. Il y avait donc en 1950 dans le PRP pratiquement deux partis, un de gauche, un de droite.

Même constatation aussi pour le Parti démocrate : toutes les grandes villes ont voté démocrate en 1950. Pour les ouvriers comme pour les paysans, le PD était donc perçu comme le parti défendant leurs intérêts. Mais en même temps, le Parti démocrate a été appuyé dans les villes par les petits, moyens et grands commerçants. De même toutes les régions agricoles riches de la Turquie qui s'étendent le long des côtes de la mer de Marmara, d'Égée, et de la Méditerranée ont voté démocrate. Les paysans riches comme les paysans pauvres mobilisés et encadrés par les notables locaux ont assuré dans toutes les régions développées de la Turquie la victoire écrasante du PD. Donc dans ce parti aussi il y a deux électors selon l'approche politique occidentale : un de droite, un de gauche.

Où passait alors les vrais clivages en 1950 en Turquie entre les républicains et les démocrates ? D'une part il y a un phénomène d'usure de pouvoir certain. Le PRP était au pouvoir depuis vingt sept ans et cela en monopolisant le pouvoir en tant que parti unique. Or toute situation pareille créait des facilités, des abus de la part des administrations. C'est pour cette raison qu'Atatürk avait voulu procéder en 1930 à un passage au pluralisme et qu'İnönü avait fait constituer au sein du groupe parlementaire du parti unique "un groupe indépendant" chargé d'apporter des critiques aux pratiques gouvernementales. En outre de 1939 à 1946, la Turquie qui n'avait participé à la guerre avait maintenu une grande armée sous les armes pour dissuader l'Allemagne hitlérienne d'attaquer la Turquie. Or la mobilisation d'une armée de deux millions de soldats - dix pourcent de la population totale d'alors - avait créé des problèmes économiques graves comme le rationnement des produits de base. Donc le processus de démocratisation juste en sortant de la guerre avait avantagé le nouveau parti, le PD, qui s'était transformé en parti d'opposition pour accuser l'ancien parti unique rendu responsable des difficultés de la guerre. Le slogan le plus connu des démocrates avait été l'image d'une main avec l'inscription "suffit".

Mais a coté de ce phenomene d'usure du pouvoir qui est defavorable au parti unique qui liberalise le regime et le personnel sortant, n'y avait-il pas un autre motif, plus structural qui expliquait la victoire democrat. Face au PRP qui affirmait représenter l'administration, l'Etat, le fonctionnaire, le PD s'affirmait représenter les aspirations venant de tous les secteurs sociaux independants de l'administration et qui voulait s'emanciper voir meme imposer un controle sur l'administration. Effectivement, alors que sous le pouvoir republicain, la prefecture et la sous-prefecture constituaient les lieux ou les decisions etaient prises localement, le pouvoir local est passé, avec les democratés aux sieges du Parti. Les notables et les paysans s'adressaient directement au parti pour faire aboutir leurs affaires administratives et le Parti democrat, pendant ses dix années du pouvoir se vanterait de muter aux maintaines départements d'Anatolie les fonctionnaires n'ayant pas accepté de se plier aux pratiques designées. Donc la Turquie qui est géographiquement, socialement, économiquement riche avait voté democrat en 1950 pour pouvoir s'emanciper de la tutelle administrative et lui imposer sa volonté. Lorsqu'on se souvient du type de société et d'état centralisé qu'avaient caractérisé le passé en Turquie, on peut mieux comprendre les facteurs structuraux nouveaux que comportaient le programme et l'action democratés.

Elections de 1954: Elles se déroulent dans une conjoncture économique favorable au parti du gouvernement. L'aide américaine, la politique économique expansionniste democrat contribuent a l'enrichissement essentiellement des notables et des paysans -dans une Turquie alors encore rurale et agricole. La participation reste encore forte: 88,6 pour cent. Le Parti democrat améliore son pourcentage (56,6 pour cent) comme le nombre de ses sièges au parlement qui passe a 490. Les cartes électorales montrent qu'il progresse aussi dans la Turquie orientale. Quant au PRP, le nombre de ses voix diminuent pour passer a 34,8 pourcent. Le scrutin électoral accroît sur le plan des sièges au parlement son recul puisqu'il n'est représenté que par trente députés seulement. Sur le plan géographique, sa perte est plus sensible dans les zones ou il était fort auparavant, c'est-à-dire en Anatolie de l'Est et de sud-est.

La situation produite en 1954 est grave dans la mesure où cette fois-ci par le biais électoral la Turquie est revenue dans une situation de parti hégémonique écrasante, avant l'instauration dans les comportements des attitudes démocratiques; au sommet comme à la base les querelles multiplieront entre les démocrates qui dominent dans le parlement et les républicains qui en sont pratiquement exclus.

La situation économique commence à s'empirer brusquement à partir de 1955 et l'inflation s'aggrave. Les critiques se multiplient dans la presse auxquelles Menderes répond par l'emprisonnement des journalistes. Dans la ligne du modèle de la création des partis en Turquie, un groupe de députés démocrates mécontents du comportement de Menderes à l'égard de la presse quitte le PD et créent un parti nouveau, le Parti de la Liberté. Pour empêcher la concentration des opposants, Menderes, par un vote au Parlement interdit l'unification des partis, et avance d'une année les élections législatives qui se trouvent fixées en 1957.

Elections de 1957: celles-ci se déroulent dans un climat de polarisation démocrates/adversaires aigues. Cependant l'abstentionnisme progresse, puisque la participation n'est que 76,6 pourcent (contre 89,3 en 1950). Résultats électoraux: pour la première fois le PD obtient moins de la moitié des suffrages. (47,3 pourcent). L'Etude des cartes électorales montre que le recul démocrate s'observe partout sauf dans ses bastions traditionnelles, régions de Marmara et Egée. L'opposition obtient plus de voix que les démocrates mais ne pouvant se coaliser légalement, Menderes a toujours une majorité écrasante des sièges au parlement: 419 députés représente le PD alors qu'avec ses 40,6 pourcent le PRP n'a que 173 députés. Le scrutin majoritaire déforme donc très considérablement les résultats des urnes dans ces élections à un tour. Les régions fortes du PRP sont de nouveau dans l'Anatolie orientale mais on observe une percée républicaine dans les trois plus grandes villes turques qui se situent en Turquie occidentale, à Ankara, Istanbul et Izmir.

Après les élections de 1957, la détérioration de la situation économique comme du climat politique s'accélérent: le PRP multiplie les réunions en plein air souvent violemment perturbées par les militants démocrates locaux. Menderes n'hésite pas à déployer les unités militaires pour empêcher le déplacement dans le pays du leader républicain İnönü. Alors que la presse est sévèrement censurée et les journalistes emprisonnés, le PD fait créer dans le pays "fronts patriotiques" et fait lire les noms des adhérents dans les radios d'état pendant de longues heures. Mais le moment crucial de la crise se produit lors de la création dans le parlement d'"une commission d'enquête" en vue d'effectuer des recherches "sur les activités subversives du PRP et d'une partie de la presse" en Avril 1960. Les étudiants des universités d'Istanbul et d'Ankara commencent alors manifester. Menderes décrète l'Etat de siège. Mais l'Armée le renverse un mois plus tard, le 27 Mai 1960. Le personnel démocrate est arrêté, le PD interdit. Jugés devant un tribunal spécialement créé, Menderes et deux de ses ministres seront condamnés. C'est la fin de la première phase du multipartisme.

## 2- Deuxième période: 1961-1980

Tout sera différent dans la phase qui ouvre avec l'intervention militaire du 27 Mai 1960, qui continue avec la deuxième intervention du 12 Mars 1971 et qui prend fin avec le mouvement du 12 Septembre 1980. Plusieurs sous-périodes se juxtaposent lors de cette phase, chacune ayant ses caractéristiques spécifiques: la forme que prend le régime au niveau constitutionnel comme dans la réalité n'est pas sans rapport avec la formation et la structuration des partis politiques d'une part et les nouvelles attitudes politiques de l'autre.

Elections de 1961: Après l'intervention militaire le Comité d'Union nationale avait fait préparer un projet de constitution à une assemblée constituante. Un référendum est organisé en juillet 1961 pour l'approbation de la constitution. Quatre partis participent à la campagne: le PRP est chaleureusement en faveur du projet. Il est associé à sa préparation d'une manière active et İnönü invite les citoyens à apporter

un soutien massif à la nouvelle constitution. Trois autres partis sont présents en Juillet 1961 en Turquie: le Parti républicain national paysan, ancien parti représenté essentiellement dans un seul département auparavant, le Parti de la nouvelle Turquie, nouveau parti créé par un démocrate dissident devenu ministre de finances dans le gouvernement des militaires, le Parti de Justice, également nouveau parti créé aussi pour hériter l'électorat démocrate du PD dissout. Seul de ces trois formations la dernière manifesterait un accueil froid au projet constitutionnel. Et lors du référendum, 11 départements refusent la constitution qui n'est approuvée qu'avec 61,7 pourcent des voix exprimées. L'étude de la géographie des suffrages montre que ce sont les départements démocrates des régions côtières de la Turquie ouest qui sont à l'origine des votes négatifs. (5). Le référendum est donc vécu pour une partie des électeurs sous forme de vieille rivalité démocrate/républicaine. Le PD étant dissout, ses électeurs ont apporté un soutien négatif au projet perçu comme une œuvre républicaine.

La participation électorale reste la même lors du référendum du Juillet 1961 et les premières élections législatives qui ont eu lieu après l'intervention militaire, en Octobre 1961: 81,0 pourcent. Comment se répartissent les voix en Octobre après l'interdiction du Parti démocrate qui obtenait environ la moitié des suffrages. Comme trois partis, un ancien -Parti républicain national paysan- et deux nouveaux partis -Parti de la nouvelle Turquie et Parti de Justice- disputent les voix démocrates, les voix sont dispersées et ces partis obtiennent respectivement 14,0, 13,7 et 34,8 pourcent des voix. Donc le Parti de Justice devance les deux autres mais sans cependant obtenir une majorité au parlement -devenue difficile du fait de la nouvelle loi électorale R.P. (Ces partis obtiennent d'après le même ordre 54, 65, et 158 sièges au parlement). Mais plus que cette dispersion des voix démocrates, c'est leurs localisations géographiques qui attirent l'attention: lorsqu'on observe les cartes électorales on a l'impression que le parti ré-

publicain national paysan n'a obtenu ses 14 pourcent des voix que dans l'Anatolie centrale, autour du département où il obtenait traditionnellement son meilleur résultat. Le Parti de la nouvelle Turquie a quasi uniquement manifesté sa présence dans l'Anatolie orientale. Quant au Parti de justice son résultat du 34,8 pourcent provenait essentiellement des zones côtières de l'Ouest de la Turquie. C'est la zone de force traditionnelle du PD dissout et ce sont les mêmes départements qui avaient fourni la plus grosse partie des voix négatives lors du référendum constitutionnel. Ainsi de tous ces trois partis, il semblait que le PJ avait réussi le mieux à apparaître comme le continuateur du Parti démocrate.

Quant à la situation à l'autre extrémité de l'éventail, la nouvelle période ouverte avec la constitution de 1961 -qui avait élargi les seuils de tolérance idéologique du régime et autorisé le droit de grève- ne cessait pas de produire ses effets. En 1962 un Parti ouvrier turc, un parti de classe, est créé par les syndicalistes et très vite sa direction idéologique passe sous le contrôle des intellectuels de gauche et d'extrême-gauche. Dans cette phase de radicalisation idéologique qui avait succédé au coup d'état notamment dans les secteurs de la jeunesse, de l'art et des intellectuels, ce parti créait une sorte de pôle d'attraction de plus en plus fort. Ces développements créaient une crainte grandissante chez les dirigeants républicains: ayant perdu les voix des notables et des paysans à la campagne au profit des démocrates -et du Parti de justice- le PRP ne risquait-il pas de perdre dans la nouvelle période l'appui des villes, des jeunes, des intellectuels? Les élections de 1961 avaient prouvé que les électeurs avaient associé le PRP à l'intervention militaire et ses voix qui avaient commencé à monter avant cette intervention étaient de nouveau en recul, le parti n'obtenant que 36,7 pourcent aux élections de 1961. Ainsi à l'approche des élections nouvelles, en 1964 le PRP lance un slogan par le biais de son vieux leader qui a présidé les gouvernements de coalition de 1961 à 1964: İnönü affirme que le PRP est un parti "de la gauche du centre". Ce slogan a effectivement produit des remous dans le pays. Le Prp qui s'était placé depuis la création de la république sur les notions d'unité idéologique, d'harmonie nationale et qui avait combattu vigoureusement les idéologies de gauche affirmait lui-même devenir

un parti de gauche. İnönü apportait deux justifications à ce slogan: d'une part du fait de sa ligne laïque, et étatiste le PRP pouvait être considéré depuis toujours un parti de gauche. D'autre part ce slogan était conforme à la nouvelle constitution qui affirmait que l'Etat turc était un état social. Mais malgré ces explications, le slogan a été recueilli avec méfiance par l'aile traditionnelle du PRP. Il est aussi immédiatement utilisé dans un but de propagande électorale par le PJ adversaire qui préconisait une ligne libérale et de lutte contre la gauche. (6)

Comment les électeurs percevaient ces modifications idéologiques des partis dans la nouvelle période? S'alignaient-ils sur des attitudes idéologiques gauche/droite ou au contraire restaient-ils sur leurs positions traditionnelles caractérisées par le clivage administration/peuple, républicain (état) démocrates (peuple)? Une première enquête effectuée par Nermin Abadan à la veille des élections de 1965 dans les deux départements d'Eskişehir et de Diyarbakir apportait des éclaircissements sur ces questions. D'après l'enquête d'Abadan, avant les élections de 1965, les enquêtés pensent que le Parti de Justice est un parti des commerçants, des paysans et des ouvriers, un parti proche du peuple. Il défend les artisans, le secteur privé. Pour ces mêmes personnes, quelle est l'image du PRP? C'est un parti laïque, du secteur d'état. Il est partisan du développement planifié, de l'accroissement des impôts, c'est le parti de la réforme agraire, le parti des intellectuels. Donc le peuple conçu comme une entité regroupant commerçants, paysans, artisans et ouvriers s'exprimait d'après les personnes interrogées par le PJ. Le PRP au contraire c'était encore l'état laïque, le secteur public, le plan, et les impôts et la réforme agraire -qui était perçue comme une menace même par les petits paysans, petits propriétaires. (7)

Elections de 1965: Celles-ci constituent une grande victoire pour le PJ qui obtient 52,9 pourcent des voix. Malgré la nouvelle loi électorale -RP avec la répartition des restes- il est tout seul au pouvoir avec 240 sièges. C'est la fin de la période des gouvernements de coalition. Le PJ obtenait



ainsi un resultat qui se rapprochait de celui des meilleurs années du Parti démocrate dans les années 1950. Les cartes electorales montrent cette ressemblance aussi: excepté en Anatolie du Sud-Est, le PJ apparait comme le grand parti dominant. Plus de quatre cinquieme des paysans et plus de la moitié des ouvriers avaient donc voté PJ. 1965 c'est l'année d'effondrement des autres partis adversaires du PJ: PRNP n'avait obtenu que 2,2 pourcent des voix (11 sieges), PNT 3,7 (19 sieges), Parti national (né d'une scission du PRNP) 6,3 pourcent (31 sieges). Quant aux partis qui avaient participé a ces elections avec des slogans de gauche pour la premiere fois depuis le pluralisme, leurs resultats n'étaient pas tres brillants: le Parti ouvrier de Turquie n'obtenait que 3 pourcent des voix. Les enquetes montraient que les ouvriers n'avaient pas voté pour lui. Mais grace a la loi electorale qui comptabilisaient les voix dispersées a l'échelle nationale, le POT a pu être représenté au parlement par un groupe grace a ces 14 sieges qui lui est attribués. Quant au PRP, son effondrement se poursuivait: en 1965 il obtenait son resultat la plus faible depuis le debut de la transition en démocratie: 28,7 pourcent soit 134 sieges. Donc le nouveau slogan ne lui avait pas rapporté des voix qu'il esperait; les cartes electorales montraient qu'il n'existaient plus aucune region ou le PRP pouvait apparaitre d'une maniere significative: alors qu'à droite le PJ faisait le plein de ses voix en regroupant en son sein une grande partie des electeurs de droite, a gauche le PRP reculait au detriment de l'abstentionnisme: jamais celui-ci n'avait été aussi fort en Turquie: 71,3 pourcent. Une partie considerable des electeurs n'avaient pas fait de choix politique dans l'éventail partisan offert.

Elections de 1969: ces elections sont sans doute une des plus importantes dans la transformation du systeme de partis et des attitudes electorales. On a l'impression qu'elles constituent un moment de transition capitale entre le passé et les classes et structures nouvelles a venir. Le PRP oriente sa campagne electorale avec ses nouveaux slogans de "la gauche du centre. Une conséquence directe du malaise que connait interieurement le parti: une scission en son sein et la formation d'un nouveau parti créés par les dissidents, le Parti de confiance.

Donc pour la première fois la Turquie connaîtra des élections de nature idéologique. Deux partis de gauche, le POT et le PRP affrontent les autres partis. Les résultats: A droite, le Parti de justice perd des voix. Il avait obtenu 52,9 pourcent des voix en 1965, il n'obtient que 46,7 en 1969. Ce recul peut s'expliquer à la fois par l'abus du pouvoir et par le résultat du 6,6 pourcent obtenu par le nouveau parti de droite, né d'une scission du PRP devenu parti du centre gauche: le parti de confiance. La modification de la loi électorale au détriment de petites formations permettent cependant au parti de justice d'augmenter le nombre de ses sièges au parlement malgré sa perte des voix: il est représenté par 256 sièges à l'assemblée nationale. A gauche, ce sont les deuxièmes élections auxquelles participent le Parti ouvrier de Turquie. Quelle sera le résultat obtenu par ce parti depuis le placement du PRP aussi sur la gauche? Le POT loin d'accroître son électorat, n'atteint même pas ses résultats de 1965, puisqu'il n'obtient que 2,7 pourcent des voix. Sans doute les intimidations provoquées par l'intense propagande des partis de droite d'une part, les multiples luttes de fractions de tendances en son sein ont détourné les électeurs de voter ouvrier. Quant au PRP perçu désormais avec son slogan de la "gauche du centre", il obtient 27,4 pourcent des voix. Il a obtenu autant de voix qu'en 1965 malgré la scission qui s'est produite en son sein.

L'inter et des élections de 1969 proviennent moins de ces résultats globaux que du contenu géographique et socio-professionnel du vote. D'abord sur le plan géographique: le recul du PJ est sensible surtout dans la partie centrale de l'Anatolie et apparemment le PJ conserve ses voix dans ses bastions traditionnelles des départements ouest de la Turquie. Mais une étude approfondie des cartes électorales montrent qu'un affaiblissement se dessine dans deux départements les plus importants de ces régions, à Istanbul et Ankara. Le PJ commence donc à perdre des voix dans les très grandes villes. Même observation pour le PRP: si les républicains n'obtiennent pas plus de voix qu'en 1965, cependant un changement sensible s'observe au niveau géographique, puisque le parti effec

tun une percée a l'ouest du pays. Pour la première fois les trois plus grandes villes de Turquie, İstanbul, Ankara, İz-nir figurent parmi les départements où le PRP obtient le plus de voix. Sur le plan socio-professionnel Özbudun observe une diminution des corrélations entre le vote PJ et les assurés sociaux.(8) Pour la première fois on commence a observer une petite corrélation entre le vote républicain et les assurés sociaux. Donc en Turquie en 1969, pour la première fois les ouvriers commencent a voter PRP au lieu du PJ. Cependant la perte des voix du PJ dans les bidonvilles n'est pas égale au nombre des voix gagnées dans ces memes zones par le PRP. Un transfert ne s'effectue pas immédiatement du PJ au PRP pour la totalité des voix affectées par le changement. Effectivement un autre phénomène intéressant de ces élections de 1969 s'observe au niveau de l'abstentionnisme: alors que le PJ recule dans les parties pauvres des régions développées, dans les bidonvilles des grandes agglomérations et que le PRP effectue ici une percée certaine, beaucoup d'électeurs quittant le PJ ne s'orientent pas vers le PRP mais s'abstiennent. Özbudun observe que l'abstentionnisme très élevé pour la Turquie de 1969 (35,7 pourcent) est le fait des zones développées, des bidonvilles. On observe des corrélations positives entre l'abstentionnisme et les indices de développement. D'autres résultats confirment ce fait: les divisions idéologiques gauche/droite qui ont commencé a se dessiner en Turquie dans les années 1962 (POT)-1964 (PRP) commencent a descendre a la base a partir de 1969, mais lentement et partiellement. L'enquête de Bulutoğlu montre qu'un léger sentiment de classe commence a se développer chez les ouvriers a la veille des élections de 1969 qui commencent a voir en PJ un "parti des patrons".(9) Sur le plan des votes Akşit observe aussi des corrélations positives entre le niveau de développement et le vote PRP-POT. Ces corrélations sont négatives pour le vote PJ.(10)

Après les élections de 1969, le climat politique se détériore très rapidement. Les multiples fractions extrémistes se lancent dans des actions violentes: enlèvement et assassinats des personnes, hold-ups des banques, occupation violente des terres et des usines caractérisent les actions des groupuscules extrémistes qui se livrent aussi un combat entre eux. D'autre

part la formation d'un nouveau syndicat, DISK, clarifie les manifestations au niveau ouvrier. A la suite des manifestations insurrectionnelles des 15-16 Juin 1970, le gouvernement de Demirel declare l'Etat de siege. Face au developpement de l'agitation l'Etat-major juge incapable le gouvernement pour empecher les desordres et demande, par un memorandum, le 12 Mars 1971, sa demission et la constitution dans le parlement d'un nouveau gouvernement.

Lors de la periode extraordinaire ouverte en 1971 et qui durera jusqu'aux elections legislatives d'octobre 1973, la Turquie sera dirigee par des gouvernements constitues dans le parlement sous le controle de l'armee. Cette periode est caracterisee par une grave crise interne que connait le PRP. Inönü perd la presidence du Parti et Ecevit devient le leader. Donc aux elections de 1973 deux leaders s'affrontent, Ecevit et Demirel sur un plan politique de plus en plus polarise selon l'axe gauche-droite.

Elections de 1973: Sous la direction d'Ecevit, apres le depart de la fraction moderee -qui cree le Parti de confiance- le PRP devient de plus en plus un parti de gauche: d'une part l'ancien slogan de gauche adopte avant les elections de 1965 "la gauche du centre" va etre remplace par un autre "la gauche democratique" par la Ecevit veut signifier deux choses. D'une part le PRP est un parti de gauche mais d'autre part le PRP ne s'associe pas au projet gauchiste non parlementaire. Ecevit a deux soucis. Ne pas laisser a sa gauche un autre parti capable de le concurrencer et d'etre le plus a gauche possible. Mais sans quitter la grande masse des electeurs. Etre le parti de gauche qui recueille le plus de voix constitue en somme l'objectif. Donc le PRP nouveau se separe des organisations de gauche non parlementaire jugees par Ecevit des sectaires, des groupuscules qui reflechissent dans le vide, d'une maniere trop theorique. Il faut aller a gauche dit Ecevit aussi loin que veut le peuple. Il faut comprendre ici les electeurs. Deuxieme nouveaute apportee au vieux PRP par le jeune leader: le faire adherer a l'Internationale socialiste. Ecevit deviendra de ce fait un des dirigeants politiques remarques des reunions de l'IS.

Les résultats électoraux de 1973 permettent de voir la nouvelle situation politique en Turquie sur le plan des partis. A gauche, Malgré le succès relatif du Parti de confiance -parti dissident du PRP-, le PRP obtient 33,3 pourcent des voix. Résultat important d'abord puisque pour la première fois le PRP devient le premier parti de Turquie sur le plan électoral. Deuxièmement : sa géographie électorale est nouvelle si on compare sa situation sur ce plan à celles qu'il avait au moment du passage au pluripartisme dans les années 1950. Le PRP n'est plus le parti qui obtient des voix dans les zones peu développées de l'Anatolie orientale. Il est désormais fort dans les grandes villes (Istanbul, Ankara, Izmir) Et il obtient ses meilleurs résultats dans la Turquie riche, industrielle, côtière (Zonguldak, Thrace, régions de Marmara et d'Egee, Régions méditerranéennes Adana, Mersin. D'autre part, à l'intérieur, à l'ouest il est fort à Eskişehir, et à l'Est à Sivas, Malatya, Eskişehir, Tunceli, Artvin, et Kars. Les grandes villes, les zones industrielles, la campagne riche vote désormais pour le PRP. C'est presque la situation inverse de 1950.

La gauche donc se caractérise à partir de ces élections par la présence d'un parti de masses électorales avec une zone d'implantation, leader et programme nouveaux. A droite, au contraire c'est le début d'un éparpillement non seulement électoral mais aussi idéologique. Globalement, les partis de droite obtiennent beaucoup de voix mais il n'y a plus une droite mais plusieurs droites en Turquie.

On peut citer d'abord les divisions dues au leadership : la création des partis nouveaux par voie de scission à cause non des clivages idéologiques mais de la rivalité politique et du désaccord sur les méthodes est une pratique courante, comme on le sait en Turquie : ainsi la droite est divisée une première fois lors de cette sous-période par une scission au sein du parti de Justice de Demirel. Le parti démocratique qui en provient obtient un résultat considérable : 11,9 pourcent des voix et 45 sièges au parlement. Ainsi le Parti de justice qui avait obtenu 52,9 et 46,5 pourcent des voix aux élections de 1965 et 1969 n'obtient que 29,8 pourcent des voix en 1973. Désormais il n'a plus de majorité au parlement (149 voix). Mais fait plus grave pour lui, c'est qu'il est concurrencé à droite par deux

partis idéologique: Parti de salut national qui obtient un résultat considérable de 11,8 pourcent et 48 sièges. Quant au parti d'action nationaliste il a 3,4 pourcent des voix et trois sièges. La diversification idéologique instantanée jusqu'alors à droite sur le plan électoral apparaît donc à partir de ces élections de 1973 comme un fait parlementaire capital. Mais la Turquie de 1973 est-elle le même sur le plan économique, social et culturel. Un retour aux données statistiques en la matière devient nécessaire pour mieux situer l'évolution politique sur le plan des partis et des attitudes politiques en Turquie.

La nouvelle société turque au milieu des années 1970: des chiffres

Un bouleversement spectaculaire s'observe d'abord en Turquie au niveau démographique. Celui-ci s'accroît en Turquie à un rythme vertigineux. A l'époque où Atatürk lançait le mouvement de la modernisation du pays, la population turque était peu nombreuse et essentiellement rurale (13,9 millions d'habitants en 1927). Lors de la prise du pouvoir démocratique en 1950 la population turque, encore rurale à 80 pourcent était 20,9 millions d'habitants. Vingt-sept ans après, cette population atteint 40 millions d'habitants et 50 à nos jours. Deuxième caractéristique: cette population est très jeune. Plus de la moitié a moins de vingt ans, le tiers se situe entre 12 et 24 ans. Conséquence aussi de l'accroissement démographique: l'accroissement de la population urbaine. Alors que la Turquie ne comptait que neuf villes de plus de 100 000 habitants en 1960 (date de la première intervention militaire), en dix ans ce chiffre passe à trente deux et en vingt ans à 41. La population urbaine ne représentait que 7,3 millions d'habitants en 1960: elle atteint 19,6 millions en 1980. En 1960 la population urbaine représentait le quart de la population totale: elle en représente la moitié aujourd'hui. Le mouvement d'urbanisation est certes plus visible dans les métropoles: Istanbul passe de 1950 à 1980 de 1 à 5 millions d'habitants, Ankara de 0,8 à 2,8; Izmir de 0,7 à 2 millions. Il n'y avait qu'une ville en 1950 dépassant le million d'habitants en 1950. En 1980 en compte 7. Donc les villes autrefois moyennes d'Anatolie sont en train de devenir des métropoles régionales. C'est un mouvement général qui affecte la structure démographique, urbaine et rurale de la Turquie.

Cette progression de la population des villes s'explique en grande partie par le mouvement d'exode rural: entre 1960 et 1965 l'exode rural a concerné 800.000 personnes; 2,8 millions de 1970-75 et 3,5 millions dans les cinq années suivantes. Cette exode rural explique la multiplication des bidonvilles. La population des villes s'accroît en moyenne de 63 pourcent par an à cause de l'exode rural, mais celle de la campagne ne diminue pas comme cela a été le cas en Europe. Conséquence d'un taux de natalité très fort, malgré cet exode exceptionnel la population rurale augmente aussi considérablement.

Changeement au niveau des structures économiques aussi: les villages d'Anatolie d'autrefois vivant presque en autarcie se modernisent et s'ouvrent à l'économie de marché. Le nombre de moissonneuses-batteuses passe de 6.072 en 1962 à 20.286 en 1972. Celui des tracteurs passe de 43.747 en 1962 à 458.714 en 1981. Au niveau industriel, petit-à-petit la Turquie, pays traditionnellement vivant de l'agriculture s'industrialise. Lors du troisième plan (1973-77) le PNB s'est accru au taux annuel de 7,4 pourcent et l'industrialisation y tient une place de plus en plus importante. Le nombre d'ouvrier travaillant dans l'industrie manufacturière atteint 1,5 million des 1975, celui des travaux publics et construction 0,5 million, et celui du secteur des communications autant. D'après les chiffres de 1980 issus du dernier recensement des mêmes secteurs secondaires employent 3,5 millions de personnes, un résultat en accroissement considérable malgré la crise économique mondiale. À tous ces chiffres il faudrait ajouter d'autres comme le nombre d'étudiants (1,6 millions dans l'enseignement secondaires, 300.000 à l'Université et grandes écoles), celui des candidats annuels au concours d'entrée à l'université (plus de 400.000 élèves bachelier), le nombre d'ouvrier turc en Europe et au Moyen Orient (plus d'un million), celui des chômeurs etc pour connaître les grandeurs quantitatives de la Turquie. Ces statistiques doivent être citées pour comprendre la nouvelle réalité sociale dans laquelle se restructure les orientations politiques des partis et se dessinent les nouvelles attitudes politiques.

## Clivages partisans nouveaux en Turquie a la veille des elections de 1977-

Dans une Turquie de plus en plus jeune, nombreuse, urbaine, a mutation economique bouleversante, les changements ideologiques qui s'effectuent au sommet, au niveau des partis politiques descendent lentement mais d'une maniere permanente vers la base. Alors que les vieux partis changent de leaders, de programmes et apparaissent sous un jour ideologique nouveau et que le systeme de partis d'une maniere globale s'oriente vers une polarisation ideologique tres aigue gauche-droite, les attitudes politiques des electeurs, comme confirment les multiples enquetes effectuees lors de cette meme periode se polarisent aussi selon les memes clivages.

L'enquete d'Abadan de 1975 realisee a dix ans d'intervalle montre bien la mutation, cette fois-ci politique, au niveau des attitudes politiques en Turquie.(11). L'enquete de 1965 montrait le vieux clivage etat/societe civile ou administration/citoyens, celle de 1975 montre son evolution. Cette enquete de 1975 effectuee dans le departement d'Ankara (centre ville, bidonvilles et villages) apporte d'abord des eclaircissements sur la localisation geographique des electeurs des partis. Jadis les partis de droite traditionnel -percu comme des formations proches du peuple defendant mieux les interets face a l'administration obtenaient leurs meilleurs resultats dans les bidonvilles. Or, d'apres Abadan, l'electorat du Parti de justice passe en dix ans dans ses zones de 52,5 a 18,7 pourcent. Le PRP progresse en contre partie dans ces zones puisque son pourcentage passe de 28,8 a 50,5 pourcent. D'autres changements au niveau des categories socio-professionnelle: jadis les ouvriers en majorite vote democrat ou parti de justice. Or, ils commencent a voter republicain: le pourcentage des ouvriers qui votent pour le PRP passe de 1973 a 1975 de 35,1 a 52,6 dans l'industrie, de 16,7 a 33,3 dans le secteur agricole et 42,0 a 52,2 dans celui des services. Le PJ perd lors de cette meme periode son electorat ouvrier dans une proportion qui va du tiers a la moitie selon les secteurs.



Sur le plan de l'âge des électeurs, le PRP a la faveur des jeunes. Le Parti de Justice des personnes âgées. Sur le plan de l'éducation on rencontre d'avantage des personnes possédants des diplômes (enseignement secondaire et supérieure) parmi les électeurs républicains. Les électeurs du PJ se recrutent parmi les citoyens illettrés ou possédants seulement le certificat d'études primaires.

Sur le plan de localisation, Abadan découvre aussi des clivages très nets: les républicains réussissent mieux dans les villes et bidonvilles; le parti de justice dans les villages et petites agglomérations. Comme les élections de 1973 montraient un gonflement des voix républicains, on peut sans doute établir un parallèle entre l'accroissement de la population des villes et bidonvilles en Turquie -qui commencent donc à voter PRP- et les résultats obtenus par ce parti.

L'enquête d'Abadan apporte aussi des renseignements très précieux sur les clivages partisans et l'électorat au sein des nouveaux partis dans la famille droite qui se singularisent de plus en plus entre eux sur le plan de différenciation idéologique. Ceux qui s'alignent sur les nouveaux partis d'extrême-droite affirment avoir effectué ce choix à cause des programmes offerts par ces partis. On choisit d'après les résultats de l'enquête le "parti de salut national" à cause de "son respect pour la religion. Alors que le "parti d'action nationaliste" est choisi par "son nationalisme, les électeurs de ces deux partis se distinguent aussi au niveau de toutes les variables, âge, niveau d'éducation, lieu de localisation, type et niveau d'éducation, etc. La moitié des électeurs du Parti d'action nationaliste sont des jeunes de moins de 25 ans. Souvent ceux-là ont poursuivi des études secondaires ou au delà. De même on rencontre parmi les électeurs du PAN des ouvriers du secteur agricole et industriel, des employés, des commerçants. Quant au Parti de salut national il recrute ses électeurs chez les personnes âgées souvent de plus de soixante ans. Beaucoup des électeurs du PSN sont des personnes illettrés habitants les régions rurales. On rencontre parmi ces électeurs beaucoup de paysans et artisans. Pourquoi alors à l'autre extrémité de l'éventail le PRP est-il choisi par ses électeurs: les enquêtés répondent: à cause de son leader, de sa politique étrangère, de sa politique économique, son attachement aux droits individuels. Donc l'image des partis suivent d'assez près les programmes des par-

A droite, le PJ obtient 36,9 pourcent des voix; ainsi ce parti a récupéré les voix obtenus par le Parti démocratique né d'une scission en son sein. Les castres de partis non idéologiques nés d'un conflit de leadership ou du désaccord politique finissent toujours par la disparition électorale de ces nouveaux partis au bout d'une ou deux élections. Le parti démocratique avait obtenu 11,9 pourcent des voix (45 sièges) en 1973; il obtient 1,9 pourcent des voix en 1977 (1 siège). Le Parti de justice avec ses 36,9 pourcent est représenté par 189 sièges au parlement. Géographiquement il se renforce de nouveau dans ses bastions traditionnelles mais une grande différence s'observe par rapport au passé: son extrême affaiblissement dans les grandes villes -qui se situent dans les zones autrefois qui l'appartenaient- c'est-à-dire à Istanbul, Izmir et Ankara. Quant aux partis radicaux de la droite: le Parti de salut national perd quelques voix (8,6 pourcent des voix en 1977 contre 11,8 quatre ans auparavant) mais il a toujours 24 députés à l'assemblée nationale. Quant au Parti d'action nationaliste, il se renforce: 6,4 pourcent des voix. Il a maintenant un groupe parlementaire composé de 16 députés.

La situation devient de plus en plus confuse en Turquie après ces élections de 1977 qui n'ont pas résolu le problème au niveau parlementaire pour la constitution d'un gouvernement stable. Aucun parti n'a la majorité des sièges pour gouverner la Turquie. D'abord le "front nationaliste" tente de gouverner la Turquie. Sa majorité s'effondre lorsque 11 députés du PJ démissionnent. Ecevit par une motion de censure, provoque une crise gouvernementale et constitue le nouveau gouvernement en offrant un poste de ministre à chaque ancien député du PJ démissionnaire. Mais lors du gouvernement d'Ecevit qui dure vingt mois la situation se détériore très vite. Une très grave crise économique a d'abord comme résultats la disparition du marché des produits de base comme essence, sucre, café, sel, huile et beurre, cigarette etc. Alors que partout d'interminables queues apparaissent, le marché noir fleurit. D'autre part la violence politique atteint des proportions jamais atteintes: rien qu'en deux jours dans une petite localité d'Anatolie, à Kahramanmaraş 110 personnes sont tuées et de milliers de personnes blessées. Ecevit demande l'aide de l'armée et décrète l'état de siège dans plusieurs départements de Turquie.

C'est donc dans ce climat d'effondrement politique et économique que sont organisées les élections pour les cinq postes vacants à l'assemblée nationale et le renouvellement du tiers des sénateurs. Les résultats confirment l'effondrement des voix PRP. De 41,4 pourcent en Octobre 1977, les républicains passent à 29 pourcent en Avril 1979. La chute est spectaculaire dans certaines grandes villes: A Istanbul, le PRP passe de 58,2 à 37,9 pourcent. A Samsun de 41,2 à 25,7. Constatant l'échec Ecevit démissionne. Le Pj est le grand vainqueur: il a obtenu tous les cinq sièges. Son résultat dépasse 60 pourcent des voix dans plusieurs départements: A Antalya (66 pourcent) à Isparta (72 pourcent) à Kütahya (61 pourcent). L'extrême droite aussi progresse: le PSN obtient 23,77 pourcent à Ağrı, 17,9 à Bitlis, 17,5 à Erzurum, 18,4 à Hakkari, 17,2 à Mardin, 35 à Muş, 43,6 à Siirt, 22,3 à Van, 15,4 à Konya et 8,6 à Istanbul. Quant au Parti d'action nationaliste, il obtient 11,4 à Burdur, 16,8 à Erzincan, 16,1 à Erzurum, 10,2 à Hatay, 16,6 à Tokat, 31,2 à Yozgat. Ce sont donc des résultats qui prouvent le renforcement très considérable des petites formations de droite parallèlement au succès du parti principal de droite, le Pj. A l'autre extrémité, dans certains départements limités, l'extrême-gauche, toutes tendances réunies semblent profiter de l'effondrement républicain. Ainsi pour ce groupe on remarque 7,4 pourcent à Hakkari, 7,1 à Kars, 13,4 à Mardin, 14,7 à Siirt, 9,9 à Tokat. Le grand perdant reste donc le PRP lors de ces dernières élections partielles d'Avril 1979. Demirel constitue un nouveau gouvernement de front nationaliste mais sans que la violence politique s'arrête: le nombre des personnes tuées aux attentats voisinent trente par jour. Lors de cette période de violence 5.000 personnes vont être tués parmi lesquels un ancien premier ministre, des ministres, des professeurs, des journalistes, des juges etc. L'armée prend le pouvoir le 12 Septembre 1980: la vie politique est suspendue, les partis politiques interdits, le personnel politique interpellé. C'est la fin de cette phase chaotique du pluralisme turqu

Il s'agit donc pour toutes les trois formations leurs premières élections. Il s'agit donc d'une situation originale forte intéressante du point de vue de science politique. Il faudrait expliquer d'où viennent ces voix et voir s'il existe des liens entre le vote pour ces partis et les grandes familles électorales qui avaient été structurées dans le passé.

Pour savoir s'il existe un lien entre les nouveaux partis et les électorats traditionnels, on peut d'abord étudier les cartes électorales: de ces trois nouvelles formations, seul le Parti populiste s'était affirmé comme un parti de gauche en se déclarant "social-démocrate". Alors on peut comparer sa carte électorale avec celle du PRP. La dernière carte électorale du PRP est de 1977 -date des élections législatives-. Les deux cartes sont quasiment identiques: le PP a obtenu ses voix où le PRP était fort: Thrace, İstanbul İzmir, Kocaeli, Zonguldak, Uşak Denizli, Burdur, Muğla, à l'ouest; Sinop, Tokat, Ordu, Sivas, Malatya, Adıyaman, Gaziantep, Hatay, Adana, Mersin au centre; Tunceli, Kars, Hakkari à l'Est. Département par département le PP en 1983 a obtenu les voix du PRP mais avec une différence: le PRP avait obtenu en 1977 41,4 pourcent des voix, alors que le PP obtient 31 en 1983. D'où vient la différence? Mais rappelons que l'année 1977 c'était une année élection très en faveur du PRP. Jamais ce parti n'avait obtenu autant de voix et il avait atteint son plafond. Or, une fois au pouvoir, il était descendu à son plancher de 29 pourcent lors des élections partielles. Peut-on alors comparer les élections générales de 1983 à celles partielles de 1979? Les ressemblances sont remarquables: à Antalya le PRP avait obtenu en 1979 23,05 pourcent des voix: le PP y obtient en 1983 22,9. A Balıkesir les chiffres sont de 26,63 et 27,6; à Erzurum 34,75 et 36,5; Erzurum: 16,5 et 14,28; İstanbul 37,92 et 34,; Kütahya: 19,56 et 17,5; Yozgat 21,91 et 23,8; Aydın: 30,98 et 29,6; Edirne: 42,01 et 41,3; Manisa 28,37 et 27,9; Muğla: 34,73 31,7. Donc électoralement le nouveau Parti populiste a obtenu à peu près autant de voix dans les mêmes départements que le PRP en 1979, année plancher du point de vue électoral. La gauche électorale part donc là où il était resté dans les urnes lors des dernières consultations avant l'intervention militaires.

La situation est plus compliquée pour étudier la continuité électorale pour les autres formations pour plusieurs raisons : avant l'intervention militaire il y avait d'une part quatre formations de droite dont trois -PJ, PSN, PAN- avec des idéologies de droite bien définies et affirmées avec force. Or il n'y a que deux formations de droite dans la nouvelle situation politique du 6 Novembre 1983. D'autre part aucune de ces deux formations n'affirmaient être les continuateurs des anciens partis lors de ces élections. Bien au contraire le Parti nationaliste démocratique trouvait sa place on d'être dans le nouvel ordre politique. De même, le Parti de Mere patrie allait encore plus loin dans cette affirmation du refus du passé et refusant d'être considéré comme un parti de droite, il affirmait être partout dans l'éventail. Comment surmonter ces difficultés ? Si les voix républicaines étaient portées sur le Parti populiste, il était plus difficile de mesurer le report de toutes les formations de droite sur l'un des deux nouveaux partis. Les cartes électorales montrent que le Parti démocratique nationaliste avait obtenu ses 23 pourcent des voix des électeurs de droite mais moins dans la partie ouest de la Turquie (exception à Kastamonu et Sinop au centre) qu'à l'est : ses bastions <sup>sont</sup> étaient toute la partie orientale de la Turquie allant de Rize-Artvin-Kars à Hakkari, Mardin, Urfa. Ce sont des zones qui étaient dominées dans le passé par les petites formations de droite et des indépendants. Quant au parti de Mere patrie, il obtient des voix considérables à l'Ouest mais sa zone de force reste la partie intérieure de l'Ouest anatolien qui va de Bolu-Çankırı au nord à Burdur-Antalya au sud en passant par Kütahya, Afyon, Konya, Isparta. En somme les deux partis PDN et PMP réunis totalisaient 68 pourcent des voix. Cela représentait à peu près la totalité des voix des partis de droite lors des élections partielles de 1979 où la droite, contrairement à la gauche était à son niveau plafond. Donc ceci montre aussi qu'après une période exceptionnelle où les électeurs ont massivement approuvé la nouvelle constitution, les élections du 6 Novembre 1983 <sup>constituent</sup> étaient un retour sur le plan électorales à la situation antérieure. Les partis <sup>sont</sup> étaient nouveaux mais les électors traditionnels. L'Ouest, la Thrace et les grandes villes -Ankara, Istanbul, Izmir- d'une part, Mersin, Adana, Hatay, Gaziantep, Sivas Malatya au centre et Erzincan, Tunceli, Diyarbakır, Kars de l'autre se distinguaient électoralement comme les départements les plus sociaux-démocrates.

Les cartes de la zone de force de l'electorat de droite c'est bien sur l'image inversée des voix sociaux-démocrates: à l'ouest la zone passe de Çanakkale, Bursa, Balıkesir vers le centre Konya, Isparta, Afyon Niğde, Yozgat. A l'est c'est toute la zone orientale intérieure: Trabzon, Rize au nord; Erzurum, Bingöl, Muş, Bitlis, Siirt Van et au sud, Mardin et Urfa. Resultats donc qui prouvent la stabilité: après une première période de 1950 à 1965, une nouvelle polarisation gauche/droite était formée en Turquie au niveau des partis au sommet, c'est-à-dire niveau dirigeants, programmes, idéologies. Petit-à-petit ce clivage était descendu vers la base, les élections de 1969 étant les premières étapes de ce mouvement sommet vers la base. Ensuite ces partis sont interdits et disparus de la scène politique, les électeurs par leur soutien massif à la nouvelle constitution approuvant les nouvelles institutions (et désapprouvant ainsi l'ancien système de polarisation et de la violence). Mais la structure électorale formée à la base survit avec d'autres formations au sommet, pacifistes, se réclamant du nouveau système constitutionnel et établissant leurs assises électorales sur cette structure électorale antérieure. Les clivages à la base se révèlent donc munies maintenant d'une permanence et d'une autonomie remarquable. Les familles électorales arrivent donc à un certain degré de maturité qui ne signifie nullement l'immobilisme: le degré de manoeuvre des formations nouvelles reste grand puisque les électors structurés se caractérisent par un mouvement entre un plafond et un plancher. En fonction du succès des partis au pouvoir, le plafond ou le plancher sera atteint voire même dépassé vers le haut ou le bas. Dans ce cas la pression électorale peut aboutir à des changements niveau programme et dirigeants dans les partis ou encore à la disparition ou affaiblissement de cette catégorie de partis et la création de partis rivaux disputant la même famille électorale.

Ces études électorales sur la continuité entre les structures par familles et les nouveaux partis se confirment par d'autres études effectuées au niveau des transferts des voix. Les sondages effectués par PIAR complètent nos résultats. (13). D'après l'organisme de sondage PIAR, les

électeurs du PJ ont réparti leurs voix entre PDN (26 pourcent) et le PMP (70,4). Quant aux petites formations idéologiques de droite d'avant 1980: les électeurs du PSN ont voté pour PDN (21,2 pourcent) et le PMP (75,8). Ceux du PAN, 52,7 pourcent ont voté pour PDN et 47,3 pour PMP. Donc la quasi totalité des voix de droite de 1979 s'est transféré aux deux partis de droite en 1983, faisant du Parti de Mere patrie le premier parti de ce groupe et plaçant de ce fait le Parti démocratique nationaliste en deuxième position. A gauche, d'après Piar le transfert semblait être plus faible: 56,8 pourcent des électeurs républicains ont affirmé avoir voté le Parti populiste en Novembre 1983. Quant aux raisons qui ont poussé les électeurs à faire leurs choix, le maintien de l'ordre (PDN), le programme et la capacité de gestion économique (PMP) ont été les arguments décisifs pour les électeurs de droite lors de leur décision électorale. Les électeurs du Parti populiste affirment avoir choisi ce parti, "parcequ'il est social-démocrate" "parcequ'il représente seul la gauche" "parcequ'il ressemble à une autre formation" pourquoi ils ont voté dans le passé. Piar fournit aussi des renseignements sur le profil des électeurs des nouveaux partis. Comme cela a été le cas dans les années 1975, l'âge constitue une des variables qui distinguent la gauche de la droite: le pourcentage des électeurs qui votent le PMP augmente avec l'âge, ceux qui votent le parti populiste diminuent par contre avec l'âge. Même clivage au niveau des variables culturelles: le PMP recrute la majorité de ses électeurs parmi les électeurs qui possèdent leurs certificats d'études primaires alors que le Parti populiste obtient ses meilleurs résultats parmi les diplômés de l'enseignement supérieur. Concernant les lieux de résidence, le PMP réussit mieux dans les zones rurales, le PP dans les centres villes. Quant aux catégories socio-professionnelles, les femmes au foyer, les artisans, les commerçants, mais surtout les paysans constituent la majorité des électeurs du PMP. Quant au parti populiste, il réussit d'avantage auprès des employés et fonctionnaires, des ouvriers et des intellectuels en général.

Les élections du 6 Novembre 1983 importantes en soi ne constituent cependant qu'une étape dans le processus de la normalisation de la vie politique comme desiraient le Conseil national de sécurité. En accord avec le Président de la répub-

lique, le Gouvernement d'Özal et le groupe parlementaire du PMP ont manifesté leur désir d'organiser très vite les élections municipales et locales. Ainsi les élections du 25 Mars 1984 ont pour but d'élire les représentants locaux et les électeurs voteront entre 4 et 6 fois selon la taille des agglomérations le 25 Mars 1984 pour élire les maires des métropoles, des centres villes et les différentes instances d'administration locale. Mais au delà ces élections, les premières après l'intervention militaires qui se déroulent avec la participation de tous les partis politiques - ont revêtu un aspect extrêmement politique: les partis qui n'ont pas pu participer aux élections législatives du 6 Novembre 1983 ne cachent pas leur désir de considérer ces élections locales comme un teste politique national pour mesurer la force réelles des partis politiques. Les sondages d'opinion montrent que le PMP reste le premier parti de droite malgré la création d'un nouveau parti, le Parti de la voie juste, qui s'attache beaucoup "à la continuité". A gauche cependant, la situation est, d'après les sondages, moins favorable au Parti populiste social-démocrate. Un autre parti social-démocrate SODEP qui est créé sans pouvoir participer aux élections du 6 Novembre semble passer au premier plan. D'après PIAR, le PMP conservera 63,4 pourcent de ses voix de 1983, le parti de la voie juste n'obtenant que 15,9 pourcent de ses voix. A gauche, le Parti populiste ne conserve qu'un tiers de ses voix, les deux tiers risquent d'aller au Parti social-démocrate SODEP. Si les résultats du 25 Mars<sup>ne</sup> bouleversent pas l'équilibre des forces d'une manière trop brutale, la Turquie aura une période sans élections de cinq années.

#### CONCLUSIONS GÉNÉRALES

L'étude du processus de la démocratisation en Turquie permet d'aboutir à une série de conclusions:

1- Elaboration d'un système de partis est un processus à phases où on peut distinguer les sous-périodes possédant des caractéristiques spécifiques, séparées des unes des autres par de ruptures de caractères très diverses (Sociologique, politique). Les clivages qui apparaissent dans la phase initiale sont assez dépendantes de la spécificité historique, culturelle et insti-



tutionnelle nationale. La place et le type des institutions étatiques, sa relation à la société civile ont été déterminants dans le cas turc mais lors de la phase du démarrage de la transition en multipartisme, les conjonctures proches et immédiates, sont intervenues dans le sens d'une dramatisation de la situation comme effet accélérateur sinon démultiplicateur du processus de la libéralisation.

2- Lors de cette phase initiale, le rôle des leaders fondateurs des partis politiques, leurs charismes, les traits principaux de leurs comportements déterminent par la suite -du moins pour un temps prolongé- les situations de relation et de lutte politique dans le système. C'est à eux de "lire" et "interpréter" idéologiquement "les clivages" contenus dans le système. La "lecture" socio-politique de la société peut bien sur être sensiblement différent selon les leaders.

3- La polarisation du système de partis au niveau institutionnel-organisationnel au sommet détermine la polarisation des attitudes à la base. Mais le cas turc <sup>in situ</sup> la non-simultanéité de processus à ces deux niveaux. Ni le déclenchement ni le processus de structuration des traits à ces deux niveaux ne présentent de simultanéité. Les décalages temporels s'expliquent par deux faits a) la vitesse de la diffusion du "message" émis au sommet et le temps mis par la base pour recevoir la communication b) mais le cas turc montre aussi que le temps nécessaire pour la formation des attitudes à la base a été déterminé par la mutation de la société turque au niveau urbain et industriel. C'est à partir d'un certain seuil de mobilité sociale que les nouvelles définitions politiques formulées par des nouveaux leaders ont été adoptées par la base. La aussi l'autonomie des leaders restait grande: fallait-il à tout prix changer les lignes de clivages, leurs types, leurs degrés et orientations dans ce sens? Le volontarisme des leaders et leurs idéologies jouent ici un rôle de premier plan. De "leur lecture" de changement découle la définition des clivages nouveaux qui, avec le temps descendront vers le bas.

4- Le cas turc montre que le système politique s'est stabilisé par deux secousses: celui du début et celui des années 1965-69. Lors de cette deuxième phase, les partis nouveaux auraient pu prendre la place des anciens. Or, la mutation en Turquie s'est

produite par le changement à l'intérieur du parti: le PRP a changé de leader, de programme, d'idéologie, d'électorat et ses zones géographiques d'implantation. Mais dans ce type de mutation les anciens clivages n'ont pas été complètement chassés du parti. Dans les profondeurs, ils ont coexisté avec la nouvelle ligne, influençant celle-ci et voir même remontant au premier plan lors de certaines conjonctures exceptionnelles. Ainsi le PRP ancien parti étatiste, des fonctionnaires devenu le parti social-démocrate, le parti des travailleurs a gardé de son origine des slogans, des types de perceptions qui restent encore vivantes aujourd'hui.

5- Une fois les contours partisans sont déterminés au sommet et adoptés à la base, même après la disparition des partis au sommet les attitudes à la base ont continué à vivre d'une manière autonome. D'autres partis avec des leaders nouveaux et des lignes politiques plus ou moins proches des anciennes peuvent devenir l'expression institutionnelle des familles d'attitudes socio-géographiques. Mais ces familles ne sont pas immuables et quantitativement évoluent entre un plancher et un plafond également définissables.

6- La question de polarisation bipartisan et multipartisane n'est pas résolue encore en Turquie. Certes globalement on peut dire que les électeurs turcs préfèrent le bipartisme. Mais cela se pose séparément pour la gauche et la droite. Un exemple est fourni par les travaux de Yücekök: en Turquie le sentiment religieux répond à des fonctions différentes selon les régions: dans les zones industrialisées c'est une défense dans les zones rurales, une expression des structures traditionnelles. (14). Mais cette situation aux niveaux des attitudes n'est traduite sur le plan partisan que pendant une période courte, lors de l'existence du Parti de salut national. Les électeurs de ce parti après son absence avaient transférés leurs choix sur des grandes formations centristes comme prouve l'enquête de Piar. À gauche la concentration institutionnelle s'est effectuée dans les années 1965-69 au profit du parti social-démocratique.

7- Une dernière question peut se poser pour la polarisation double ou multiple au niveau des mécanismes des lois électorales: celles-ci influencent-elles cela? L'étude du cas turc

permet de repondre negativement. La Turquie a essayé toutes les lois electorales possibles: les scrutins majoritaires, la representation proportionnelle avec répartition des restes au plus fort reste au niveau national ou à la plus forte moyenne ou encore RP avec un systeme de barrage élevé. Mais l'influence de ces différentes lois n'ont fait sentir leurs effets qu'au niveau de la facilité ou la difficulté de la formation d'un gouvernement majoritaire au parlement ou la nécessité de coalition ou encore de possibilité d'accès ou de non-access au parlement. Certes toutes ces eventualités sont d'une importance capitale pour definir l'ambiance politique voir meme les jeux politiques des partis et des leaders. Mais la disparition des partis extrémistes dans la gauche s'est effectué par la mutation politique du PRP. L'apparition des partis extrémistes à droite se faisait sous la meme loi electorale alors que la concentration etait en cours à gauche. La RP avec la répartition au plus fort reste n'a pas empêché le PJ de devenir le parti majoritaire en Turquie. La polarité au sommet comme à la base et les evolutions sont determinées sous l'influence des facteurs sociologiques et politiques avec beaucoup moins de determinisme qu'on le pense et comme un processus temporel à deux etages, aux mouvements interdependants mais sans doute pas simultanée.

Bener Karakartal  
Université d'Istanbul

Notes bibliographiques:

- 1-BERKES N. Türkiye'de Çağdaşlaşma, Ankara, Bilgi yayınevi, 1973; ÜLKEN H.Z. Türkiye'de Çağdaş Düşünce Tarihi, Konya, 1966; BERKES N. Türkiye İktisat Tarihi, Gerçek yayınevi, İstanbul 1975; LEWIS B. Modern Türkiye'nin doğuşu, Türk Tarih Kurumu, Ankara, 1970; BERKES N. Türk Düşünde batı Sorunu
- 2-AHMAD F.B.T. Türkiye'de çok partili politikanın açıklanmış kronolojisi, 1945-1971, İstanbul Bilgi yayınevi, 1976  
KARPAT K. Türk Demokrasi Tarihi, İstanbul matbaası, İstanbul 1967; RUSTOW D.A. "Transitions to Democracy, Toward a dynamic Model, Comparative Politics, vol 2, no 3 April 1970

- 3- KARAKARTAL B. "Les processus politiques dans les partis militaires, essai de détermination des cas, Mort des dictatures", Léo Hamon Ed. Paris Economica 1981. K. B. Les interventions militaires de 1960, 71 et 80 en Turquie, ECPR, Aarhus, 1982. K.B. Une approche critique des études des interventions militaires et des observations sur les cas Turcs, ECPR, Freiburg 1983
- 4- SAVCI, "Partilerinizde tabakalaşmanın gerçek mahiyeti ve sosyal muhtevalı politika meyli", SBF Dergisi, XIII, 1958, I. ABADAN Y. "Türkiye'de siyasi Partiler ve Tazyik Grupları", SBF Dergisi, XIII, 1958, I; TALLOEN L. "Les partis politiques et les classes sociales en Turquie", 1955, Stockholm, Conseil International de science politique.
- 5- KARAKARTAL B. Le référendum constitutionnel turc de 1961, E CPR, Lancaster, 1981
- 6- KILI S. 1960-1975 Döneminde CHPsinde Gelişmeler, İstanbul, Boğaziçi Üniversitesi yayını, 1976.; KARAKARTAL B. Le Parti républicain du Peuple, ECPR, Florence 1980
- 7- ABADAN N. 1965 Seçinlerinin tahlili, Ankara, 1966, SBF.
- 8- ÖZBUDUN E. Türkiye'de sosyal değişme ve Siyasal Katılma, Ankara, Hukuk Fakültesi, 1975
- 9- BULUTOĞLU K. İşçiler kime neden oy veriyor, Milliyet, Eylül-ekin 1969
- 10- AKŞİT B. İller ve mahalleler düzeyinde bir inceleme, Gelişme Dergisi, ODTÜ, 13, 1976
- 11- ABADAN N. Kim kime niçin oy veriyor? Milliyet Eylül-Ekim 1975
- 12- ERGÜDER Ü. 1977 seçin Arastırması, Hürriyet Mayıs 1977
- 13- Piar Kamuoyu arastırması-Kime oy verirdiniz? Milliyet Ocak, Şubat Mart 1984
- 14- YÜCEKÖK A. Türkiye'de örneütlenniş dinin sosyo-ekonomik tabanı, Ankara 1971

THEORETICAL AND METHODOLOGICAL  
CONSIDERATIONS IN THE  
USE OF LEFT-RIGHT SCALES

C. van der Eijk and B. Niemöller

University of Amsterdam  
Department of Political Science (FSW-A)

University of Amsterdam  
Department of Political Science  
Grimburgwal 10 - Gebouw 5  
1012 GA Amsterdam  
The Netherlands

Paper presented at  
ECPR Joint Sessions  
of Workshops  
Salzburg  
13-18 April 1984

## INTRODUCTION

Electoral researchers often appear to maintain an uneasy relationship with the terms 'left' and 'right'. They cannot live with them, yet they cannot live without them either. On the one hand, they offer a concise and powerful structuring device which is apparently used by citizens, journalists, politicians and political scientists alike in order to understand a complex, and at times perplexing political reality. On the other hand, as soon as one probes into what is meant by the terms, a myriad of 'meanings' is found to exist which appears to defy the notion that left and right can be used as fruitful and unambiguous concepts. The result of this ambivalence is that survey questions with respect to left and right have become almost commonplace in election studies and political surveys, while at the same time attempts to utilize them in explaining electoral behaviour are frequently looked upon with suspicion.

In this paper we will address two sets of questions which have been raised frequently with respect to the usage of the terms left and right in electoral research. First of all, we will concern ourselves with questions pertaining to the reliability and validity of so-called left-right scales.

Second, we will review what analytical possibilities such scales offer once we are satisfied that they yield meaningful measurements. Our focus on left-right scales (in which the terms are used as self-explanatory and as polar opposites) implies that we will not discuss in depth the merits of using the terms left and right to describe empirically established regularities in other kinds of data. Such inductive labeling by means of the terms left and right is frequent in analyses of various kinds of similarity judgements (to be analyzed by multidimensional scaling) or of some kind of preference or sympathy comparisons (to be analyzed by unfolding methods) with respect to political parties or politicians.

The data to be used in this paper all relate to the Netherlands and have been obtained from various samples of the national electorate in the period from 1968 to 1982. Data and analyses to be presented serve primarily purposes of illustrating what problems are associated with the use of left-right scales, how they can be addressed, and what analytical purposes these scales offer. Therefore, we will not present here substantive analyses of Dutch elections, politics and voter behaviour, for such we refer to Van der Eijk and Niemöller (1983a, 1983b, 1984) and Andeweg (1982).

The remainder of this paper consists of two separate parts and a postscript. In the first part we will discuss the left-right scale as a measuring instrument: what does it comprise qua formulation, what are its qualities or defects, is it reliable and valid? In the second part we will review how this instrument can be employed in substantive research if it is found to be acceptable.

In the postscript we will present a few remarks respecting further research, relevance of Dutch results for other countries, and connections between the area of electoral research and other studies of a political system.

## PART I

## The left-right scale as a measurement instrument

The first part of this paper is meant to provide a catalogue of considerations which have to be taken into account whenever one wants to employ left-right scales in empirical research. Most of our remarks below originate from research in the Netherlands; it may be expected, however, that they will in general be relevant for other countries as well, most particularly for other multi-party systems. In this first part of the paper we will not discuss for what substantive purposes left-right measurements may be used. Instead, we will concentrate on questions which have to do with a number of technical matters concerning:

- question formulation and format (Section I.1),
- validity of left-right measurements (Section I.2),
- aspects of left-right selfplacements (Section I.3),
- aspects of left-right partyperceptions (Section I.4),
- a specific kind of aggregation artefact (Section I.5).

## I.1 The left-right scale. Formulation, format and non-response

Left-right scales exist in various formats and formulations. Consider the following questions, which have been used in the Dutch Parliamentary Election Studies in 1981 and 1982, as typical examples:

"Political opinions and convictions are often classified as "LEFT" or "RIGHT". On this showcard you see a scale which runs from left to right. Considering your own opinions and convictions where would you place yourself, which position of the scale would apply to you ?"

"Political parties are also often said to be "LEFT" or "RIGHT". On this sheet you see the various parties printed. Please mark on this scale (running from 'left' to 'right') the position which indicates in your opinion how 'left' or 'right' each party is."

Where necessary, we will distinguish between these two different kinds of questions by referring to them as left-right selfplacement and left-right party perceptions respectively.

If questions such as these are to be used in mass surveys a number of problems has to be considered. In this section we will discuss the following:

- are respondents capable of relating their own convictions and perceptions to the terms left and right?
- where should questions such as these be located in a questionnaire, and how should parties to be rated be ordered and presented to the respondent?
- which response options are to be provided for the respondents?

### I.1.1 Can respondents use the terms left and right?

The use of the left-right scale presupposes that respondents have some understanding of what the terms indicate, that they have no qualms in using them as polar opposites, and finally, that the continuum denoted by these poles is relevant in relation to their own opinions and perceptions. Whether or not such assumptions are justified has been a matter of debate at least ever since Campbell et. al. (1960) and later Converse (1964) attempted to demonstrate that even simple descriptive terms have no substantive meaning whatsoever for large parts of the electorate. Such findings for the American public with respect to the terms liberal and conservative appear at times to be confirmed in European research with respect to left and right.

When, by means of not pre-coded questions, respondents are invited to express what they themselves think what is meant by the terms left and right, it is found that a quarter to one third of the Dutch electorate is not able or willing to provide an answer (Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 226-227). It is not evident to us, however, that such information is necessarily jeopardizing the usefulness of the terms in mass-surveys. Mass-surveys are hardly the most appropriate way to find out whether or not people have substantive associations with seemingly familiar, yet rather abstract terms.

The left-right scale itself elicits considerably less non-response than open-ended questions inquiring after the meaning of those terms. The percentage of don't know's varies with the response options offered to respondents (see Section I.1.3). With respect to left-right selfplacement we find that the format which yields the highest nonresponse results in 7 to 20% respondents unable to place themselves, with an average of 13% (there are no clear indications as to the sources of the rather large variation in this percentage).

With respect to left-right party perceptions, the percentage of missing data varies, understandably, with the size and the public's familiarity with the various parties. The large parties can be placed on the scale by more than 90% of the respondents, for small, and new parties the number of those who are not able to do so reaches at times almost 40%.

Concluding: although relatively large numbers of respondents do not provide answers to open questions as to the meaning of the terms left and right, the group which is totally unable or unwilling to apply the rating scale to their own convictions and to political parties is limited in size to at most some 15% of the electorate. Particularly when compared to many other survey questions intended to probe voters' selfplacement and party perceptions, this is a relatively low rate of nonresponse.



### I.1.2 Question-order

One of the problems which arise by putting more than one question to respondents is the possible impact of preceding parts of the questionnaire on responses. With respect to left-right scales this problem manifests itself in 3 ways:

- where should left-right questions be placed in the questionnaire in relation to other questions which might conceivably contaminate one another? The most obvious relevant questions are those concerning party identification, current or previous voting behaviour, perception and evaluation of parties etc. Very little, if any, research has been done in this respect.
- how should questions concerning left and right be ordered vis-a-vis each other? In the Netherlands it is customary to have self-placement questions precede those concerning party-perception. Little is known, however, on the effect of this or the alternative ordering.
- how should the parties be ordered which are to be placed on the scale? It has been established that the order of presentation of the parties is of considerable impact on the responses (Boon and Niemöller, 1976). An explanation for this phenomenon might be that the first 2 parties to be rated define a reference standard for subsequent ones. If the first two parties are both relatively centrist in character, respondents will generally perceive them differently, thus reducing the space left to discriminate between more extreme parties. If, on the other hand, 2 relatively extreme parties, one at the right and one at the left, are the first ones to be rated, these will rarely be placed unaminously in the most extreme values of the scale, thus reducing the possibilities to discriminate between more centrist parties. Short of split-run techniques (which have many practical drawbacks) the best solution appears to be to confront the respondent first with the entire set of parties to be rated, and to allow responses only after this has been done. A relatively simple way to do so is by self-completion form combined with an instruction to start reading the entire form before answering.

### I.1.3 Response options

The left-right scale is customarily presented to the respondents as an ordered set of categories of which the extremes are labelled, for example:

-----  
 left | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | right  
 -----

With respect to defining the response options the researcher must make 3 decisions: how to label the scale, how many categories to include in

it, and whether or not a middle category should be included.

With respect to labeling, consensus is emerging that only the extremes should be labeled and that the intermediate categories should be left unlabeled. Labeling intermediate positions has serious drawbacks. The most important of these are that they appear to ambiguate the meaning of the left-right dimension, and that they provoke response effects of a social-desirability kind (e.g. very few respondents like to place themselves in a category which is labeled extreme, or ultra, etc.).

No consensus exists regarding the number of categories. In various surveys one can encounter left-right scales with 7,9,10 or 11 categories. It is generally acknowledged that fewer than 7 is too restrictive to allow meaningful discrimination between voters, and between parties. On the other hand, the discriminating power is not really increased by adding more categories beyond a certain number; a 100-point (thermometer) scale for instance results in most scores on the following categories: 0, 25, 40, 50, 60, 75 and 100. The number of categories one employs in a left-right scale is, however, of considerable importance as different numbers yield non-trivial differences in results. Consider, for example, the distribution of voters (self-placements). Using 10-point scales, Inglehart and Klingemann (1976: 252) conclude that "the distribution obtained for the Netherlands might serve as a textbook example of the type of distribution Downs would associate with a multiparty system", i.e. a multi-modal voter distribution exists. The problem, however, is that we know from experience that a 7-point scale would have yielded a unimodal distribution. Whether or not the observed multi-modality is an artefact of the use of a 10-point scale cannot be ascertained unequivocally.

A specific aspect of the number-of-categories problem is whether or not to include a middle category, i.e. whether to use an even, or an odd number of categories. Inglehart and Klingemann (1976), as well as Converse (1976) are of the opinion that a middle category constitutes a hiding place for persons who do not know where to place themselves but who are reluctant to admit this. According to Converse, such persons are characterized by a low level of political interest and political knowledge and "they have uncommon levels of difficulty in supplying any meaning for the distinction between left and right...". This opinion is not uncontested, however; Gibowski (1977) claims that a middle position does not particularly attract political ignoramusses. In one of our surveys, the Dutch Parliamentary Election Study 1977, the respondents were twice asked to place themselves on a left-right scale, first on a 10-point scale and approximately two months later again on a 7-point scale. The crosstabulation of the responses of those who were interviewed twice is depicted in Table 1.

Table 1: Self-placement on 10-point scale by self-placement on 7-point scale (row-wise percentage)  
(Source: Dutch Parliamentary Election Study 1977).

		left						right	dk/ na	N
		1	2	3	4	5	6	7		=100%
left	1	60.4	17.0	6.6	12.3	0.9	0.0	1.9	0.9	106
	2	22.1	48.5	16.2	8.8	2.9	1.5	0.0	0.0	68
	3	11.8	35.5	30.9	17.8	1.3	2.0	0.0	0.7	152
	4	3.7	13.0	47.2	25.9	3.7	3.7	0.9	1.9	108
	5	2.6	6.6	21.7	45.4	9.2	5.9	5.3	3.3	152
	6	0.0	2.3	6.8	47.7	19.7	13.6	9.1	0.8	132
	7	1.0	3.9	5.9	32.4	30.4	19.6	6.9	0.0	102
right	8	1.4	2.7	1.4	20.5	26.7	30.8	15.8	0.7	146
	9	1.4	1.4	0.0	7.2	17.4	47.8	24.6	0.0	69
	10	0.6	3.1	1.8	10.4	11.0	17.2	54.0	1.8	163
dk/na		4.2	5.9	13.9	43.2	6.4	9.7	7.2	9.3	236
N		120	160	202	393	164	184	175	36	1434

From this table, the following phenomena deserve attention:

- the 10-point scale elicits considerably more non-response than the 7-point scale (236 vs 36 cases). This finding is corroborated by comparisons of nonresponse from 7 point and 10 point scales in other surveys (panels, as well as independent samples).
- an inordinate amount of those who are unable to place themselves on a 10-point scale, takes refuge in the middle category of the 7-point scale: no less than 43%! Evidently, the middle position harbors real as well as only nominal 'centrists'. No wonder that this position is sometimes referred to as "le marais".
- partly because of the attractiveness of a middle position for those who do not know where to place themselves on a 10-point scale, the 7-point scale displays an almost perfect unimodality, while the 10-point scale does not.

The respondents who are only able to place themselves on a 7-point scale and not on a 10-point one are indeed, as Converse as well as Inglehart and Klingemann claimed, disproportionately the uninvolved in politics. As an example of this we present in Table 2 the relation between voting or not-voting, nonresponse on a left-right scale, and the type of scale employed.

Table 2: Percentage of "don't know" on a 10 point and on a 7 point scale, for voters and nonvoters respectively  
(Source: Dutch Parliamentary Election Study, 1977)

	voters	non-voters	total sample
10 point scale	14.2% DK	40.0% DK	16.5% DK
7 point scale	1.6% DK	11.8% DK	2.5% DK

Similar relations as the one in Table 2 can be demonstrated to exist for political interest and political knowledge.

Concluding: a clearly recognizable middle category in a left-right scale has the undesirable effect of attracting and disguising as 'centrists' those who are unable to locate themselves on a left-right continuum. Consequently, a middle-category should be avoided. The most frequently used format without a middle position is a 10-point scale. As far as categorical rating scales go, a 10-point scale appears to be one of the most acceptable ones, although it provokes multi-modality in the distribution of voters.

Although left-right scales consist usually of a limited number of (ordered) categories, it is usually assumed that this instrument taps an attribute which is intrinsically continuous. Rating scales have serious drawbacks, however, which can be avoided using magnitude-estimation techniques instead (refer to Wegener, 1982). Recent advances in this area have made such an approach quite manageable for application in political research,beit more expensive than rating scales in terms of time needed to administer the instrument. In view of the predominance of rating scales in survey research, the remainder of this paper will assume left-right measurements to be derived from them. Many of the questions to be raised can also be addressed by measurements from magnitude estimation techniques. As an example of what such an alternative operationalization would entail, we refer to Appendix 1 for an example, and to van Doorn et.al. (1984) for empirical results.

## I.2 What is measured by left-right scales?

In the previous section we have introduced the left-right scale without elaborating on what such a scale purports to measure and on whether or not it succeeds in doing so. The substantive assumption behind the scale is that political conflict in a system is structured along relatively few dimensions, one of which is labeled left-right. Such a conflict or polarization dimension can be regarded as a kind of

super-issue which summarizes opposing viewpoints on a whole series of issues. Particularity in the case of left-right frequent references are made to ideologies associated with such a political cleavage dimension. The purpose of left-right scales is obvious: they intend to measure voters' political position, or if one wants to call it that way, their ideological stance. In addition, by asking about party perceptions on such a scale one may attempt to capture parties' locations on this dimension in a manner which taps those aspects of ideology which are culturally shared (something like the greatest common denominator). The question to be addressed in this section is whether or not the use of left-right scales leads to valid and reliable measurements of ideological positions and perceptions. This question contains at least the following series of sub-questions, each of which will be dealt with in the next pages:

- do the labels left and right carry the same meaning for all the voters?
- do voters apply the scale consistently, that is do they use the same cognitive yardstick for each stimulus to be rated, or do they interpret the dimension differently for different stimuli?
- do ratings on a left-right scale flow from familiarity with the substance of the political cleavage dimension involved (i.e., can we speak of ideology) or not?

### I.2.1 The meaning of left and right

One of the most obvious ways to investigate what meanings people associate with the terms 'left' and 'right' is to ask them to tell so in their own words. Since the late 1960's such questions have frequently been utilized in election studies and political surveys in the Netherlands. Although the frequencies with which various kinds of answers are provided are not always exactly the same (refer to Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 226-229), one invariably observes the following phenomena:

1. relatively large numbers of respondents are unable to provide a self-formulated meaning to the term, which might be taken as potential evidence that the terms do not have any substantive meaning to them all.
2. relatively large numbers of respondents offer more than one answer, which opens the possibility that they can change from one 'meaning' of the terms to another, or, stated otherwise, that they possibly do not use the scale consistently.
3. there is no unanimity among those who do answer the question as to what left-right indicates. Usually the largest single group of answers refers to ideologies (communism, socialism, capitalism, liberalism, conservatism etc.), but important other classes of responses refer to social groups and institutions (mostly political parties), or to some aspect of a secular-religious distinction. Finally, there is usually a host of answers which are either little informative, or ideosyncratic, or evaluative rather than

descriptive. This lack of unanimity is frequently cited as evidence that the terms left and right are so vague and multifaceted that they cannot be employed fruitfully in political discourse or political research.

At first instance the findings one arrives at by means of open questions concerning the meaning of left and right seem to preclude that left-right scales can result in valid and interindividually comparable measurements of ideological positions and perceptions. Still, this evidence is far from conclusive. It is very well possible that, even when every voter would cognize the terms left and right in the same way, and even when every voter would employ them identically to 'map' the political world, they are still unable to verbalize the substance of these cognitions identically. Therefore it is not sufficient to see how voters try to describe what left and right 'really' mean. It is necessary to investigate the degree of commonality in the way in which these terms are used in describing stimuli in the political world, such as political parties. If voters agree on the degree of 'leftness' and 'rightness' of political parties it has become irrelevant how they differ in the description of the common yardstick they use. This is why any serious research into the validity of left-right measures can only be undertaken in the presence of left-right perceptions.

The question regarding the agreement on the instrumental meaning of left and right would be a very simple one to answer if respondents would be unanimous as to their placement of each of the parties on a left-right scale. A quick glance at any distribution of responses concerning party perceptions suffices to state that no unanimity exists in this respect. Again, one could take this as evidence that the terms left and right do not have the same (instrumental) meaning for all voters, hence that they do not yield valid and comparable measurements. Here too, however, such a conclusion would have been jumped upon too hastily. It takes little imagination to realize that a rating scale with a small number of categories (7, 9, 10, 11) offers only limited precision in locating political parties, causing small differences in response. Other factors contributing to minor disagreements are all kinds of measurement and observation error as well as differences in individual calibration of the scale. Differences in how left and right are used instrumentally, however, should show up in relatively large disagreements between the patterns of responses. The question now becomes more complicated: how large are the differences in the manner in which respondents use the scale in locating parties and are they sufficiently small as to warrant the conclusion of a common instrumental meaning? To answer this question we can make use of multidimensional scaling.

### I.2.2 Multidimensional scaling and the left-right dimension

Multidimensional scaling (MDS) methods have become relatively popular in the empirical analyses of party systems. Such analyses have frequently led to the labeling of one of the dimensions of the space as left-right. Such left-right dimensions are, however, of an inferential nature and cannot be used to demonstrate that an explicit left-right scale is a valid instrument. For that purpose too, however, we can use MDS methods. The use of MDS requires that certain methodological considerations and technical peculiarities have to be kept in mind when using relevant computer programs and interpreting their results. We will start with a discussion in this vein, directed to the use of MDS in the general analysis of party systems. Subsequently we will demonstrate how MDS methods can be utilized in the validation of left-right scales. Finally we will relate the findings of these two different, but interrelated, kinds of analyses to each other.

#### I.2.2.1 Pitfalls in the use of multidimensional scaling

Two different kinds of data are frequently collected for the purpose of being used in the analysis of party spaces. In Coombs' terms, these are similarities data and preferential choice data (Coombs, 1964). The first, as a rule, involve judgements given by persons (politicians, journalists, students, voters) on the similarity or dissimilarity of (all) pairs of stimuli (i.e. parties) from a set. As such, they represent cognitions and not individual preferences. The second, as a rule, involve preference rank orders, or (all) pairwise preferences of stimuli (i.e. parties) of a set. These data involve, in principle, cognitions as well as preferences. Coombs correctly stresses that different mathematical models are requisite in order to analyze similarities data and preferential choice data. In practice, however, adequate methods of analysis are available only for similarities data. The analysis of preferential choice data, often referred to as unfolding, remains to this very day problematic. Most computer programs yield trivial or degenerated solutions; this can be attributed in particular to the general disparity between the (large) number of parameters to be estimated and the (small) amount of information available.

The use of similarities data is apparently less problematic. Many well-behaving computer programs are available, and easy to use. It comes as no surprise then that these algorithms, usually referred to as multidimensional scaling, are frequently applied. They employ iterative procedures to represent similarities between which only order relations are assumed to exist, in a metric space of variable dimensionality. The representation is characterized by an inverse monotonic relationship of its distances to the original similarities. In the area of analysis of party spaces, four problems merit special attention:

- a. the use of correlations between preference rank scores as a similarity measure,
- b. the assumption that a common party space adequately represents the idiosyncratic space of individual voters or groups of voters,
- c. the problem of curved dimensions, so-called 'horseshoes',
- d. the relation between the number of stimuli and the dimensionality of the solution.

ad a: correlations between preference rank scores as similarity measures

We mentioned above that the appropriate tools for analyzing preferential choice data have not been developed yet in a satisfactory form. Still, such data are simple to collect and they are intuitively very appealing: in one effort one gathers information on both cognitions and preferences. Needless to say that preferential choice data are rather abundant in electoral survey data. How should one analyse them? A commonly used procedure is to correlate the stimuli on the basis of their rank numbers in the preference ordering. Daalder and Rusk (1972, p. 172), for instance, employ this procedure and describe its interpretation as follows:

"These correlations look at the preference order data in a certain way - noting the covariation in rank scores given to each pair of parties. We interpret the results as follows: parties having substantial positive correlations are being perceived in a similar fashion (...); pairs of parties having negative values are being viewed as quite dissimilar from one another, and correlation values close to zero indicate an absence of shared perception of the parties concerned."

This practice is not only frequently employed, but even authorized in some discussions on how to use multidimensional scaling (see for instance Budge and Farlie, 1978). Yet, the results it yields can be very deceptive. Jones (1974) correctly indicates that the analyst runs the risk of violating one of the basic assumptions of nonmetric multidimensional scaling, namely that similarities are a monotone transformation of the distances in the (unknown) 'true' configuration. A simple example might suffice to illustrate the problem. A group of Dutch voters, all occupying centrist positions in a true one-dimensional left-right space, is asked to rank order a set of parties according to their preference. Two of the parties in this set are the CPN and the SGP; the first being located at the extreme left side of the space (communist party), the second one, a fundamentalist party, at the extreme right side of the space. As the respondents are centrists, they will rank both of these 'extremist' parties very low in their preference. As all respondents will do so, a high correlation is found without warranting the conclusion that these respondents juxtapose an extreme left party and an extreme right party in their



cognitive space. On the basis of simulation, Jones lucidly points out that the violation of this monotonicity assumption is a function of both the distribution of respondents and the location of the parties in the true space. As the specifications of the true space are not, as a rule, known independently of the multidimensional scaling itself, the use of this procedure warrants deprecation, and its results cannot be taken for granted.

ad b: assumption of uniform relevance of common party spaces

Multidimensional scaling programs represent a matrix of similarities in a metric solution. Quite often, this input matrix is obtained by averaging the similarity judgements of all respondents. The result is a common party space. By averaging, however, one loses the opportunity of discovering whether the structure in the judgements provided (and hence in the cognitive map to be recovered by the analysis) differs between relevant groups of voters. Converse (1966b, p. 197) remarks that the possibility

"that different voters perceive spatial location within their party systems differently threatens any hope for a systematic treatment of movement in these spaces on the part of mass electorates. This is the classic dilemma: simple and austere models have the great virtue of manageability, and the great liability of failing to represent much of reality. Yet any attempt to remedy the defect by recognizing more of nature's intricacies can destroy the model's power for systematic treatment of the phenomena it purports to cover (...). Certainly no model of voting change is adequate without some provision for these kinds of intervoter differences".

Although the need for assessing possible differences in cognition has been clearly formulated in 1966, and although multidimensional scaling algorithms have been available since the late 1960's which allow for such an analysis, very few analysts of party spaces have ever occupied themselves with this question. A single exception is the study by Alt, Särilvik and Crewe (1976) who use INDSCAL, and who conclude that even though the (cognitive) dimensions of their solution are weighted differently by the voters of each major party, the differences are not so great as to rule out the use of a common space as an expedient simplification.

ad c: the problem of curved dimensions

Quite often multidimensional scaling analyses yield two- and sometimes higher-dimensional solutions in which the elements (parties) compose a C-shaped, or horseshoe-shaped configuration. Such configurations can occur while the true configuration is a one-dimensional space (a straight line). Subjecting points on a straight line to permissible

monotone transformations of interpoint distances results in such a curved configuration. The problem is thus how to recognize one-dimensionality where the untrained eye would see two, or perhaps three dimensions. Shepard notices in his Presidential Address to the Psychometric Society:

"In analyses of many different sets of data that were known to be basically one-dimensional, I have found that two-dimensional solutions, when attempted, characteristically can assume either the simple C-shape or the inflected S-shape, and that solutions in higher-dimensional spaces are even more various (...). Evidently, by bending away from a one-dimensional straight line, the configuration is able to take advantage of the extra degrees of freedom provided by additional dimensions to achieve a better fit to the random fluctuations in the similarity data." (Shepard, 1974, p.386)

The same problem has been discussed by, among others, Weisberg (1974) and Kruskal and Wish (1978). Methods exist to insert information from the original similarity matrix directly in the recovered configuration in order to detect whether curved dimensions are present (see Kruskal and Wish (1978), Appendix B). At this place we inculcate upon the necessity of circumspection when certain kinds of configurations are interpreted as two-dimensional.

ad d: number of stimuli and dimensionality

Common practice in the application of multidimensional scaling programs is that the analyst requests solutions in spaces of different dimensionality, for instance, for a three-, two- and one-dimensional space consecutively. By inspection of agreement between data and configuration (usually expressed as stress, that is inverse fit), and by inspection of the configurations, one of the solutions is selected as the appropriate one. One should keep in mind, however, that a good fit in many dimensions for relatively few stimuli can easily be obtained, even in the case of random data. Various criteria have been suggested to sensitize users to this problem. Sherman (1972, p. 327-328) proposes a measure R for the degree of data reduction:

$$R = \frac{1/2 p (p - 1)}{d (p - 1) - 1/2 d (d - 1)}$$

where: p refers to the number of stimuli, and  
d refers to the number of dimensions.

Young suggests that R should attain a value of three or higher to accept a solution of p stimuli in d dimensions as informative (Young (1970), p. 471). Similar 'rules of thumb' have been devised which, by and large, result in similar limitations (see Kruskal and Wish (1978),

p. 34, and Wish et al. (1970)). These 'rules' imply that at least 12 stimuli are requisite in order to arrive at informative two-dimensional solutions. Even if less stringent standards are applied, no party system contains a sufficient number of parties to ever warrant a three-dimensional representation, while only few systems could justify a representation in two dimensions.

#### 1.2.2.2. Analyses of the Dutch party space

A review of empirical studies on the Dutch party space (refer to Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 220-225) reveals that almost universal agreement exists as to the existence of a left-right dimension in this space. This is encouraging if left-right ideology is to be used in accounting for electoral behavior. Still, most studies report configurations of at least 2 dimensions; with respect to these we are not convinced that any of these is really pertinent. The following reflections are of particular significance in this regard.

First of all, relatively little agreement exists between the various multidimensional representations as to the nature of second, or higher dimensions. The religious-secular distinction is most frequently mentioned as constituting a separate dimension. Frequently, however, the ordering of the parties on dimensions interpreted in this vein is less than totally convincing. One would expect, for instance, to find the secular parties to be hardly distinguishable on such a dimension, yet they are frequently found to vary considerably. Virtually all other interpretations of second or higher dimensions have only been proposed for the configuration of a single study, and appear not to be relevant for other studies. In view of this lack of replicability we are inclined to consider all these interpretations as attesting primarily to idiosyncracies in the structure and construction of particular datasets, to the specific model and algorithm and options employed in the analyses, and to the creative imagination of the analysts involved.

Secondly, most of the multidimensional analysts fail to assess the fit of unidimensional solutions. Invariably, two-dimensional solutions will fit the data better than unidimensional ones. This cannot be construed, however, to imply that the latter would not fit satisfactorily. This is particularly plausible under some conditions which can easily be recognized. If the variance of the stimuli on second and higher dimensions is insignificant in comparison with their variance on the first dimension, one can expect a unidimensional solution to fit reasonably well. This is frequently the case in the analyses we reviewed. Furthermore, in many configurations the ordering of the parties on the various dimensions turns out to be quite similar, also indicating that a good-fitting solution in fewer dimensions can be obtained. Taken all together, very few analyses have empirically ruled out the possibility of a simpler configuration, even

when the number of stimuli makes such a test imperative, as a good fit in too many dimensions (given the number of stimuli) is meaningless.

Thirdly, most of the survey data employed in multidimensional scaling analyses allow respondents much more latitude than the very restrictive decisional context of casting a single vote. Survey data frequently have been obtained from unspecified (i.e. undirected) similarity judgements, unspecified preference ratings, sympathy scores, all of which allow a respondent to express his general cognitions and preferences in rather great detail. The polling booth, however, presents a much less tolerant environment with respect to all kinds of nuances which may exist in a voter's mind. Owing to this difference between the tasks to be performed as respondent in a survey, and as voter in an election, one can expect that analyses of survey responses require more dimensions than needed in the analysis of the vote.

### I.2.2.3 Multidimensional scaling to test left-right scales

In the previous section we have concluded that the analysis of unspecified similarity judgements regarding parties results in party spaces in which the left-right dimension is dominant. In other words, such an ideological distinction appears to be implicit in many responses of voters. Still, if we want to employ such distinctions in empirical research on electoral behavior, these party spaces are of little use. The left-right labeling is usually a very loose one in all instances, which would be equally applicable if the configurations were rotated somewhat. In other words, it is difficult to extract from such analyses any precise information as to the exact location of the parties. Even more important, most of these configurations can only be produced for parties, and not convincingly for parties and voters simultaneously, which would be needed for employing left-right in the explanation of party choice. Hence the need for direct attempts to measure voters' self placement and perception of parties in left-right terms: the left-right scale. The question which still needed an answer with respect to this scale is whether or not the observed differences in the use of this scale in locating parties are sufficiently large to preclude valid and comparable measurements. To this avail we can use MDS methods. In order to apply MDS we first of all need a matrix of (dis)similarities between the various parties.

This matrix is of paramount importance and, as it had to be constructed in a rather unconventional way, we will inceptively elaborate on how to measure similarity between parties which have been rated on a ordered categorical scale. Subsequently, the results of the analyses themselves will be presented in a straightforward way.

How do we arrive at a similarity matrix with regard to the parties which can profitably be used in multidimensional scale analysis? At

first one might think of the differences between parties' average ratings as a measure of (dis)similarity. Such a measure, however, would be trivial, as we will demonstrate. In Figure 1 we present a simple, fictitious, example in which three parties - A, B and C - are rated by two raters. The responses are depicted in Table A. The differences between average ratings are  $d(AB)=7-3.5=3.5$ ,  $d(BC)=8-7=1.0$  and  $d(AC)=8-3.5=4.5$ . One sees immediately that such differences between average ratings necessarily conform to triangular equality, hence the parties can be represented perfectly in a single dimension. As this result is unavoidable when using this procedure, it is trivial, and constitutes no test of the validity of the assumptions underlying the use of the rating scale. A nontrivial set of dissimilarities can be obtained, however, as follows. Consider the ratings given to each of the parties by each of the  $n$  respondents as coordinates of party locations in a  $n$ -dimensional Euclidean space. Distances between these points do not necessarily conform to triangular equality, but to triangular (in)equality instead. In Figure 1 an illustration is supplied for our hypothetical example. The two-dimensional space is delineated, with the location of the three parties in it. This drawing immediately illustrates that the inter-party distances can no longer be represented in one dimension. In Table B (part of Figure 1) we report the distances in this two-dimensional space, which are calculated by applying the well-known formula

$$d_{AB} = \left[ \sum_{i=1}^n (A_i - B_i)^2 \right]^{1/2}$$

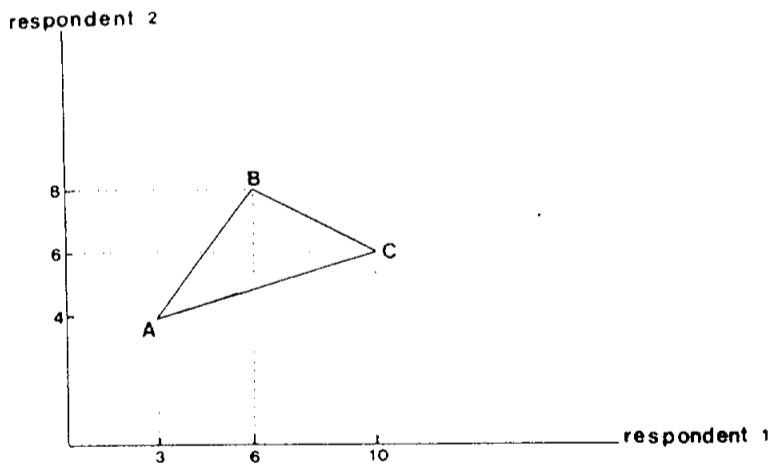


Table A: Ratings and their averages

raters	parties		
	A	B	C
1	3	6	10
2	4	8	6
mean	3.5	7.0	8.0

Table B: Distance table from ratings

	parties		
	A	B	C
A	-	5.00	7.28
B	5.00	-	4.47
C	7.28	4.47	-

Figure 1: Hypothetical example of the construction of distances from ratings

From Table B it can also be verified that triangular (in)equality holds with respect to the inter-party distances:  $d(AB) + d(BC) \geq d(AC)$  (in our example:  $5.00 + 4.47 \geq 7.28$ ).

As a consequence, the parties can (in our example) only be represented in two dimensions. Triangular equality (indicating the existence of an unidimensional representation of parties) can occur, however, as it constitutes a special case of triangular (in)equality. Therefore, we can employ these inter-party distances in multidimensional scale analysis, and establish empirically whether or not an unidimensional representation of the parties would fit. If the fit would be good, one could accept the assumption that the rating scale is a unidimensional and unambiguous yardstick, if the fit is unacceptable, this assumption would not be justified.

Elsewhere we have reported in great detail the result of MDS analyses on various surveys to test the validity of left-right scales (refer to Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 232-247). Summarizing the results we note that:

- 2 dimensional solutions fit very good (an average stress of 0.025 for 11 to 14 parties to be scaled). Of these dimensions the first, and dominant one coincides nicely with the order in which parties are located from left to right on the rating scale. The second dimension defies substantive interpretation, and may well be the result of the algorithm's propensity to accommodate a certain amount of random variance to minimize stress. Consequently a 1-dimensional solution was obtained, which shows on average a stress of 0.075 for 11 to 14 parties. Such a value is acceptably low and in accordance with what one would expect to find if the true (but unknown) dimensionality were 1.

The cardinal conclusion which can be drawn from the analyses is the following. When respondents in a random sample from the electorate rate parties on a left-right scale they utilize for each party the same cognitive dimension as a yardstick against which the party is measured. Essentially this means that all respondents order the parties in roughly the same way. The suggestion that a person would employ, for instance, socio-economic criteria to place some parties and totally different (i.e. orthogonal) criteria to rate other ones, proves to be false. To the extent that persons actually employ different criteria for different parties, the criteria are evidently interchangeable with regard to the ordering of parties they produce, and can therefore be considered as instrumentally equivalent.

- in addition to normal MDS-analyses we have also used INDSCAL, a MDS-technique which allows to explicitly compare the structure of left-right ratings between various subgroups of a sample. This procedure makes it possible to detect deviations from unidimensionality of the left-right scale which remain hidden when information is aggregated over the entire sample as was done in the normal MDS analyses. Groups have been distinguished on 3 different criteria: left-right selfplacement, church attendance and the kind of answer they provided to the open question as to what the meanings are of left and right. In all cases we established that a one-dimensional solution results in near-perfect fit and that the groups of voters distinguished do not differ noteworthy from one another in the structure of their left-right ratings.

The results of the various kinds of MDS analyses evince that the left-right scale has an unambiguous instrumental meaning for voters, which is the same for subgroups in the electorate which could most likely be expected to differ in this respect. How the left-right scale is used by voters as an instrument to discriminate between parties is evidently not contingent on how they subjectively interpret these terms, on their own self definition in left-right terms, or on their religiosity.

#### I.2.2.4 Concluding remarks

No single test of validity can ever be exhaustive. Therefore, it is impossible to prove the validity of an instrument in an absolute way. In our case this means that we do not pretend that each and every voter has exactly the same notion of what left and right means, nor that each and every voter utilizes the instrument in exactly the same way. Quite certainly differences exist in this respect. The main point of our analyses, however, is that such differences are not systematically related to a number of important voter characteristics. Rather than continue in the way described above, further validating research could reverse the line of analysis and single out those respondents whose use of the left-right scale is clearly at odds with

that of most others. A comparison of the characteristics of such a group with others might then indicate whether deviations from the dominant instrumental meaning of the left-right continuum are purely individual or whether they are common for certain kinds of voters. At this place we suffice by indicating the possibility of such additional validating analyses, without engaging in them.

In the preceding sections we have reported results of MDS-analyses on two different kinds of data. To avoid misunderstandings as to the status of each we want to emphasize the following:

- analysis of similarity judgements by MDS reveals the importance of left-right in people's perceptions of parties without them having to place parties on a left-right scale. MDS applied on this kind of data results in a 'map' of the party space as perceived by voters. The notions of left and right are invoked by the analyst to interpret this map. Unidimensional configurations would indicate that voters apply only 1 criterion in distinguishing between parties; even when this is a left-right distinction according to the researchers, it is not certain at all that voters would interpret it that way themselves.
- analysis of equivalence of the instrumental meaning of left-right scales by means of MDS only yields conclusions as to whether such a scale is employed consistently by voters and as to the uniformity of this usage by various groups. A unidimensional result only indicates a validation of the left-right scale, and does not establish that voters' perceptions of parties are unidimensional. A multidimensional solution would not imply that the party space of voter perceptions is multidimensional, but only that a left-right scale is not used consistently and uniformly.

### 1.2.3 Left-right, ideology and party identification

Left-right scales are intended to measure ideological positions and perceptions. In the preceding sections we have observed that although voters differ as to the way in which they verbalize the meaning of left and right, they agree by and large in the manner in which they use a left-right categorical rating scale. The question can be posed, however, whether or not this suffices to assume that these ratings flow from voters' shared familiarity with the substance of the political cleavage which is at the bottom of the left-right distinction. This question lies at the heart of the ongoing debate on the nature of belief systems in mass publics, and has been elaborated in a left-right context by Inglehart and Klingemann (1976). According to them, left-right selfplacements of voters may originate either from ideology, or from party identification. The first occurs when voters are acquainted with the nature of the political programs of opposing social groups and interests and when on the basis of this knowledge they accord themselves a position on the left-right scale which is in agreement with their political views. In other words: because they are



able to classify their own opinions and issue positions as 'left', or 'right', they are also able to locate themselves accordingly on a left-right scale. For cases where left-right selfplacements do not originate from such familiarity with ideology, Inglehart and Klingemann suggest that party identification plays a crucial role:

"Short-cuts for the ideological position of parties like left or right are provided by language, and the relationship of such labels to political parties is culturally defined. (...) individuals may recognize and use ideological labels in connection with political parties without knowing or considering the implications of such concepts for their own issue positions. If a respondent feels close to a given party and knows that people say it is located on the extreme left, he may place himself accordingly. Thus party loyalties could lead members of the public to adopt ideological labels to themselves that are unrelated to their current issue positions". (1976: 244)

In their research Inglehart and Klingemann attempt to establish which of these two factors is the more powerful, and thus to establish how such selfplacements should be interpreted. They conclude very firmly that:

"The classical view of the left-right dimension as primarily a super-issue seems largely untenable for Europe. For one thing, the partisan component seems to be much stronger than the ideological component" (1976: 269)

For a number of reasons we question this conclusion. First of all, their operationalisations are dubious. The impact of party identification is indicated by the correlation between one's own left right position, and the average left-right position awarded to the party of which one claims "to feel closer to". The size of this correlation (.56 for the Netherlands) is taken as an indicator that party identification determines one's own left right placement. Generally, the survey-questions used would not be considered good indicators of identification. Even more importantly, this correlation may be high, due to ideological motivations (i.e. due to substantive issue positions and the selection of a party one feels "closer" to on the basis of issue-agreement). As a measure of one's ideological position an index has been constructed from 4 items from Inglehart's notorious materialist-postmaterialist battery which has been criticized severely on both substantive and methodological grounds, and which is so far removed from the substance of regular political conflict that its relation to substantive issue positions is virtually impossible to discern. This index correlates considerably weaker with left-right selfplacement than the partisan indicator, and therefore it is concluded that 'ideology' has less impact. It must be remarked, however, that this kind of direct comparison of manifest correlations is inadequate to establish which of the latent correlations is strongest. Finally, Inglehart and Klingemann's conclusion hinges on a particular assumption on the nature of party identification, namely that:

"Since party identification tends to be established early in life it is difficult to view it as a result of left-right selfplacement; it seems more plausible to conclude either that the two are acquired simultaneously, or that left-right orientations are derivative from party identification".  
(1976: 269)

The assumption of identification's antecedence (and of its implied stability) appears to be untenable for the Netherlands. Questions intended to measure party identification yield temporally extremely unstable responses in the Netherlands. Even more damaging to the notion of party identification as conceptualised by the Michigan School, is that in our samples roughly half of the respondent who would normally be considered identifiers, claim to identify with more than one party, a phenomenon which is found to exist at all levels of intensity of the first mentioned identification. Such findings are incompatible with identification with a party *sui generis*, that is, with those aspects which render a party into a unique entity. Further analysis of which parties are mentioned in conjunction by multiple identifiers reveals that it concerns only parties which are perceived as similar in a left-right sense. The entire pattern of responses to (multiple) party identification questions can only be interpreted meaningfully when we assume that voters do not identify with parties as unique, unordered and unorderable entities, but with parties as manifestations of what they stand for politically, i.e. political programs. Such programs can be ordered in a summarizing way by left-right ratings. In other words, voters appear to identify with parties as manifestations of ideological stances, and compatibility of this stance with their own position on a left-right scale is the basis of this identification (for details we refer to Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 333-345). The conclusion of this excursion into identifications is not only to demonstrate that ideology is most probably the major factor from which left-right ratings originate. In addition we propose that the frequently encountered contradistinction of ideology versus party identification is a false one, based on inappropriate conceptualisations and incorrect assumptions.

In view of the fact that 'party identification' in the Netherlands appears to originate from ideology, and in view of the fact that left-right selfplacements in the Netherlands appear to be stable over time (refer to Section II.3.2 of this paper), it seems plausible that the left-right scale taps primarily ideological positions and perceptions. Further research can be undertaken to establish in which ways voters differ with respect to the range of other beliefs which are integrated by their ideology, but that, however, would lead us outside the scope of the questions we set out to answer. As a conclusion of this section we can state that it is unlikely that left-right selfplacements are mere reflections of party preference or identification, in which case they could not fruitfully be used anymore in the explanation of such preferences.

### I.3 Voters and their left-right position

In Section I.1 we observed that the overwhelming majority of voters is able to assign themselves a position on the left-right scale. Table 3 depicts the distribution of these self-placements in 6 different surveys which have been held in the period 1973-1982. In all these surveys a 10-point scale has been used; we do not report similar distributions from 7-point scales as those are strongly inflated in their frequencies in the middle position (refer also to Section I.1, Table 1)

Table 3: Distributions of selfplacements on a 10-point left-right scale (in percentages) (Sources: 1977, 1981, 1982: Dutch Parliamentary Election Studies; 1979: Dutch Parliamentary Election Panel Study 1971-1979; 1973: Inglehart and Klingemann (1976), 1978: Continuous Survey, wave17)

		1973	1977	1978	1979	1981	1982
left	1	5.0	8.7	6.0	6.3	4.4	5.1
	2	5.5	5.6	4.7	4.2	4.8	6.0
	3	12.6	12.9	11.2	13.4	12.0	12.2
	4	7.6	9.0	9.2	11.8	11.7	10.3
	5	15.6	12.6	18.8	19.5	16.6	16.8
	6	13.3	11.5	17.5	13.4	14.8	11.4
	7	8.4	8.5	8.8	15.4	12.0	13.4
	8	15.0	12.1	8.8	7.3	12.4	13.7
	9	6.4	6.0	4.9	2.7	4.1	5.1
right	10	9.7	13.0	10.1	6.1	7.1	6.0
MEAN		5.80	5.67	5.62	5.31	5.60	5.57

When considering the length of the time period involved (comprising 3 national elections and a radical change in the economic situation of the country) the similarity between the distributions is striking. From these data we are unable to discern any systematic over-time change in the distribution.

The distributions in Table 3 are of a multimodal type, which is clearly visible in Figure 2, which shows the average distribution which has been calculated from the 6 different distributions in Table 3.

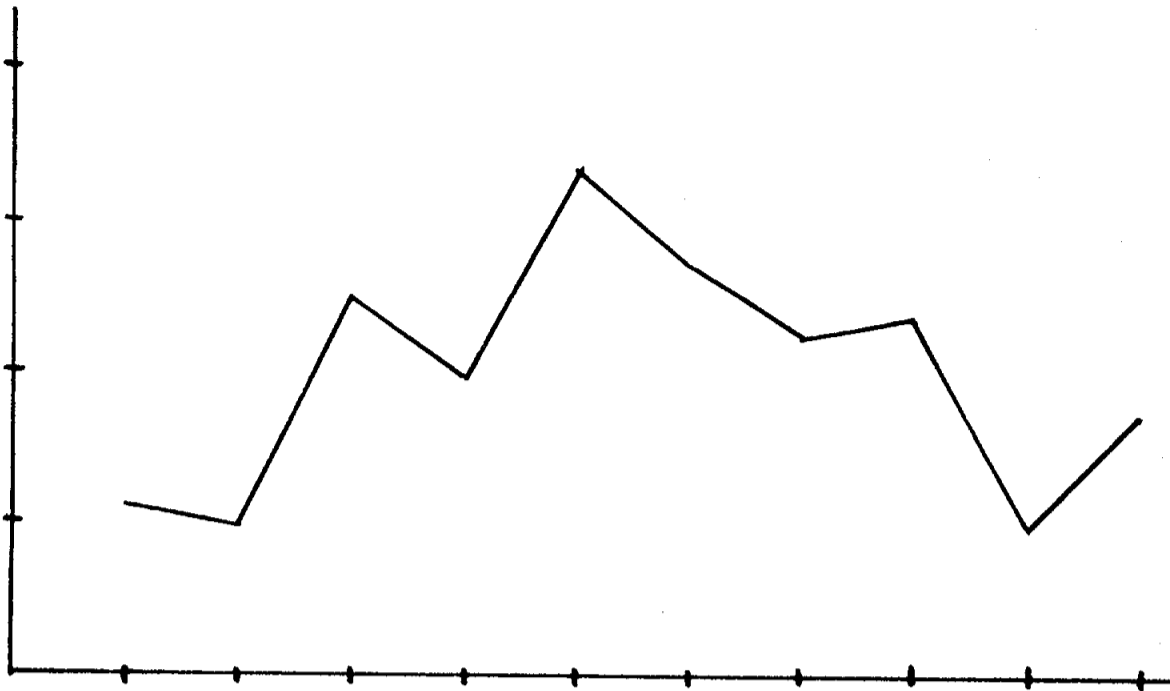


Figure 2: Distribution of voters on a left-right scale. (Average of distributions of surveys in the 1973-1982 period. Source: Table 3, above)

Downs (1957: 125-126) has hypothesized that a multi-modal distribution of voters, such as depicted in Figure 2 is of consequence for the party system:

"Multiparty systems -those with three or more major parties are likely to occur whenever the distribution of voters is polymodal. The existence of two or more outstanding modes creates conditions favorable to one party at each mode, and perhaps balancing parties between them".

Although the distribution of the electorate, in conjunction with the character of the Dutch party system seems to support this hypothesis, a cautionary note should be made. In Section I.1 we already noted that multi-versus unimodality is partly an artefact of the length of the rating scale employed: 10-point scales tend to yield multimodal distributions, and 7-point scales tend to result in unimodal ones. Because of this kind of effect of the number of categories in the scale on the appearance of the distribution, it seems premature to take the Dutch case as confirming Downs' hypothesis. In any case, the majority of Dutch electors assign themselves a rather moderate position on the left-right scale; the center of the scale is much more heavily populated than the extremes.

Partly in an effort to understand the nature of the political cleavages which are indicated by left-right, a lot of attention has traditionally been devoted to the relation between left-right selfplacements and other characteristics of voters. In the

Netherlands, the following phenomena have been observed in this respect (for more details refer to: Niemöller, 1980: 238-246):

- considerable differences in L-R selfplacement exist between the youngest (<30 year) and the oldest (>70 years) agegroups in various samples, the oldest group being considerably more rightish. With respect to all intermediate age groups no interpretable pattern of differences can be discerned.
- no significant or systematic differences can be observed between men and women in any of the surveys
- except for the highest socio-economic class, a monotone relation exists between class and L-R selfplacements. Higher classes have a stronger rightward proclivity than lower classes. The highest class on a subjective s.e.s. variable, however, is considerably less rightish than the ones just below it.
- the left-right distribution of groups distinguished by education differ at times, but not according any systematic and specific pattern. The most noteworthy phenomenon, however, is a persistent leftish bias of the highest educated group (university or semi-university level).
- a significant relation exists between political interest and left-right selfplacement: higher levels of interest tend to co-occur with more left-wing scores.
- the relation between political efficacy and L-R selfplacements is not significant, but that a slight curvilinear relation exists: the highest as well as the lowest efficacy scores have somewhat stronger left proclivities.
- in all samples a strong difference can be observed between secular and religious voters, the former being considerably more leftish than the latter. Within the group of religious voters frequency of church attendance is monotonely related to the rightishness of the average selfplacement. This same relationship can also be observed in a different variable: support for various social and economic institutions to be organized on the basis of religion.

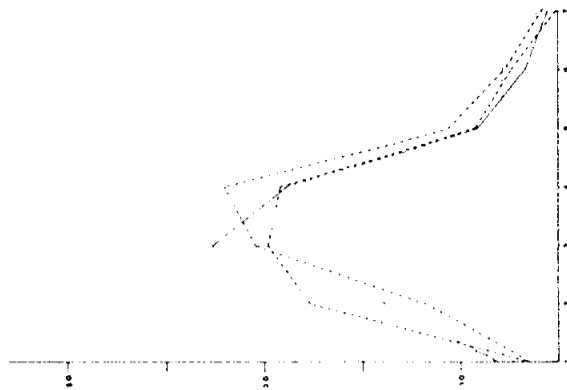
Most of the relationships with voters' socioeconomic, demographic and psychological characteristics are weak, if at all significant. Owing to this, it does not make much sense to draw a multi-attribute profile of a typical left or right oriented voter. By far the strongest relationships exist between selfplacement and religion/religiosity. In view of the fact that we demonstrated that the instrumental meaning of the scale is uniform across these variables (Section I.2.2.3) it can be concluded that, at least in the 1970's and 1980's, religiosity and right-wing ideology go hand in hand. To a considerable extent this reflects the fact that loss of faith has traditionally been more prevalent among leftish oriented voters than among more rightish ones.

#### I.4 Party Profiles

What can we expect to find with respect to the form of the distribution of perceived party positions? In view of the satisfactory result of the validating analyses in Section I.2.2 we can expect the great majority of responses to be concentrated in a few (two or three) adjacent categories of the rating scale. Obviously, the average party location will be located in this region as well. The distributions with respect to various parties will, in general, vary in the location of central tendency, as well as in degree of consensus (i.e. variance). Some parties will be perceived, generally, as left-wing, some as centrist, and some as right-wing. Furthermore, with respect to some parties, consensus as to their location will be greater, while other parties will be found to have a 'fuzzier' image. The characteristics of the various distributions of perceived party positions can be reported in various ways. Firstly, one can summarize the distribution by its moments, or by alternative measures for central tendency, variation and skewness. Secondly, the complete response distributions can be reported. Finally, the response distributions can be presented graphically.

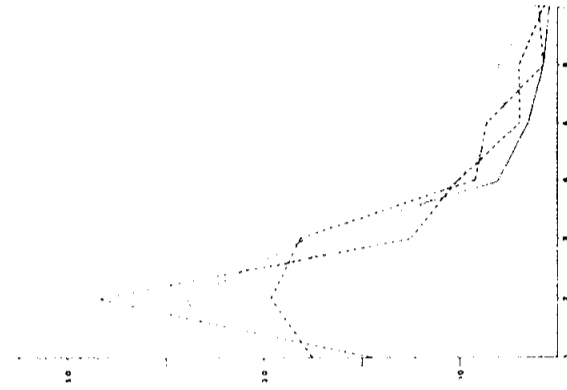
A description of the average positions of each of the parties, and of over-time changes in this respect, will be provided in Part II (Section II.3.1). To gain an impression of the general character of party distributions (central tendency as well as the degree of agreement), the entire response distribution can be presented in a tabular form. Table 4 presents such distributions for 1981 (similar information with respect to other years can be found in Van der Eijk and Niemöller, 1983a: 411-414). Such information can be made more amenable for a visual comparison of the various parties by means of graphical frequency distributions, which immediately depict the profile of a party in terms of both central tendency and dispersion. A number of such profiles is depicted in Figure 3. In contrast to the distribution of self-placements the number of categories in the L-R scale is of little consequence to the kind of party profile one obtains.

D'66



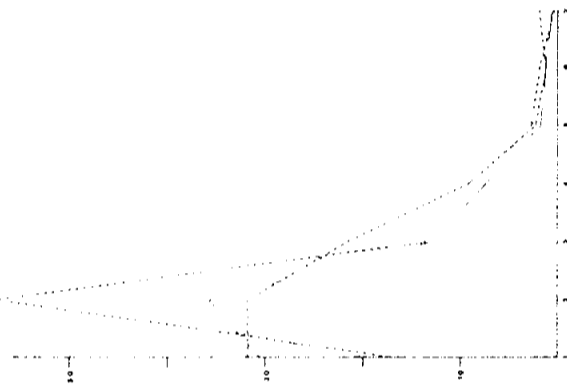
Key: --- 1974, - - - 1979, — 1981  
 Figure E.5: Left-right profile (distribution of perceptions) of D'66 in 1974, 1979 and 1981. Sources: refer to Tables E.1 to E.4.

PPR



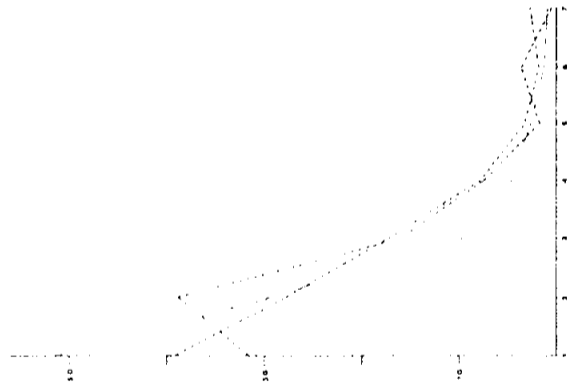
Key: --- 1974, - - - 1979, — 1981  
 Figure E.4: Left-right profile (distribution of perceptions) of PPR in 1974, 1979 and 1981. Sources: refer to Tables E.1 to E.4.

PvdA



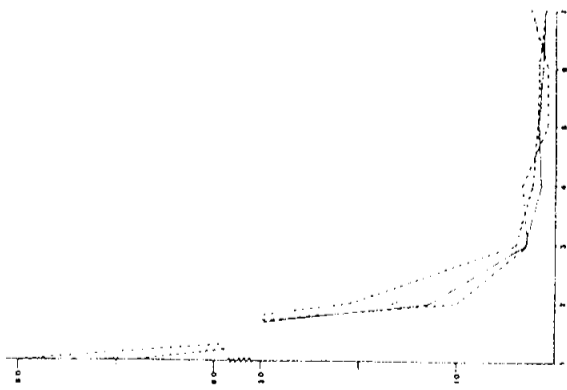
Key: --- 1974, - - - 1979, — 1981  
 Figure E.3: Left-right profile (distribution of perceptions) of PvdA in 1974, 1979 and 1981. Sources: refer to Tables E.1 to E.4.

PSP



Key: --- 1974, - - - 1979, — 1981  
 Figure E.2: Left-right profile (distribution of perceptions) of PSP in 1974, 1979 and 1981. Sources: refer to Tables E.1 to E.4.

CPN

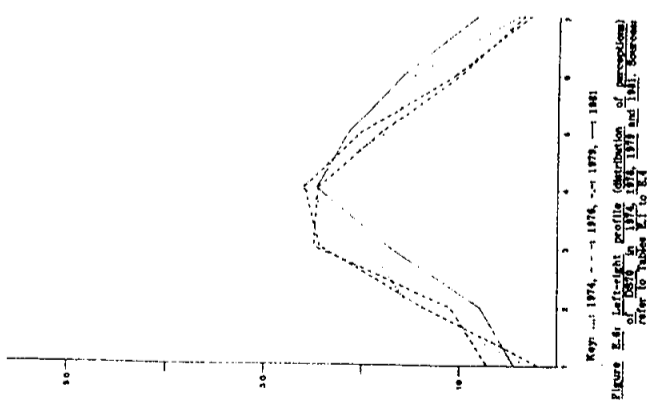


Key: --- 1974, - - - 1979, — 1981  
 Figure E.1: Left-right profile (distribution of perceptions) of CPN in 1974, 1979 and 1981. Sources: refer to Tables E.1 to E.4.

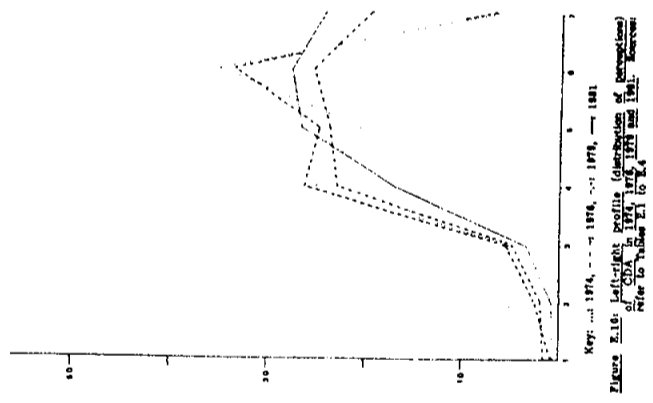
Between positions 1 and 2 the distributions of 1981 and 1979 are indistinguishable only the 1974 distribution is different.

Figure 3: Distribution of perceived party positions on a left-right scale (1974 - 1981)

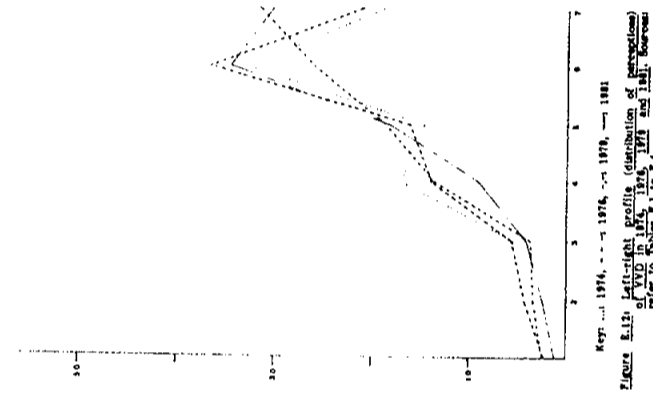
DS'70



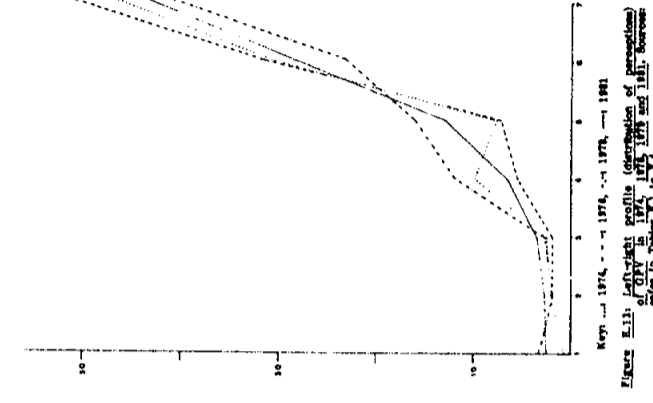
CDA



VVD



GPV



SGP

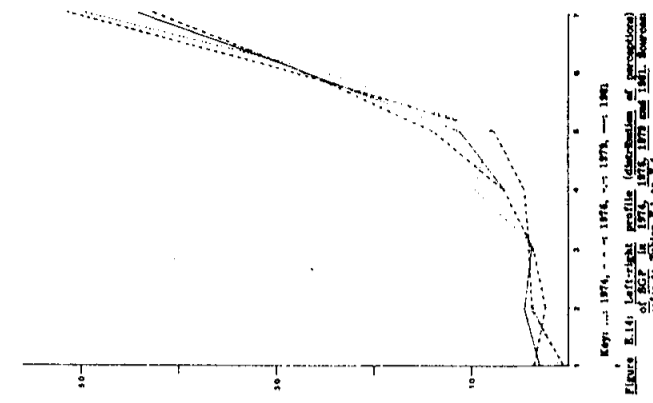


Figure 3 (continued)



Table 4: Distribution of perception of parties on a 10-point left-right scale, 1981 (in percentages)

1981		CPN	PSP	PvdA	PPR	D66	DS70
left	1	72.3	38.0	21.8	21.7	3.3	2.7
	2	14.8	31.1	20.4	30.1	7.1	4.0
	3	5.2	13.9	28.0	24.0	16.0	6.4
	4	1.9	6.5	16.6	11.1	25.4	11.5
	5	1.3	4.2	8.8	5.3	27.5	16.6
	6	.7	2.2	1.6	3.2	11.5	18.0
	7	1.3	1.8	1.1	1.9	4.4	14.5
	8	1.2	1.0	.9	1.2	3.3	13.0
	9	.5	.7	.5	.8	.8	8.5
right	10	.8	.6	.4	.6	.7	4.9

		BP	CDA	VVD	GPV	SGP
left	1	4.4	.4	.9	1.9	1.7
	2	1.9	.4	.8	1.3	3.0
	3	3.0	.6	2.3	2.3	3.2
	4	4.0	1.0	2.3	2.1	2.2
	5	5.7	8.2	5.3	3.9	4.1
	6	8.1	15.4	7.3	5.4	5.0
	7	7.9	19.3	12.7	9.1	7.6
	8	13.8	20.3	24.6	16.7	15.2
	9	20.4	17.8	23.6	24.5	24.4
right	10	30.8	16.6	20.2	32.8	33.6

Source: Dutch Parliamentary Election Study, 1981

With respect to the information provided above on distributions of party perceptions a number of observations can be made.

Firstly, it is evident that no unanimity exists; each of the possible locations is used for each of the parties. Fortunately, most of the responses are concentrated in relatively few locations. Virtually all party profiles display a more or less pronounced 'peak', be it that the degree of peakedness (i.e. agreement) differs considerably. In Figure 3 we can observe that agreement as to the location of the CPN is overwhelming, while DS70 generates no consensus at all and appears to produce almost random responses. The less peaked a profile is, hence, the wider it is, the less acceptable the average location becomes as an estimate of voters' individual perceptions, and the more we will gain from employing individual perceived positions in analyses of individuals' voting behavior instead.

The lack of conscientiousness can be understood to emanate from uncertainty in voting and electoral competition. Downs convincingly emphasized the consequences of uncertainty. One of its effects is that voters cannot be expected to be cognizant of all issues, policy proposals and government actions. To reduce information costs, voters can utilize ideological conceptions, enabling them to compare parties and themselves in terms of ideological position. This is not to imply that voters no longer bring specific policy considerations to bear on their perception of parties. They do, but only respecting those areas of government action which are of such importance to them that they can afford the information costs involved. These areas will, in general, not be identical for all voters, causing some divergence of opinions with regard to political parties' location on the left-right dimension. Downs (1957, p.133) envisaged this possibility, and pointedly remarks:

"Therefore, the party has no unique, universally recognized net position. Some voters may feel it is more right-wing than others, and no one view can be proved correct. However, there will be some consensus as to the range in which the party's net position lies; so we can still distinguish right-wing parties from center and left-wing ones."

One consequence of uncertainty is the need to employ ideology in one's decision making. An even more important effect, in view of the absence of total unanimity as to party position, is that uncertainty necessarily implies that the information which a person utilizes in her perceptions may be less than totally accurate. Downs (1957, p.9-10, 46, 77-81) admits that information may be misleading and may contain errors. Therefore, it is hardly surprising to find the voters' image of parties to be variegated to some extent. Thus, our conclusion must be that the divergence of individual perceptions of parties' location can be understood as one of the consequences of uncertainty in the real world. The analyses reported in Section I.2.2, however, ensure that these divergencies may be considered to exist on a firm basis of fundamental agreement between voters as to the instrumental meaning of the left-right dimension.

Secondly, we can observe that the distributions of perceived positions of parties are highly similar for certain combinations of parties. The PvdA, PPR and PSP on the one side, and the SGP and GPV on the other side of the continuum are the most clearcut examples - their profiles are barely distinguishable from one another. Even in less conspicuous cases, some profiles arouse the expectation that many voters will disagree not only with regard to the location they assign to various parties, but also with regard to the ordering of certain pairs of parties. The more the profiles of various parties overlap, the more it becomes imperative to employ individually perceived locations instead of average party locations.

Thirdly, most of the party profiles appear to change very little in character over the 1974-1981 period. A few of the profiles, however, develop over time in interesting ways, most notably those of D66 and CDA. D66 wanders from a moderately leftish position in 1974 to a much more outspoken centrist position in 1979, from which it slightly rebounds in 1981. The CDA, being an amalgam of three separate christian democratic parties, was originally (1974) perceived with relatively little agreement (a profile with a broad, hence low 'peak' ranging from the center to right-wing). Gradually, a more distinct pattern emerges which in 1981 resembles to some extent that of the VVD. Comparison of various profiles of a single party over time, or of various parties concurrently can be conducted more objectively than by a mere ad oculos inspection. We will report on manners to do so in a separate publication.

It is extremely tempting to interpret changes in party profiles as owing to the effects of political events and of parties' own behavior: formation, existence and breaking up of government coalitions, changes in parties' platforms or policy proposals, animosity or reconciliation between various parties, the rise or decline of outspoken 'wings' (and their spokesmen) in larger parties, and so forth. We are of the opinion that these ratings of party positions, presented as complete distributions rather than only some of its parameters, are invaluable for monitoring the impact of said behavior and events on the public's perceptions. At present, however, we will withhold from offering a historical interpretation of shifts in party profiles, as such is not the primary aim of this paper.

Concluding this section, we observe that the shape of most party profiles - peaked, but far from unanimous - and the prevalence of parties in certain regions of the space - causing even strongly peaked profiles to coincide to a large extent - both necessitate that individual perceptions of party locations rather than average locations should be employed in analyzing individual voting behavior and vote changing.

### 1.5 Individuals and parties

In the previous sections we have treated voters' self-placements and their L-R party-perceptions separately. A relevant question, however, is whether or not specific relations exist between the responses on both kinds of questions, other than the effects of 'rational' voting, which will be discussed in part II of this paper. Some attention has been paid in the literature to a comparison of the position of voters on a left-right scale in relation to their own perception of the party they voted for. The conclusion most frequently arrived at is that, on average, voters of a party are more centrist than the party they support (the following authors, among others, report such findings: Barnes (1971), Klingemann (1972), Converse (1976)). Our own findings

in this respect are tabulated in Table 5 for 1981. This table shows consistently that parties occupy, according to their own voters, more extreme positions than their voters themselves do. Most explanations in the literature for this finding are based on (social-) psychological arguments, referring to ideological purity (and hence extremity) of a party's leadership compared to its following. Such explanations are evidently attractive, but we fear that the empirical regularity on which they are based is merely an artefact.

Table 5: Left-right placement of voters of various parties, and their perception of the party they voted for (expressed in averages on a 10-point L-R scale)  
(Source: Dutch Parliamentary Election Study 1981)

party	average self-placement of voters of this party	average of perception of party by its own voters
CPN	2.46	1.63
PSP	2.15	1.87
PPR	3.52	2.91
PvdA	3.63	3.13
D66	4.63	4.62
DS70	6.50	7.11
CDA	7.42	8.17
VVD	7.27	8.05
GPV	8.29	8.57
SGP	8.32	8.73

In Section I.3 we noted that the bulk of the electorate is located in the center of the left-right scale. The effect is that in general of all voters whose own position is within a certain (short) range from the position of a party, a greater part will be located on the center side of that party, only because the left-right continuum is there more heavily populated with voters. In other words, the empirical regularity demonstrated in Table 5 is an aggregation artefact which will occur when the following conditions are met: 1) people vote for a party on the basis of either minimizing distance to their own position, or not-exceeding a certain distance to a party, and 2) wherever a party is located a greater number of electors satisfying condition 1 is to be found between that party and the center, than between that party and the nearest extreme of the scale. In general, this second condition will be realized whenever the distribution of voters is unimodal, or, if it is polymodal, when the central modes contain more voters than off-center modes.

#### CONCLUSION OF PART I

The discussion in this part of the paper results in the conclusion that left-right measurements by means of rating scales appear to be quite useful in empirical research. Many questions which have been raised concerning their validity could be answered satisfactorily. Of course, the instrument is not without any flaws, but it is of importance to keep in mind that no existing measurement device is without drawbacks. In particular in mass survey applications the 'simple' left-right rating scale remains invaluable. It is a cheap instrument which is easy to administer, it elicits a relatively low amount of nonresponse and it can be considered to be reasonably valid. Very few, if any, other survey instruments have been devised to register relevant self-definitions of voters and simultaneously their cognitions and perceptions of the political world around them. To what use such measurements may be put substantively in the area of electoral research will be illustrated in the second part of this paper.

## PART II

## APPLICATIONS OF LEFT-RIGHT MEASUREMENTS IN ELECTORAL RESEARCH

Three kinds of information can be derived from left-right scales which are of particular relevance for use in attempts to answer substantive research questions:

- the location of each individual voter in the space. These are provided by respondents' self-ratings on the left-right scale. This location for an individual voter will at times be referred to as V.
- the perception of party locations by each of the voters. These are provided by respondents' ratings of the parties which were represented in parliament in terms of a left-right scale. These individual perceptions of, for instance, parties A and B will be indicated by P(A) and P(B).
- the average location of each of the parties in the continuum. These are simply obtained by calculating the mean of all individual perceptions for each of the parties.

Spatial analysis consists of relating these variables to each other in one way or another. The kind of conclusion, which can be drawn from the analysis is dependent upon which variables have been interrelated in the analysis. The logic hereof may at the outset appear obvious, however, in view of the confusion in this respect in the literature, such is evidently not the case. We assert that aggregated (i.e., average) data and individual data relate to different empirical questions. Aggregate data have to be used in analyses relating to the political system, and are only applicable in this respect if we assume them to indicate relevant systemic phenomena. Assuming, for instance, that the average party locations may be interpreted as reflecting compatibility of parties' behavior and proposals in parliament, they analyses yield conclusions as to the viability of various alternative coalitions. Individual data, however, have to be used in analyses relating to individual decision making, such as, for instance, analyses with respect to the question of whether or not a voter's behavior may be termed rational (in Downsian way). Aggregate data cannot be used for making inferences on individual behavior; individual behavior cannot directly be interpreted in systemic terms. The extent of the disparity between these two perspectives is contingent on the extent of individual differences in perceptions of parties, a matter we have discussed in Section I.4. To illustrate this rather abstract argument and to become acquainted in a simple way with the kind of data we will analyze in this part of this paper, we would like to begin by reporting the combination of voters' individual position, and the average location of the party they voted for: Table 6. Tables such as these are sometimes (incorrectly) regarded as evidence of the relevancy of the ideological dimension for individual's choice behavior (this is done, for instance, by Markus and Jennings (1978)). We will demonstrate that such an interpretation is not allowed and that, therefore, the data in Table 6 are incapable

of demonstrating whether or not ideological (left-right) compatibility can be construed as voters' motivating force. Later, in Section II..., we will be able to demonstrate that the assumption regarding the relevancy of the left-right dimension as a guiding factor in voters' behavior is demonstrably justified, but in said section we will apply partially different data than were used in this section.

### II.1 Selfplacement and average party positions: the question of democratic representation

In Table 6 the distribution of each party's voters on the left-right continuum is depicted. In this table the parties are ordered according to their average left-right position in 1981, their average locations listed below the party names. A brief glance at this table is sufficient in ascertaining that a relatively strong relation does indeed exist between parties' average positions and voters' positions. The near-empty lower-left and upper-right cells distinctly attest to this, while the non-empty cells evince for the various parties (i.e. rows from top to bottom) a progressively right proclivity respecting the position of each party's median voter. Evidently then, parties recruit the majority of their voters from nearby. Still, the relationship is far from perfect. The CPN, for instance, located at the extreme left side of the space, attracts (in 1981) 11.5% (= 3.8 + 7.7%) of its votes from electors who locate themselves in the center of the space (i.e. positions 5 and 6 of the 10-point left-right scale). Conversely, a majority of voters who position themselves at the leftmost extreme position (position 1) do not vote for the CPN: the total sum of 17.9% of the 39 PSP-voters (= 7 voters) and of 10.8% of the 343 PvdA-voters (= 37 voters) outnumbers the 34.6% of the 26 CPN-voters (= 9 voters).

Table 6: Left-right scores of the voters of each of the parties, 1981 (row-wise percentages; in the first column the parties are listed together with average left-right position)

	Left										Right	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	N	100%
CPN 1.67	34.6	23.1	23.1	7.7	3.8	7.7	-	-	-	-	26	
PSP 2.34	17.9	33.3	30.8	15.4	2.6	-	-	-	-	-	39	
PPR 2.81	-	32.3	38.7	3.2	12.9	3.2	3.2	6.5	-	-	31	
PvdA 2.90	10.8	11.7	27.1	23.0	18.1	4.7	1.7	1.7	.3	.9	343	
D66 4.45	-	1.0	15.5	31.4	32.0	14.4	3.6	2.1	-	-	194	
DS70 5.97	-	-	-	12.5	12.5	25.0	25.0	12.5	12.5	-	8	
CDA 7.64	-	-	.6	2.7	9.2	17.5	20.5	25.3	9.8	14.4	479	
BP 7.67	-	-	-	-	-	50.0	50.0	-	-	-	2	
VVD 7.89	-	.4	-	.9	7.9	18.1	28.6	29.5	7.5	7.0	227	
SGP 8.07	-	-	4.5	-	4.5	-	13.6	22.7	27.3	27.3	22	
GPV 8.17	-	-	-	-	-	-	28.6	35.7	14.3	21.4	14	
											1385	

Source: Dutch Parliamentary Election Study, 1981

Example: 26 persons voted for the CPN in 1981. The entire sample perceived, on the average, the CPN at 1.67 on a scale from 1 to 10. Of all CPN-voters 34.6% locate themselves on the extreme left position (position 1) of the 10-point left-right scale.



Why, one could ask, is the relationship not a perfect one? Does it indicate that voters do not behave rationally or that a unidimensional space is inadequate in modeling voting behavior? In our opinion, data such as those displayed in Table 6 do not lend themselves to either accept or reject such conclusions. The principal reason for this is that it is impossible to draw conclusions pertaining to phenomena and processes at the individual level from data on an aggregate level. It should be kept in mind that the party positions employed here are average positions, calculated from all respondents' ratings. Whether this average adequately reflects each individual's perception cannot be said in general, owing to the fact that voters are not unanimous in their rating of parties. If they would be consentient, there would have been no need for the elaborate validation of these ratings which was reported in Section I.2. In said Section, we found that agreement between voters is sufficiently high, and disagreement is sufficiently non-systematic, facts which allow the conclusion that the rating scale has the same instrumental meaning for different kinds of voters. By reason of this conclusion, a summarizing measure of central tendency becomes an adequate overall measure of a party's position. At the individual level, however, disagreements do exist and will frequently be of consequence when displaying the relationship between a party's and a voter's position. As a case in point, we present a hypothetical example. In Figure 4 the left-right continuum is delineated and on it the position of two parties, A and B. These positions have been indicated as average positions,  $P(A)$  and  $P(B)$ , and as positions such as these are perceived by this single voter,  $P(A)$  and  $P(B)$ . In Figure 4, the position of the voter (V) is more proximal to the average position of party A than of party B. In terms of her own perceptions, however, this ordering is reversed: she is closer to where she perceives party B to be than to party A.

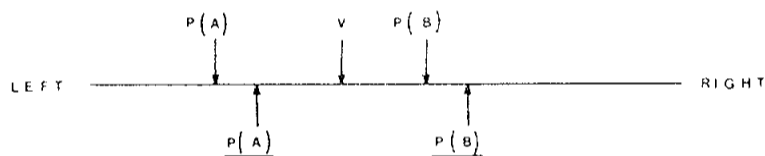


Figure 4: Example of a voter's own position (V), of individually perceived party locations (P(A), P(B)) and of average party locations (P(A), P(B)) (explanation in text)

From this example, it can be readily illustrated why Table 6 is inappropriate for establishing the relevancy of the left-right dimension as a directing force for individual voting behavior. If this voter votes for the most proximal party (in her own perception) she

will be assessed, in terms of Table 6, as not doing so, if the average party position is taken into account. The reverse case, of course, may also occur, namely that the average party position would suggest that she votes for the most proximal party, while this is not the case when her own perceptions are taken into account. The conclusion from this example is evident: aggregated data (i.e. average party positions) cannot be employed to assess the extent to which the left-right dimension is able to direct individuals' electoral behavior, because that behavior will be guided by the individually perceived party positions on that dimension. Later, however, we will demonstrate on the basis of individual data that this dimension is highly capable of providing direction to party choice.

From our discussion regarding Table 6, the impression might have been given that average party locations serve no positive purpose. This, however, would be an incorrect impression. We may consider the party's average left-right position as an operationalization of the party's place vis-a-vis the other parties (in terms of coalition behavior, party competition, support for policy proposals, (de)polarization, ideological balance, etc.). From this perspective, parties' average positions are useful variables when conducting systemic analyses.

Table 6, for instance, demonstrates an important phenomenon with respect to the political system, namely that the various parties represent their own voters reasonably well as far as ideological position is concerned. Adequate representation is of consequence from a perspective of democratic theory; the extent to which representation empirically exists, can only be ascertained for a political system, not for individuals. The question of why adequate or inadequate representation is attained cannot be deduced from the empirical information comprised in Table 6. It should be kept in mind that representation may be attained without rational voting, and that rational voting does not necessarily result in adequate representation. One final remark may be added to this discussion. If total consensus would exist among voters with regard to their perception of the parties, and if each of them would vote perfectly rationally, then the individual and systemic perspectives separated above would coincide. Such 'perfect' situations are described by formal theories such as Downs'. In empirical research, however, the analyst should distinguish and separate the two perspectives in order not to stumble into inferential pitfalls.

## II.2 The smallest distance hypothesis

In this section we will study individual voters' behavior in the ideological left-right space. To research how people vote the relevant variables for analysis are, firstly, their individual location in the space and secondly, their individual perception of each of the parties.

We will analyse the relation between voters' self-location and their perception of the parties at a single election by testing the hypothesis that they vote for the party closest to them.

We will only make use of the left-right dimension to model voting behavior. By doing so, we consciously exclude a range of potentially important variables which may, and according to some analysts do, codetermine political cognition and preference (such as, for instance, the religious-secular and the powerful versus not-powerful distinctions). Consequently, if this exclusion would not be justified, the (unidimensional) space would provide a poor basis for explaining voting behavior. At present we are able to establish to what extent this single dimension is capable of accounting for people's votes. The general prediction, which can be made on the basis of Downsian formal theories of voting behavior, is that voters will vote for the party which is closest to their own position in the space, a prediction sometimes also referred to as 'the smallest distance hypothesis'. This prediction has, however, in the literature been qualified by admitting that certain deviations from this general rule do not have to be interpreted as implying irrational behavior. Two such situations in particular have been mentioned by Downs. The first concerns the homogeneity of parties. If a voter perceives a party as not having highly integrated its policies, ideology and actions, he not only has to take into account its average position in his perception, but also its spread (Downs (1957, p.133)). It could eventuate that a rational voter instead of voting for the party which is closest, elects for another one, slightly further away from his own position, but much more integrated in its policies, actions and ideology. Owing to the fact that our data do not allow us to assess whether or not a voter perceives parties as more or less integrated entities, we cannot take this exception into account when testing the smallest distance hypothesis. The second consideration which may cause a rational voter to vote for a party other than the one at shortest distance, is the desire not to 'waste' his vote. In multi-party, proportional-representation, coalition government systems, a voter can only 'waste' her vote by supporting a party which fails to acquire any representation in parliament. If he fears that the most proximal party will not gain any parliamentary seats, then it would be rational to vote for the second party in his preference order. In the Dutch situation the threshold for parliamentary representation constitutes only .67% of the vote. In spite of this extremely low threshold, some voters may be found to stray away from their most proximal party, in particular because our data contain perceptions of some parties which

were unlikely to gain a seat in parliament, in addition to the perceptions of all parties which most probably would gain at least a single seat.

Considerations such as those discussed render the 'smallest distance hypothesis' into one which should not be tested for individual voters, but for groups of voters, be it on the basis of data pertaining to individual perceptions and self-locations. Empirical evidence should be able to account for the behavior of a large proportion of voters. If, however, a limited number of voters is found not to conform to the hypothesis, it cannot be concluded that, *ipso facto*, those voters do not vote rationally on the basis of left-right positions. In Table 7 we report an empirical test of the smallest distance hypothesis. In it, we depict the proportions of voters who vote for their most proximal party, the proportions of those who vote for a party which is one position (on a 10-point left-right scale) more distant than the most proximal party, and the proportion of electors endorsing even more distal parties.

Table 7: Test of the smallest distance hypothesis for the 1981 and 1982 elections [\*]

% voting for party x position(s) more distant	1981	1982
closest	61.0	59.1
1 more	23.0	24.9
2 more	9.9	9.4
3 more	3.6	2.9
4 more	1.2	2.0
5 more	.9	.9
6 more	.3	.4
7 more	.1	.3
8 more	-	-
9 more	-	.1
	100.0	100.0
	(1020)	(997)

[\*] Only those cases included whose party choice is known, and whose party voted for is included in the list of parties to be rated on the left-right scale. Positions relate to a 10-point scale.

Source: Dutch Parliamentary Election Panel Study, 1981-1982

In 1981 respondents were asked to locate 11 parties on the left-right scale, in 1982 13 parties. In both questionnaires they were also invited to assign themselves a place on the scale. In both years, only those parties were listed which might conceivably win a seat in parliament or which had been represented until recently. All other parties have been disregarded. The data in Table 1 evince that some 60% of the voters behave according to the smallest distance hypothesis. In each year, 16% votes at least 2 positions more distant than the party closest to them; their behavior is not in accordance with the hypothesis. Finally, we consider the results as indeterminate for the group of some 24% of the voters who deviate only 1 position from the smallest distance hypothesis. This deviation may conceivably result from one of the rational reasons to do so discussed above. In each election some parties were to be rated on the left-right scale which in the polls had been predicted not to gain a single seat (2 of such parties in 1981, 3 in 1982). Voters for whom one of those parties would have been the most proximal one, might have felt themselves compelled to vote for a more distant one in order not to 'waste' one's vote. If we would disregard such cases, the percentage voting perfectly Downsian is raised to 64.3% in 1981 and to 63.7% in 1982. In addition to these 'rational' deviations from smallest distance small deviations may also result from measurement inaccuracies caused by the coarseness of the 10-point scale.

How do we have to assess the result of this test of the smallest distance hypothesis? The heavy preponderance of confirmatory (60%) as opposed to disconfirmatory cases (17%) attest to the relevancy of the left-right dimension in modelling voting behavior. In view of the success-rate of other models which predict party-choice, it is even very commendable. Bronner en de Hoog (1978), for instance, employ a multiple predictor (hence, less parsimonious) model which is also able to account for approximately 60% of the voters. Cuilenburg et al. (1980) even attain a number of approximately 69% correct predictions on the basis of issue preferences and perceived party positions respecting these issues. Their prediction, however, is actually considerably less convincing than ours. Their success is based on perceptions of the positions of only three parties (PvdA, CDA, VVD). It is obvious that the smaller the number of parties which are represented in a model, the weaker a test of smallest distance (or of a similar kind of congruity between voters and parties) becomes. Voters who appear to succeed in minimizing distance when only a few party positions are employed, may not succeed in this respect at all when their distance in relation to a larger number of parties is considered.

Voting according to shortest distance has been termed 'rational' voting in formal theories, a definition which we followed for the sake of clarity and theoretical parsimony. As we have observed in Table 1, some 16% of the voters do not vote rationally in this sense. To avoid misunderstanding, not-rational behavior has not necessarily to be

regarded as capricious or irresponsible. Deviations from shortest-distance voting may result from a number of different situations:

- a. voters may attempt to achieve political and economic ends which are not adequately represented or summarized by their ideological (left-right) stance. This may particularly be the case when voters are motivated by issues which are not (or not yet) integrated in the left-right framework. Such issues are either transient ones, or new ones which have not yet been incorporated into the dominant ideological positions. Another possibility is party-choice which is dominated by candidate or party-leader images of (in)competence which may result in voting for an admittedly less attractive party which is run by persons perceived as more competent. In all these cases voters' rationality may not be reflected in voting so as to minimize distance. Most of these situations, however, may be expected not to endure over extended series of elections, but rather to manifest themselves as temporary deviations from maximizing ideological congruence.
- b. voters may attempt to achieve ends which are not political or economic in character. Such voting would be distinctly purposeful, but, ex definitione, not rational. A case in point which has frequently been hypothesized as relevant in the Netherlands, would be party choice as an expression of one's affiliation with a religion or denomination. (Such voting would, of course, only be not rational if a choice according to religion, and a choice according to left-right ideology would not concur).
- c. voters may cast their ballots in a capricious way, not motivated by any particular ends.

Without further analyses and longer series of observations, it is not possible to estimate how large each of these groups of cases is in a particular election. We can, however, check whether or not various subgroups in the electorate differ from each other in the preponderance of rational voting. To the extent that such groups would share choice-directing ends which are not incorporated in the left-right continuum, we expect such groups to fall significantly below the overall level of Downsian voting.

As a first step we performed such comparative analyses for the following variables: electoral cohort (a rough indicator for age and life cycle), education, social class, sex, and religion. In none of these cases any significant differences were found. In view of the hypothesis listed under b. above, it is particular relevant to note that religious and secular voters do not differ from each other. To the extent that religious voters would be motivated to express their confession in the vote, this does not run counter to their ideological stance.

The test of the smallest distance hypothesis discussed above allows two, interrelated, conclusions to be drawn:

1. voting behavior can, to a large extent, be construed as rational behavior (in Downsian terms ),
2. the theoretical considerations which contributed to our decision to model voting behavior in terms of a single ideological left-right dimension, have been vindicated by independent empirical evidence.

### II.3 The left-right space as a tool for the study of electoral dynamics

In previous sections, we have demonstrated a) that the left-right continuum is an important cognitive dimension for Dutch voters, b) that the divergencies which exist in individual perceptions are relatively minor, and that a firm basis of fundamental agreement as to parties' positions exists, and c) that the left-right space directs voting behavior to a considerable extent.

These findings are all essentially static, that is, they pertain to a single moment in time. Even when they can be replicated for various moments, they still are so. In this section we will turn to the question to what purposes the left-right conceptual framework may be applied when investigating the dynamics of electoral results and party choice over time. The following topics will be addressed:

- shifts or stability in party positions in the space and the stability of individual perceptions
- shifts or stability in voters' positions in the space
- changes in the effective ideological support from one election to another
- changes in distance between voters and parties, which are effectuated by vote changing

#### II.3.1 Party positions over time

The conclusions of Section I.2 render it possible to construct a left-right space, and to locate the parties in it by means of the averages of all individual ratings assigned to each of the parties. For a rather extended period of time, 1968 to 1982, these average ratings of the parties are reported in Table 8 and graphically in Figure 5.

The rank order of the parties is not identical for all studies, but inspection of the averages evinces that virtually all inconsistencies between the orderings can be attributed to minor changes of the position of parties which are located exceedingly close together.

All together, the Dutch left-right party space is characterized by a remarkable stability. At the same time, however, the data evince a

very uneven spread of parties along the continuum, and an almost deserted center of the spectrum.

The data displayed in Table 8 and Figure 5, relate to average party positions, and one might wonder how stable individual perceptions are. To answer this question we correlated for each of the respondents in the 1981-1982 Election Panel Study their ratings of the 11 parties which were presented to them in both the 1981 and the 1982 questionnaires. These correlation coefficients can be interpreted as a measure of the stability of the perception of the entire party system by voters.

Table 8: Average left-right placement of the political parties, 1968, 1974, 1976, 1979, 1981, 1982

parties	1968 April	1974 Nov.	1976 Febr.	1979 Nov.	1981 May [*]	1982 Sept[*]
CPN	1.55	1.62	1.58	1.48	1.45	1.44
PSP	2.10	2.49	2.21	2.24	1.90	1.82
PvdA	2.73	2.46	2.28	2.29	2.27	2.27
PPR	3.65	2.74	2.50	2.55	2.21	2.14
D66	3.30	3.18	3.29	3.59	3.31	3.51
DS70	-	4.01	3.93	3.81	4.33	4.15
ARP	5.15	5.12	4.97	4.75	-	-
BP	3.95	4.99	5.01	4.88	5.47	5.77
KVP	5.56	4.90	4.90	5.14	-	-
CDA	-	4.84	4.99	5.18	5.45	5.42
CHU	5.43	5.52	5.52	5.46	-	-
VVD	4.69	5.05	5.31	5.47	5.62	5.60
GPV	-	6.00	6.17	5.67	5.80	5.89
SGP	5.78	5.93	6.05	5.75	5.74	5.66

[\*] all studies employ a 7-point rating scale, except the 1981 and 1982 studies in which a 10-point scale is used. These columns contain transformed scores, calculated by the following formula:  
 $(7\text{-pt. score}) = .33 + .67(10\text{-pt. score})$ .

One has to keep in mind that there is no reason to expect the correlations to be 1.0. First of all, in the period between the 2 elections involved, parties did change somewhat in their location. Second, due to the coarseness of the 10-point rating scale some manifest instability may be expected to exist, which can only be interpreted as measurement error. The mean value of this correlation is .82, which indicates a remarkable consistency in individual's perceptions of the system over time. This consistency is hardly dependent upon the number of parties a respondent is able to locate at



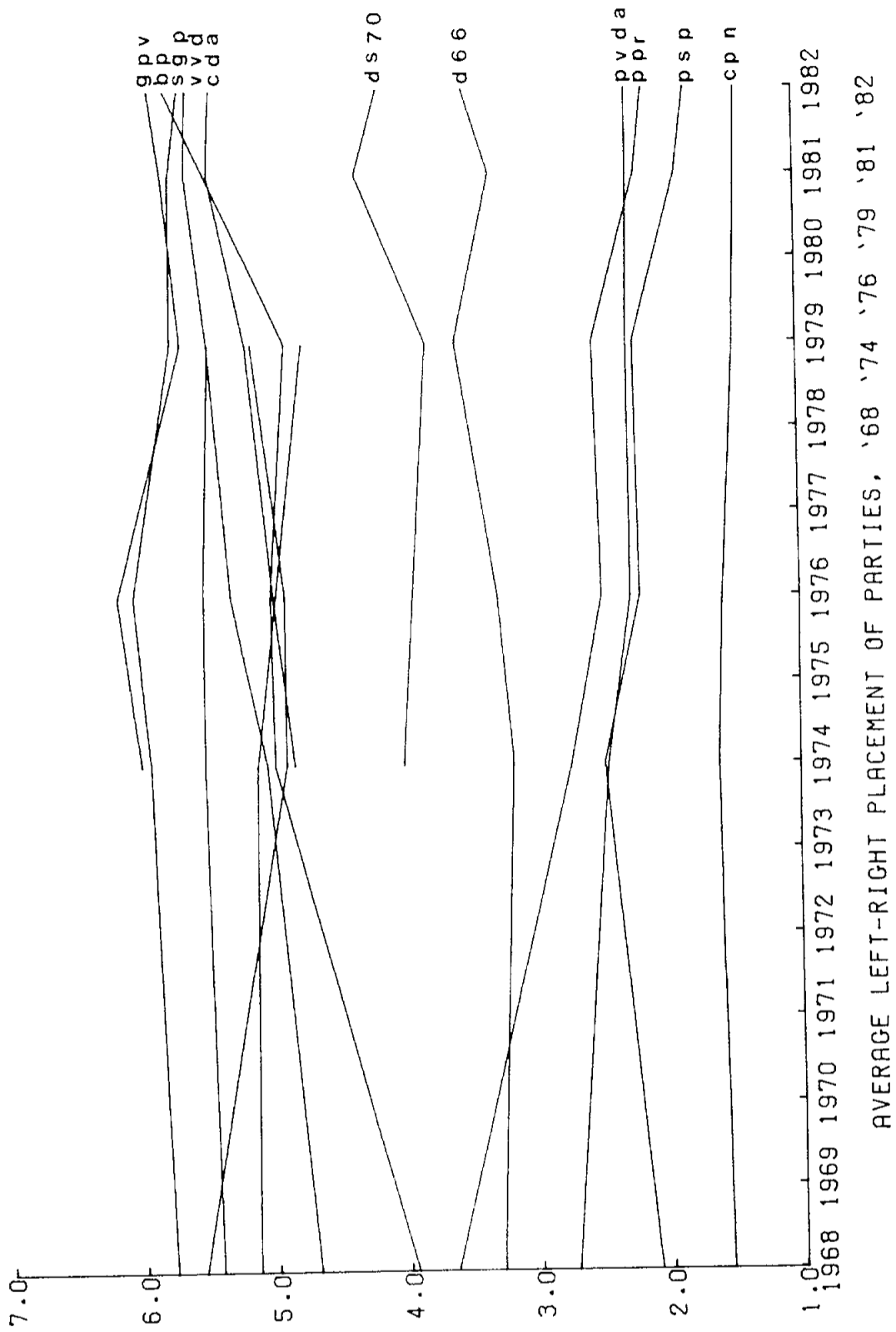


FIGURE 5: AVERAGE LEFT-RIGHT PLACEMENT

both occasions. Those who are able to locate many of the 11 parties in questions twice, average in their correlations at approximately .85 (locating 7 or more parties twice, 72% of the panel sample), those who can locate twice only 4, 5, or 6 parties (15% of the panel sample) average in their correlations a hefty .72. For those respondents who can locate less than 4 parties twice (11% of the panel sample), the correlations hardly make sense, although they still average .71.

In concluding, we can state that individual perceptions are rather stable across two elections. This can be regarded as an extra indication of the validity of these measurements. Average locations of parties are quite stable too, their fluctuations indicate the effects of political events and parties' own behavior during the observed period (refer also to Section I.4).

### II.3.2 Voters' positions over time

A question which emerges when we consider behavior over time, is related to the stability of voters' own location in the space of electoral competition. Formal theories assume voters to be stable in this respect on the short run (cf. Downs (1957, p.47)). This assumption enables the analyst to prescribe the behavior of parties trying to maximize their share of the vote. If, however, one chooses to emphasize individual voter's behavior (as we do) rather than party competition, the assumption of individual stability is important too. Without it, all other propositions of the theory of rational voting might conceivably be supported empirically, without warranting the conclusion that the electorate behaves rationally, as can be illustrated as follows.

Suppose that an electorate conforms perfectly to the smallest distance hypothesis in each of two consecutive elections. If we were to study each of these elections separately, we surely would conclude that these voters are rational. Suppose that the dynamics of individual perceptions and choices could be observed for these two elections, would we necessarily arrive at the same conclusion? We think that it would be warranted if we found the voters to be relatively (not necessarily perfectly) stable in their location in the ideological space during both elections. If, however, we would establish that voters' ideological positions during one election would be (virtually) unrelated to those during the second one, we would be reluctant to regard the behavior as rational, irrespective of the confirmation of the smallest distance hypothesis for each of the elections separately. In the hypothetical example discussed above, we could consider voting behavior to be efficient in realizing short-term ends but, in general, we are inclined to consider short-term ends, which are not even relatively stable during a short time span, as whims rather than the kind of political and economic ends which are to be the motivating force of rational agents (barring war and social upheavals). From this reasoning follows that the study of voters' behavior during more than

a single election may be applied to assess rationality of voters by establishing the stability of voters with regard to their own political ends, i.e. in terms of the space propounded, the stability of their position on a left-right ideological dimension. (It should be understood that, owing to unavoidable random error in measurements, the stability intended is not test-retest (or manifest) stability, but latent stability with regard to intervals of intermediate length).

The discussion above results in the formulation of an ideological stability hypothesis: voters tend to be stable in their ideological self-definition, at least as far as pairs of consecutive elections are concerned. To avoid misunderstandings with regard to this hypothesis it should be kept in mind that the hypothesized tendency towards stability allows a considerable amount of room for development and evolution of voters' ideological self-definition in the long run. Such developments could occur as the result of political debate, changing personal conditions, or learning from experience.

The 1981-1982 Election Panel Study allows a test of the hypothesis of ideological stability. At 4 different occasions, the respondents were requested to provide their self-perception in terms of the left-right scale: February 1981 (prior to the elections), April 1981 (also prior), June 1981 (directly following the 1981 elections), and October 1982 (directly following the 1982 elections). The correlations between these 4 repeated measurements are displayed in the following correlation matrix:

	Feb.81	Apr.81	June81	Oct.82
Feb.81	1.00			
Apr.81	.78	1.00		
June81	.76	.83	1.00	
Oct.82	.70	.76	.79	1.00
Variances	2.39	2.36	2.41	2.38

To assess the stability of the latent variables indicated by these manifest ones, LISREL V has been utilized. Various models have been tested, which differ with respect to the assumptions which are (and have to be) made.

We started with relatively simple models, which assume a single (hence unchanging) latent variable. Such a model fits the data acceptably when the reliabilities in February 1981 and October 1982 are assumed to be equal, and those in April and June 1981 to be equal to each other as well. Such an assumption seems reasonable as the measurements in April and June benefit from a possible 'training effect' derived from recent previous exposure to the rating scales, while such an effect might have worn out during the much longer interval June '81-

October'82. Were we to accept this model, the conclusion would be that the manifest changes in self-placement are compatible with a latent situation of complete stability. [1]

A different model, which fits the data even better, starts from an assumption of 4 latent variables, each related to a different manifest variable. The latent stability can be expressed in this model by the amount of variance in the latent variables which is determined by the structural equations, i.e. by antecedent latent variables. Such a model would result in the conclusion that the correlations between the latent variables in February and April is .96, between the latent variables in April and June .98, and between the latent variables in June and October .97.

In other words, when we test a model which allows latent change, we arrive at extremely high correlations, i.e. stability, between the latent variables. [2]

Concluding, depending on the assumptions one makes, and upon the fit one wants to attain, various models can be formulated to account for the manifest changes in self placement. Acceptable models range from the conclusion of perfect stability, to one of extremely high correlations over time between the latent variables. In other words, the 1981-1982 data support the ideological stability hypothesis very well. This finding strengthens the interpretation of smallest distance voting as rational choice behavior, rather than as optimizing transient whims.

### II.3.3 Vote-changing: change in effective ideological support

By voting for a political party, a voter endorses the average ideological position of that party. This is the case, regardless of whether he does or does not vote rationally, regardless of whether his perception of that party is incongruous with that of the rest of the electorate, regardless of whether or not he perceives his own position as coinciding with that of the party in question, and regardless of whether he is forced, due to the absence of a more attractive alternative, to vote for the least of all evils. All such individual

[1] This model is specified by a single latent variable, and by the constraints  $\lambda(1) = \lambda(4)$  and  $\lambda(2) = \lambda(3)$ . The fit is indicated by chi-square = 8.83, df=4 (p=.07).

[2] This model is specified by 4 latent variables, by  $\beta_{21} = \beta_{32} = 1$ ,  $\theta_1 = \theta_4$  and  $\theta_2 = \theta_3$ . The model yields a chi-square = 1.19, df=3 (p=.76).

nuances are imperceptible from the perspective of an entire political system. From this it follows that vote changing can be studied from a systemic perspective: which positions on the ideological continuum gained support (and from where), which lost support (to whom), which changes (if any) occurred as to the overall balance of ideological strength.

By using parties' positions in a space, it is, in principle, possible to transform each cell of a turnover table into a direction and a magnitude of change involved (this is not possible for cells in a turnover matrix involving non-voting in either or both elections, owing to the fact that non-voting cannot be characterized by a position on the continuum). Voters move leftwards or rightwards from their previous parties, and in doing so 'travel' over smaller or larger distances; all such differences being interpretable as changes in effective support for various ideologies and their related platforms of policies.

We calculated the difference between the average location of the party a person voted for in 1977 and the average location of the party he voted for in 1981; from this we obtain each party changer's contribution to changes in effective support for (average) ideological positions. Figure 6 illustrates the procedure employed. In this figure we depicted two parties, A and B, and their respective average positions in the left-right party space in 1977 and in 1981. The direction and magnitude of a person's change is determined by comparing the 1977 average position of the party supported in 1977 with the 1981 average position of the party supported in 1981.

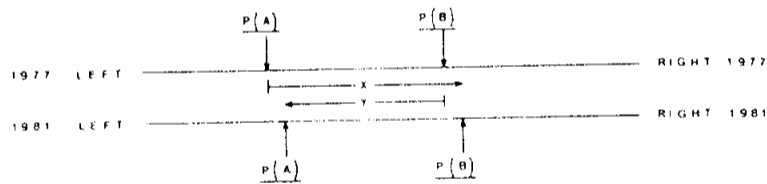


Figure 6: Information employed in the calculation of direction and magnitude of change involved in party switching (expressed as effective ideological support; explanation in text, results in Table 9)

When parties' own average positions change (as they do slightly from election to election) this procedure entails that a switch from party A to party B does not carry the same consequences qua magnitude of effective ideological change (magnitude x in Figure 6) as a change from party B to party A does (magnitude y in Figure 6). In addition, our procedure implies that even when a voter continues to vote for the same party, this may result in a change in effective ideological support, namely when the party itself has moved (compare in Figure 6 the location of each of the two parties in 1977 and 1981. This procedure assumes that the measures of the party space in 1977 and in 1981 are comparable as to units of measurement and origin). The results of our calculations are displayed (in rounded form) in Table 9. This table evidences that most changes in party choice imply only minor changes as to the ideological positions effectively supported. No less than 55% (= 23.4 + 31.6%) of the party changers shifts less than one unit to the left or to the right on a 7-point scale.

Table 9: Direction and magnitude of change involved in party switching (expressed as effective ideological support, 1977-1981; measured in terms of parties' average locations in the 7-point left-right space)

moves to the left more than 3 positions	2.9%	
moves to the left 2 - 3 positions	7.0%	
moves to the left 1 - 2 positions	15.2%	48.5%
moves to the left 1 position or less	23.4%	
-----		
moves to the right 1 position or less	31.6%	
moves to the right 1 - 2 positions	3.3%	
moves to the right 2 - 3 positions	3.7%	51.7%
moves to the right more than 3 positions	13.1%	
	100.0%	(n=244)
-----		
Average absolute magnitude moved for party changers: 1.30		
for stable voters: 0.17		

Source: Dutch Parliamentary Election Study, 1981

The average magnitude of such changes is 1.30 for party changers and 0.17 for stable voters (the insignificance of the latter attesting to the fact that changes in parties' location are in general minor between two consecutive elections).

Finally, the data show that there was only a fractional majority of cases which changed to the right as opposed to the left. From this table, the overall impression is one of a small change of effective

support to the right. The relatively minor degree of most of the changes involved indicates that many party changers switch to rather similar parties (similar qua ideological position).

In interpreting data such as those depicted in Table 9 one should bear in mind that these data cannot be directly used to gauge how large party changers themselves perceive the difference to be between the ideological positions of the parties involved. Variations in voters' individual perceptions of the location of the parties may conceivably render the picture of how voters perceived their own changing behavior different. In other words, Table 9 should not be employed to demonstrate that voters are motivated by a desire to be (relatively) constant in the ideological position they support with their vote. From the point of view of the political system, however, the focus is directed on the systemic effects of what voters do, whereupon it can be concluded that vote changing cannot, on the whole, be considered as dramatic 'ideological turbulence'.

Our analysis of changes in effective support has been global in character, and is, therefore, inadequate if one is interested in such changes as they occur from a particular location in the space. Party strategists, for instance, are more interested in knowing the range of ideological positions (i.e. other parties) from which they can gain, or to which they can lose votes than in general descriptions. Breakdowns of the data from Table 9 according to various criteria can, in principle, be made in a straight-forward manner. For reasons of brevity, we will not elaborate upon this, and refer for details and examples to Van der Eijk and Niemöller (1983a, p.268-271)

Summarizing, in this section we have demonstrated how the left-right continuum may be employed to describe and interpret party-switching in systemic terms. Such an approach takes into account how similar or dissimilar parties are, which are affected by vote switching, and thus provides a more useful perspective on the political significance of voter-movements than traditional approaches which only distinguish changing voters from stable ones, or which are based on turnover tables without positioning the parties on a left-right continuum.

#### II.3.4 Vote-changing: distance reduction

In the previous section we have considered vote changing in systemic terms, now we want to focus on individual perceptions. Comparing an individuals voting behavior in 2 different elections in terms of his own perception is a rather complicated matter. One cannot straightforwardly compare a voters distance to the party voted for in one election with the one in a next election. Such a comparison is marred by the fact that, at least at the level of manifest variables, a voter's selfperception and his perceptions of all the parties may have changed. Although the structuring principle of these perceptions

(i.e. the cognitive meaning of the left-right dimension) may remain the same over 2 elections, all relevant entities may be located at slightly different places, thereby reversing parties' relative distances towards the voter. To facilitate comparison we have to draw our data from the perceptual world at one particular moment. By doing so, we can compare a voter's present party choice with the result (qua relative distance) of the party voted for during the previous election. What are we to expect from such a comparison?

If all voters voted perfectly rational at all times (i.e. according to smallest distance) vote changing would contribute to Downsian voting. Not all voters do vote perfectly rationally, however. In addition to the smallest distance hypothesis, we can formulate a distance reduction hypothesis, which would be confirmed if left-right distances are relevant for determining party choice. This hypothesis states that, in general, party switching will serve to reduce (in terms of one's current perceptions) the distance which would result if one remained loyal to the previous party. Formulated in these terms, our panel data allow us to test this hypothesis for 2 different pairs of elections: 1977-1981 and 1981-1982. Tables 10 and 11 present the relevant data which pertain, of course, to party-switchers only.

Table 10: Frequency and magnitude of reduction or increase of distance between voter and party as a result of party changing, 1977-1981 (10-point left-right scale) [\*]

Reduction of distance			Magnitude of diffe- rence	Increase of distance		
Cum. %	% [**]	Freq.		Freq.	% [**]	Cum. %
28.2	28.2	49	1	30	17.2	17.2
52.9	24.7	43	2	13	7.5	24.7
60.9	8.0	14	3	7	4.0	28.7
65.5	4.6	8	4	-	-	28.7
68.4	2.9	5	5	2	1.1	29.8
69.0	0.6	1	6	-	-	29.8
69.6	0.6	1	7	-	-	29.8
70.2	0.6	1	8	-	-	29.8
70.2		122		52		29.8

[\*] not included are 50 cases of which distance to 1977 party is equal to distance to 1981 party

[\*\*] percentages calculated over all cases for which distance has been changed



Table 11: Frequency and magnitude of reduction or increase of distance between voter and party as a result of party changing, 1981-1982 (10-point left-right scale) [\*]

Reduction of distance			Magnitude of difference	Increase of distance		
Cum. %	% [**]	Freq.		Freq.	% [**]	Cum. %
30.2	30.2	45	1	36	24.2	24.2
44.3	14.1	21	2	18	12.1	36.3
53.0	8.7	13	3	2	1.3	37.6
56.4	3.4	5	4	3	2.0	39.6
57.1	0.7	1	5	1	0.7	40.3
57.8	0.7	1	6	2	1.3	41.6
58.5	0.7	1	7	-	-	41.6
58.5	-	-	8	-	-	41.6
58.5		87		62		41.6

[\*] not included are 49 cases of which distance to 1981 party is equal to distance to 1982 party

[\*\*] percentages calculated over all cases for which distance has been changed

From Tables 10 and 11 we can conclude that the distance reduction hypothesis has been confirmed to some extent: party switching contributes to reducing the distance to the party one votes for, especially so for the (normal) 4 year period 1977-1981. It is also evident, that distance-reduction by itself does not suffice to explain party switching, and that other factors than only left-right have to be taken into account as well. The most promising way to accomplish this appears to be the development of a 'normal vote' model which capitalizes on the strong behavior directing force of left-right distance (refer to Section II.2) and on the great (latent) stability of ideological self-perceptions (refer Section II.3.2). Such a normal vote model might conceivably allow us to assess the impact of other forces than left-right and which result in deviations from the smallest distance hypothesis as well as the distance reduction hypothesis.

## CONCLUSIONS OF PART II

The analyses reported above evince the importance of left-right self-placements and perceptions in describing and explaining electoral results and electoral change, at a systemic as well as at an individual level. At the same time it has also become clear that 'left-right' does not offer a complete account of voters' behavior. Other factors have to be taken into consideration when more complete explanations are to be obtained. The specific relevance of left-right, however, flows from its integrating and overarching function with respect to other opinions, beliefs and perceptions which might also influence voters' decisions. Therefore, the effects of such other factors should not be assessed by their bivariate relationship with voting behavior or partychoice, but by their ability to either counteract left-right ideology, or to serve as a tie-breaker where left-right alone does not produce a uniquely determined choice. Elsewhere we hope to illustrate such use of left-right ideology in conjunction with other factors (issues, candidates, religion and party size).

## POSTSCRIPT

In concluding this paper a few final remarks have to be made:

- although the concepts of a left-right ideological cleavage has been applied mostly in the context of electoral research, it is one of the few concepts which have been shown to be fruitful in the explanation of other political phenomena, such as coalition formation (De Swaan, 1973), parliamentary roll call behavior of parties and politicians (Wolters, 1984), and the formation and transformation of political issues. Owing to this, the concept of left-right ideology allows for a partial reintegration of research areas which have until now been developed relatively independent of each other (for a more extended argument along this line, see Van der Eijk and Niemöller, 1984).
- the analyses in Part II of this paper have demonstrated that left-right measurements are particularly valuable when self-placement and party perceptions are available in combination with each other. Unfortunately, many surveys include only self-placement in the questionnaire, thereby reducing the analytical possibility of the left-right scale to almost nothing. We want to urge all those who are engaged in the formulation of questionnaires for electoral research to always include both self-definitions and perceptions of relevant political stimuli (which may be parties, politicians, pressure groups etc.).
- the analytical uses which we have made of left-right measurements (Part II of this paper) can be generalized to other countries than the Netherlands in a straightforward manner, and are even applicable in systems with relatively few parties. Depending upon the peculiarities of different systems it may be advantageous at times to elicit from voters not only their left-right perceptions of parties, but also of candidates, other politicians, other social and political organisations news media etc. The strategy of validating the left-right scale which has been employed in Section I.2 may run into problems when too few parties exist. In those circumstances, the inclusion of left-right perceptions of other entities than parties may be useful not only for substantive reasons, but also to allow occasionally for validation of the assumptions involved in the use of the left-right scale.

## Appendix 1: An example of magnitude estimation of left-right

The line production task

(INTERVIEWER: let the respondent read this himself)

Of political beliefs it is often said that they are left or right, or that they are between left and right. If you think of the centre, an extreme rightwing party will be very far from the centre, just as an extreme leftwing party is. A moderate leftwing party will be closer to the centre, and a moderate rightwing party also. We will now ask you to indicate below how the respective parties are from the centre. You can indicate this by drawing from the centre long or short lines to the left for the left parties. And for the rightwing parties you can indicate the distance to the centre by drawing lines to the right. If you think that a party is exactly in the centre, you just mark the centre.

CENTRE  
 VVD  
 |  
 CDA  
 |  
 CPN  
 |  
 PvdA  
 |  
 D'66  
 |  
 SGP  
 |  
 GPV  
 |  
 RPF  
 |  
 PSP  
 |  
 PPR  
 |  
 EVP  
 |  
 Centrumpartij  
 |

Finally we would like to ask you to indicate for your own beliefs how far they are from the centre and whether that is to the right or to left.

You  
 |

The number production task

(Interviewer: Again let the respondents read and complete this question themselves.)

Now you have indicated with lines how far you think the parties are from the centre.

To get a better insight in your opinion we ask you to answer this also in a different way, that is by using numbers.

The purpose is that you indicate with a number how far a party is away from the centre.

A party in the middle, which is exactly between left and right, is indicated with 0.

Furthermore the distance of the PvdA from the centre will arbitrarily be indicated with 100. When a party is closer to the centre than the PvdA you give it a smaller number. And if you think that a party is further away from the centre than the PvdA, you give it a larger number. For this question it does not matter whether a party is either left or right, only how far it is away from the centre.

Now indicate for the parties below how far they are from the centre. Do this by comparing its distance to centre with that of the PvdA which we have given 100.

Centre	0
PvdA	100
VVD	.....
CDA	.....
D'66	.....
SGP	.....
CPN	.....
GPV	.....
RPF	.....
PSP	.....
PPR	.....
EVP	.....
Centrumparty	.....

Finally we ask you also to indicate how far you are from the centre.

You	.....
-----	-------

## REFERENCES

- Alt, J., B. Sørpvik and I. Crewe (1976)  
Individual differences scaling and group attitude structures:  
British party imagery in 1974, Quality and Quantity, 10, 297-320.
- Andeweg, R.B. (1982)  
Dutch voters adrift. On explanations of electoral change - 1963-1977. Leiden: dissertation University of Leiden.
- Barnes, S.H. (1971)  
Left, right, and the Italian voter, Comparative Political Studies, 4, 157-175.
- Boon, M.E. and B. Niemöller (1976)  
Volgorde en dimensionaliteit, Acta Politica, 11, 253-257.
- Bronner, A.E. and R. de Hoog (1978)  
Politieke voorkeur: oordelen en beslissen, Amsterdam: dissertation University of Amsterdam.
- Budge, I. and D. Farlie (1978)  
The potentiality of dimensional analyses for explaining voting and party competition, European Journal of Political Research, 6, 203-231.
- Campbell, A., P.E. Converse, W.E. Miller and D.E. Stokes (1960)  
The American voter, New York: Wiley.
- Converse, P.E. (1964)  
The nature of belief systems in mass-publics, in: D. Apter (ed.), Ideology and discontent, Glencoe, Ill., Free Press.
- Converse, P.E. (1966b)  
The problem of party distances in models of voting change, in: Jennings and Zeigler (eds.) (1966), 175-207.
- Converse, P.E. (1976a)  
Some mass-elite contrasts in the perception of political spaces, Social Science Information, 14, 49-83.
- Coombs, C.H. (1964)  
A theory of data, New York: Wiley.
- Cuilenburg, J.J. van, J. Kleinnijenhuis and G.P. Noordzij (1980)  
Kiezers en issues: over politiek-inhoudelijke afweging, Acta Politica, 15, 289-318.

- Daalder, H. and J.G. Rusk (1972)  
Perceptions of party in the Dutch parliament, in: Patterson and Wahlke (1972), 143-198.
- Doorn, C.J. van, C.F. Maas and W.E. Saris (1984)  
The evaluation of different measurement instruments for the left-right, paper to be presented at Joint Session of Workshops, ECPR, Salzburg, april 1984.
- Downs, A. (1957)  
An economic theory of democracy, New York: Harper & Row.
- Eijk C. van der and B. Niemöller (1983a)  
Electoral Change in the Netherlands. Empirical Results and Methods of Measurement, Amsterdam, CT-Press.
- Eijk C. van der and B. Niemöller (1983b)  
Stemmen op godsdienstige partijen sinds 1967, Acta Politica, 18, 169-182.
- Eijk C. van der and B. Niemöller (1984)  
The Netherlands - from social segmentation to ideological competition, in: I. Crewe and D. Denver (eds.), Electoral Volatility and partisan change in western democracies, London: Croom Helm, forthcoming 1984.
- Gibowski, W.G. (1977)  
Die Bedeutung der Links-Rechts Dimension als Bezugsrahmen für Politische Präferenzen, in: Kaase (ed.) (1977), 600-626.
- Inglehart, R. and H.D. Klingemann (1976)  
Party-identification, ideological preference and the left-right dimension among western mass-publics, in: Budge, Crewe and Farlie (eds.) (1976), 243-273.
- Jones, B.D. (1974)  
Some considerations in the use of nonmetric multidimensional scaling, Political Methodology, 1, 1-30.
- Klingemann, H.D. (1972)  
Testing the left-right continuum on a sample of German voters, Comparative Political Studies, 5, 93-108.
- Kruskal, J.B. and M. Wish (1978)  
Multidimensional scaling, Beverly Hills, Cal.: Sage.
- Markus, G.B. and M.K. Jennings (1978)  
Responsible voting in the Dutch electorate, Ann Arbor: The University of Michigan (unpublished manuscript, no date, presumably 1978)

Niemöller, B. (1980)

Links en rechts in de zeventiger jaren, in: Van der Eijk, Longitudinaal enquete onderzoek - mogelijkheden en problemen, Amsterdam, FSW-A, 221-280.

Shepard, R.N. (1974)

Representation of structure in similarity data: problems and prospects, Psychometrika, 39, 373-421.

Sherman, C.R. (1972)

Nonmetric multidimensional scaling: a Monte Carlo study of the basic parameters, Psychometrika, 37, 323-355.

Wegener, B. (ed.) (1982)

Social attitudes and psychophysical measurement, Hillsdale (N.J.): Lawrence Erlbaum.

Weisberg, H.F. (1974)

Dimensionland: an excursion into spaces, American Journal of Political Science, 18, 743-776.

Young, F.W. (1970)

Nonmetric multidimensional scaling: recovery of metric information, Psychometrika, 35, 455-473.